

BRIEF BY THE VILLAGE OF SARAGUAY
IN REGARD TO
THE PAQUETTE REPORT
OF THE
COMMISSION FOR THE STUDY OF
THE METROPOLITAN PROBLEMS OF MONTREAL
FOR SUBMISSION TO
THE GOVERNMENT OF THE PROVINCE OF QUEBEC

WHEREAS the Paquette Report of the Commission for the Study of the Metropolitan Problems of Montreal enumerates the social and cultural amenities, the business and recreation facilities, the various communal services, etc., provided by the City of Montreal and, from the general tone of its remarks, implies that the suburban municipalities benefit from these provisions without commensurate contribution

FURTHERMORE, it is indicated in Section III, paragraphs 2, 3 and 7, that other municipalities on the Island do not, or cannot afford to, maintain the standards of service and construction established by the City of Montreal for streets, sidewalks, lighting, water supply, sewage disposal, etc. Obviously this qualification can not apply to the older and well established municipalities which surround the City of Montreal. Admittedly, some of the suburban municipalities, due to the extensive and rapid growth of residential construction, are experiencing difficulty in keeping pace with the need for essential facilities to service the newly developed areas. However, this condition will be ameliorated in time

and with increased revenues accruing from new construction, the municipalities in question will be able to finance the cost of the desired amenities.

FURTHERMORE, Section III, paragraphs 4 and 5 state that the appraisal of property values varies between municipalities to a great degree. This cannot be disputed on the past record. However, under authority granted to the Montreal Metropolitan Commission and to Montreal school boards, assessment values in the Island municipalities have since been brought in line with those of the City of Montreal.

FURTHERMORE, with due consideration to the foregoing statements, it is recognized that residents of the suburban municipalities benefit from the proximity of the City of Montreal to the extent that they are able to avail themselves of the cultural and educational institutions, shopping centres, hospitals, etc., and from the opportunity of finding gainful employment within the large field of industrial and mercantile enterprise. On the other hand, the residents of the suburban communities contribute in equal measure by their purchasing power, their subscriptions to cultural and charitable organizations, and by their professional skills and services to business organizations located in Montreal. In many cases residents of the suburbs support the industrial activity of Montreal by maintaining their own places of business and by paying business and property taxes to the City of Montreal.

BELLVILLE BOND
HONED SILVER

THEREFORE, for the purpose of this brief, a survey has been made of the expenditures of the Village of Saraguay, adjoining the City of Montreal, to indicate the extent to which this small community supports the business, social and cultural activities of Montreal. Since the Village of Saraguay is entirely residential, practically all expenditures by the residents are made in the City of Montreal and the following itemized statement is based on a yearly average for the past three years:

Direct payments by the municipality of Saraguay to the City of Montreal

Water service charge	640.00
Water rental tax	1,300.00
Fire Department	150.00
Protestant School Board	<u>11,600.00</u>
	<u>13,690.00</u>

Estimated indirect payment by
2% sales tax on purchases in the City 900.00

Total \$ 14,590.00

Purchase of merchandise, food and services in the City of Montreal by residents of Saraguay 616,000.00

Purchase of building supplies for residential construction 80,000.00

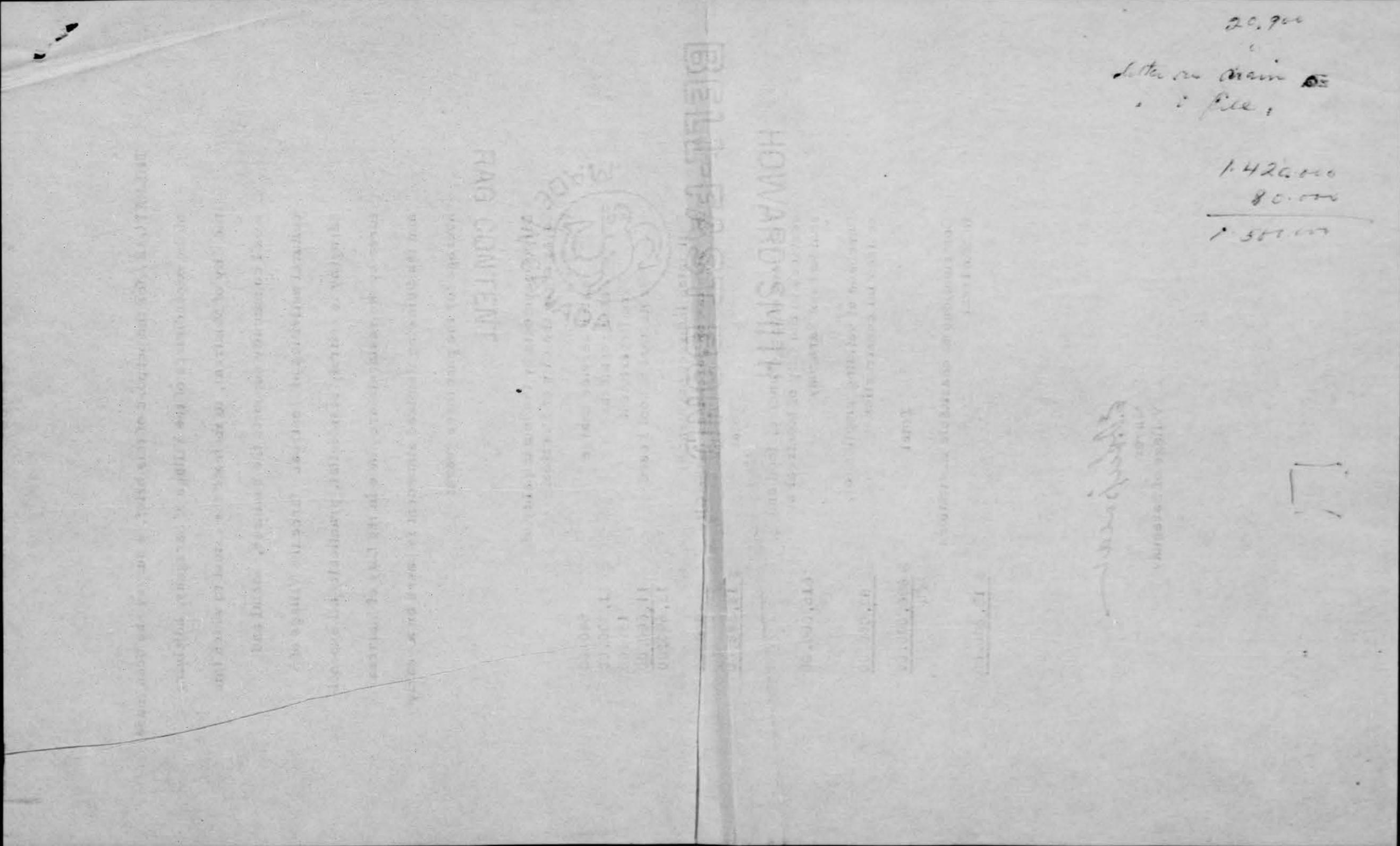
Total \$ 696,000.00

Contributions to charitable institutions in Montreal

\$ 18,200.00

E.O. Shepard
Mayor
Village of Saraguay

P14/C,30



CABINET DU PRÉSIDENT
CABINET DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

MARQUETTE 4118

OFFICE OF THE PRESIDENT
OFFICE OF THE SECRETARY-TREASURER

COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL
THE MONTREAL METROPOLITAN COMMISSION

10 OUEST, RUE SAINT-JACQUES - 10 ST. JAMES STREET WEST

MONTREAL

Montréal, 4 août 1952.

M. le Président,
MM. les Membres,
Commission Métropolitaine,
Montréal.

RE: Boulevard Métropolitain

Messieurs,

Par une résolution adoptée à sa séance statutaire du 14 mars 1951, la Commission Métropolitaine ordonnait que les travaux préliminaires requis pour la réalisation du projet de construction du susdit Boulevard soient exécutés dans le plus bref délai.

Une étude des plans d'homologation et des plans d'expropriation préparés en 1931 pour l'ouverture du Boulevard fut dès lors commencée.

Dès le début de cette étude, il fut constaté que des modifications importantes aux lignes homologuées existantes s'imposaient.

Vu l'obligation pour la Commission Métropolitaine d'avoir à aviser chacune des municipalités de l'Île de Montréal de la tenue d'une assemblée générale pour toute modification à apporter aux plans homologués en 1931, il fut décidé de parfaire ce travail d'étude pour toute cette section du Boulevard comprise entre l'extrémité est de la rue Sherbrooke, dans la Ville de Pointe-aux-Trembles et un point situé à environ 6700 pieds au sud-ouest du Boulevard Décarie sur le Chemin de la Côte de Liesse, et d'y projeter de nouvelles lignes à tous les endroits où celles-ci seraient considérées comme étant de nature à satisfaire le plus efficacement possible aux exigences du trafic.

Comme complément à cette étude, nous avons préparé de nouveaux plans d'homologation que nous vous soumettons pour approbation. Sur ces plans sont montrées les lignes homologuées le 11 décembre 1931 à conserver telles qu'établies, celles dont l'effacement est demandé ainsi que les lignes homologuées projetées que nous recommandons.

En général, les lignes existantes ne subissent que de légères modifications. Elles sont effectuées pour les raisons suivantes:

• • • • • 2

..... 2

1.- Rectification de lignes.

2.- Etablissement de pans -coupés aux endroits où les lignes de rue nord-sud forment avec les lignes du Boulevard un angle aigu.

3.- En prévision de la construction de voies étagées à la rencontre d'artères principales.

Toutefois, des modifications importantes sont recommandées aux endroits suivants:

a) Dans la Ville de Pointe-aux-Trembles, l'effacement des lignes existantes est demandé et de nouvelles lignes sont projetées, ayant pour but d'incorporer dans le Métropolitain une partie du Boulevard Leduc et, une partie de la rue Sherbrooke. L'emprise de ces artères qui est actuellement de 100 pieds de largeur est portée à 200 pieds.

b) De la limite est de la Ville de Montréal à la rue Marquette, de nouvelles lignes sont projetées en vue de déplacer, vers l'ouest, la courbe dont le milieu est actuellement au centre d'une artère très importante, la rue Papineau. Ce changement a aussi pour effet de réduire l'angle de déviation des lignes du Boulevard.

c) Dans Ville St-Laurent, du Boulevard Ste-Croix à un point situé à 6700 pieds environ, au sud-ouest du Boulevard Décarie sur le Chemin de la Côte-de-Liesse, des lignes s'adaptant mieux au développement qui s'y est produit sont projetées.

Plans d'homologation

Dans la Ville de Pointe-aux-Trembles, nous demandons l'effacement des lignes homologuées en 1931 des plans B.M. S-7, B.M. S-8 et d'une partie du plan B.M. S-6 et nous recommandons l'adoption des lignes projetées des plans B.M. S-21, B.M. S-22 et B.M. S-23 ci-annexés.

De la limite ouest de la Ville de Pointe-aux-Trembles à la rue Papineau, nous recommandons que le plan homologué B.M. S-6 soit remplacé par les plans B.M. S-6A, B.M. S-17, B.M. S-18, B.M. S-19 et B.M. S-20 ci-annexés.

Dans la Ville de Montréal, de la rue Papineau à la rue McEachran, nous demandons l'effacement de certaines parties de lignes et recommandons l'adoption des lignes projetées apparaissant aux plans B.M. S-4 et B.M. S-5 homologués par la Commission Métropolitaine en 1931.

..... 3

..... 3

Dans les Villes St-Laurent et Mont-Royal, nous recommandons que cette partie du plan B.M. S-3 comprise dans les limites précitées soit remplacée par les plans B.M. S-13 et B.M. S-14 ci-annexés.

Plan d'expropriation

Sur tous le parcours du Boulevard, dans les limites ci-dessus décrites, les plans d'expropriation ont été préparés en prenant pour base les lignes homologuées projetées, apparaissant aux plans d'homologation dont nous recommandons ci-haut l'adoption.

Evaluation des terrains et des bâtiments

L'évaluation des terrains et des bâtiments dont l'acquisition est nécessaire pour l'ouverture du Boulevard a été compilée d'après les rôles d'évaluation en force dans les différentes municipalités et s'établit comme suit:

Terrains	\$ 505,055.
Bâtiments	<u>636,507.</u>
formant un total de	\$1,141.562.

(voir tableau ci-annexé.)

Estimation approximative du coût de construction

L'estimation approximative du coût de construction du **Boulevard**, dans les limites ci-dessus décrites, a fait l'objet d'une étude assez détaillée, et les item dont l'énumération suit, ont été considérées dans sa préparation:

Deux voies centrales de 32 pieds de largeur, en béton de 9 pouces d'épaisseur avec armature.

Deux voies latérales de 30 pieds de largeur.

Lampadaires y compris une conduite souterraine.

Plantation d'arbres.

Gazonnage des terre-pleins.

Ponceaux, où requis.

Drainage de la surface.

Poteaux des compagnies d'utilités publiques à déplacer.

Rond-points, viaducs, etc.

..... 4

..... 4

L'estimation totale approximative des travaux ci-dessus énumérés est de \$18,830,596. Le tableau ci-annexé donne en détail le coût respectif de chacun des item considérés.

L'exécution d'une partie importante de ces travaux devra, toutefois, être différée tant et aussi longtemps que les travaux essentiels dont la construction aura été ordonnée offriront aux usagers de la route, toute la sécurité et le rendement requis.

Ainsi, nous estimons que le coût de construction des travaux essentiels au bon fonctionnement du Boulevard s'établit à \$12,183,496., et celui des travaux pouvant être différés, à \$6,647,100.

Ces travaux différés sont projetés pour l'avenir, la plupart n'ont été considérés qu'en vue de permettre l'homologation de certaines lignes ainsi que l'acquisition à un prix modéré du terrain nécessaire pour permettre de réaliser les travaux conformément à la section établie pour le Boulevard Métropolitain, quand les exigences de la circulation les nécessiteront.

Respectueusement soumis,

(Signé) L.A. Ste-Marie, Ing.P.

Copie certifiée.

E. Ste-Marie
Secrétaire-trésorier
Commission Métropolitaine de Montréal.

BOULEVARD METROPOLITAIN

Tableau du coût estimatif des travaux
ainsi que l'évaluation municipale des terrains et bâtiments à exproprier

23 Juin 1952

Désignation	Villes St Laurent et Mont-Royal		Ville de Montréal	Ville St-Michel	Ville St-Léonard-de-Port-Maurice	Paroisse	Ville Monttréal-Est	Ville Pointe-aux-Trembles		Total	Travaux essentiels	Travaux à différer
	6,700 O-Decarie à Bld-St-Croix	Bld.Ste Croix à limite Est						De lim. O à 53 ^e Avenue	Rue Sherbrooke de 53 ^e Ave. à lim. Est			
No. du plan d'Homologation	B.M.-S13	B.M.-S14	B.M.-S4,5,86A	B.M.-S17	B.M.-S18	B.M.-S19	B.M.-S20	B.M.-S21&22	B.M.-S23			
No. du plan d'Expropriation	B.M.-S13A	B.M.-S14A	B.M.-S15&16	B.M.-S17A	B.M.-S18A	B.M.-S19A	B.M.-S20A	B.M.-S21A&22A	B.M.-S23A			
Longueur en pieds	8,200	9,172	14,500	6,020	11,747	11,874	7,454	13,180	8,400	90,547		
Voies centrales - 2 de 32 pds. - 9" d'épaisseur. Armé	\$436,200	\$488,000	\$771,400	\$320,000	\$624,000	\$630,000	\$395,000	\$705,000	\$446,900	\$4,816,500	\$3,933,400	\$883,100
Voies latérales - 2 de 30 pds. - 2 bordures.	270,000	330,000	625,000	210,000	400,000	420,000	260,000	460,000	290,000	3,265,000	1,358,000	1,907,000
Lampadaires. - 1 conduite souterraine au centre	147,000	165,096	261,000	108,360	211,446	213,732	134,172	237,240	151,000	1,629,046	1,478,046	151,000
Plantation d'arbres. - 4 rangées	32,000	36,000	58,000	24,000	46,000	47,000	30,000	54,000	33,000	360,000		360,000
Gazonnage	88,000	100,000	159,500	67,000	130,000	132,000	82,000	144,000	89,000	991,500	159,500	832,000
Ponceaux, (Culverts) etc.	18,000	20,000	20,000	20,000	35,000	35,000	26,000	48,000	18,000	240,000	204,000	36,000
Drainage, Egout, Egout à déplacer, etc	15,000	15,000	435,000	15,000	20,000	20,000	13,000	23,000	15,000	571,000	541,000	30,000
Conduite d'eau et à gaz à déplacer										170,000	170,000	
Poteaux à déplacer	6,000	7,200	21,750	1,000		4,000	2,500	1,500	6,000	49,950	37,950	12,000
Ch. de Fer C.N.R.									70,000	70,000		
De la Rousselière								300,000		300,000	300,000	
Des Deux-Rivières et Leduc								350,000		350,000	50,000	300,000
Grande Allée, Montée Riv. des Prairies et C.N.R.							400,000			400,000		400,000
Azilda, 415-478 et Montée de la Longue-Pointe						350,000				350,000		350,000
Ch. de la Savane et vis-à-vis Eglise St-Léonard					560,000					560,000		560,000
Bld. Pie IX et Montée St Michel				600,000						600,000		
Ave Papineau et Blvd St Laurent		644,000								644,000		
Ch. Colombe, St Hubert, Lajeunesse, St Denis et C.P.R.		914,000								914,000		
Persillier, Blvd. Ste Croix et C.N.R.	490,000									490,000		
Decarie, C.N.R et Cavendish (prolongement)	700,000									700,000		
Trottoirs à reconstruire		36,400								36,400		
Excavation, Voies centrales		627,000								627,000		
Murs, où requis		256,000								256,000		
Garde-fous (Railings)		42,800								42,800		
Rails à déplacer (Bld Crémazie)		86,400								86,400		
Imprévus, etc.	28,000	30,000	70,000	20,000	30,000	30,000	25,000	50,000	28,000	311,000	255,000	56,000
	1,740,200	1,681,296	5,198,250	1,385,360	2,056,446	1,881,732	1,367,672	2,372,740	1,146,900	18,830,596	12,183,496	6,647,100
Expropriations:												
Evaluations Municipales - Terrains	45,522	57,963	216,620	77,100	13,025	12,696	11,075	50,852	20,202	505,055		
Bâtiments		55,897	325,230	74,600		96,000	43,700	38,080	3,000	636,507		
Total	45,522	113,860	541,850	151,700	13,025	108,696	54,775	88,932	23,202	1,141,562		

Le 28 Juin, 1952

P14/C,30

CABINET DU PRÉSIDENT
CABINET DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

MARQUETTE 4118*

OFFICE OF THE PRESIDENT
OFFICE OF THE SECRETARY-TREASURER

COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL
THE MONTREAL METROPOLITAN COMMISSION

10 OUEST, RUE SAINT-JACQUES - 10 ST. JAMES STREET WEST

MONTRÉAL

August 11th, 1952.

Mr. J.McK. Carswell, Sec. Treas. of the
Town of Saraguay,
11,920 Reed st.,
Cartierville, Qué.

RE: The Montreal Metropolitan Commission.
Metropolitan Boulevard.

Sir,

The paragraph 12 of article 11a of the Law 13, George V, chapter 105, enacts that it shall be the duty of the Clerk or Secretary of any municipality of the Island of Montreal to supply the Montreal Metropolitan Commission each year on demand with a certificate of the total of the valuation of taxable real estates in his municipality and for that purpose, he shall be the employee of the Commission.

You are hereby required to supply the Montreal Metropolitan Commission, without delay with a certificate showing the total of the valuation of taxable real estates in your municipality as per the valuation role now in force.

Yours truly,

E. Brisebois

E. Brisebois,
Secretary-treasurer.

EB/JD

P14/C,30

CABINET DU PRESIDENT
CABINET DU SECRETAIRE-TRESORIER

MARQUETTE 4118*

OFFICE OF THE PRESIDENT
OFFICE OF THE SECRETARY-TREASURER

COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL
THE MONTREAL METROPOLITAN COMMISSION

10 OUEST, RUE SAINT-JACQUES - 10 ST. JAMES STREET WEST

MONTREAL

August 22nd 1952.

Mr. James McK. Carswell, Sec. Treas.,
of the Town of Saraguay,
Martin st.,
Saraguay, Que.

Dear Sir,

I beg to remind you that I have not yet received
the figures off the total taxable valuations appearing in the
valuation roll, now in force in your municipality, as requested
by my letter dated August 11th 1952.

I am in an urgent need of this information as I have to
prepare a very long statement for the September 11th joint meeting
of the Montreal Metropolitan Commission and the Island of Montreal
Municipalities.

Hoping to hear from you by return mail, I remain,

Yours truly,
E. Brisebois
E. Brisebois,
Secretary-Treasurer.

EB/JD

COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTREAL

PROCES-VERBAL d'une assemblée spéciale générale de la Commission Métropolitaine de Montréal dûment convoquée et tenue en la salle du conseil de la cité de Montréal à l'Hôtel de ville de la dite cité, jeudi le 11 septembre 1952 à 3:00 P.M. (heure avancée), sous la présidence de M. Gordon MacLeod Pitts, qui occupait le fauteuil en l'absence du président, M. J.O. Asselin.

ASSISTAIENT A L'ASSEMBLEE MESSIEURS LES COMMISSAIRES: J.S. Cameron,
L. Croteau,
P. Dozois,
A. Fillion,
L.J. Gaston,
F. Hanley,
C. Houdé,
J.B.A. Mérineau,
R. McDuff,
A. Leroux,
E. Wilson

Les municipalités suivantes avaient aussi envoyé des délégués à savoir;

Ville St.Laurent représentée par son Honneur le Maire Maurice Cousineau,
Ville Montréal-Nord, représentée par l'échevin H. Durocher, et M.R.Bergeron sec.trés.
Ville de Hampstead, représentée par le gérant général K.G. Cameron,
Paroisse Pointe-Claire, représentée par M. Brunet,
Ste. Genevière de Pierrefonds représentée par M. Legault,
Ville Mont-Royal représentée par son Honneur le Maire R.J. Dawson,
Ville de Roxboro représentée par son Honneur le Maire Roland Bigras,
St.Raphaël de l'Île Bizard représentée par son Honneur le Maire Georges Paquin,
Ville de Dorval représentée par M. Crevier,
St. Léonard de Port Maurice représentée par son Honneur le Maire A.D. Pesant,
Ville de Pointe-Claire représentée par le secrétaire-trésorier R. Labrosse et Jean
Charlebois aviseur légal.
Paroisse St. Laurent représentée par son Honneur le Maire H. Leduc
Ste. Anne de Bellevue représentée par son Honneur le Maire P.E. Godin,
Paroisse Ste. Geneviève de Pierrefonds par son Honneur le Maire G. Legault,
Cité d'Outremont représentée par le gérant de la ville M. Roy et autres,
Ville St.Michel représentée par son Honneur le Maire C. Lafontaine,
Ville de Pointe-aux-Trembles représentée par son Honneur le Maire Jean Langlais,
Ville LaSalle représentée par son Honneur le Maire A. Leroux,
Ville Montréal-Est, représentée par son Honneur le Maire R. McDuff,
Cité de Westmount, représentée par son Honneur le Maire J.S. Cameron,
Cité de Montréal, par son Honneur le Maire C. Houdé et les membres du comité exécutif,
G.MacL. Pitts, P. Dozois, A. Fillion, L. Croteau et F. Hanley,
Cité de Lachine représentée par son Honneur le Maire L. J. Gaston,
Cité de Verdun représentée par son Honneur le Maire E. Wilson et le gérant de la
ville M. J.R. French,

ETAIENT AUSSI PRESENTS: M. L.A. Ste-Marie, I.P. Commission Métropolitaine de Montréal,
M. Aimé Cousineau Directeur du Service d'Urbanisme Cité de Montréal,
M. H.A. Gibesu, Directeur du Service des Travaux Publics,
M. Lucien Hétu Ass. Directeur des Services Municipaux
M. C.E. Longpré, greffier adjoint cité de Montréal,
M. A. Borthiaume, C.R. Cité de Montréal,
M. C.E. Campeau, Cité de Montréal
M. J.Nap. Langlais, I.P. et inspecteur de la Commission
Métropolitaine de Montréal,
M. M. Papineau, ingénieur de la ville Montréal-Nord,
M. C. Vilandré, asst. sec. trés. de la Commission Métropolitaine
Mme. Janine Dussault, sténographe de la Commission Métropolitaine
Melle. Andrée Meloche, sténographe de la Commission,
M. E. Brisebois, secrétaire-trésorier de la Commission.
et de nombreuses autres personnes.

-2-

Sur proposition de M. le commissaire Dozois,
appuyée par M. le commissaire A. Filion, il est,

1.-RESOLU:

Que le commissaire Gordon MacLeod Pitts soit nommé président de la
présente assemblée.

Adopté à l'unanimité.

Soumise lettre du greffier de la Cité de Montréal, M. J.A. Mongeau en date du 9 septembre 1952, avisant la Commission Métropolitaine de Montréal que le Comité Exécutif de la Cité à sa séance du 8 septembre 1952 a nommé M. Louis A. Lapointe, Directeur des Services, M. H.A. Gibeau, Directeur du Service des Travaux Publics, M. Aimé Cousineau, Directeur du Service d'Urbanisme et M. Claude Choquette avocat en chef de la Cité, comme représentant de la Cité à la séance spéciale que la Commission Métropolitaine de Montréal tiendra à l'hôtel de ville de Montréal le 11 septembre 1952, à trois heures de l'après-midi pour étudier les plans modifiant une partie du boulevard homologué par ladite Commission le 11 décembre 1931, ainsi qu'un rapport de M. L.A. Ste-Marie I.P. accompagnant ces plans et procéder à l'homologation des dits plans avec ou sans amendement.

Sur proposition de M. le commissaire Wilson,
appuyée par M. le commissaire Cameron, il est,

2.-RESOLU:

Que la lettre du Greffier de la Cité de Montréal, en date du 9 septembre 1952, présentement soumise, soit déposée aux archives.

Soumise résolution du conseil de la Cité de Lachine adoptée le 11 août 1952, déléguant monsieur l'échevin Donat Beauchamp pour représenter la Cité de Lachine à toute assemblée de la Commission Métropolitaine de Montréal se rapportant au prolongement de cette section du Boulevard Métropolitain, comprise entre l'extrémité est de la rue Sherbrooke dans la ville de la Pointe-aux-Trembles à un point situé à environ 6,700 pieds au sud-ouest du Boulevard Décarie sur le Chemin de la Côte de Liesso et ce, en autant que la Cité de Lachine aura le droit de se faire représenter par plus d'un représentant.

Sur proposition de M. le commissaire Leroux,
appuyée par M. le commissaire Croteau, il est,

3.-RESOLU:

Que la résolution du conseil de la Cité de Lachine adoptée le 11 août 1952, présentement soumise, soit déposée aux archives.

Le président de l'assemblée donne lecture des articles de la charte de la Commission Métropolitaine de Montréal en rapport avec la préparation des plans d'homologation, d'expropriation et de la construction du Boulevard Métropolitain projeté. Il présente l'historique des activités du comité du Boulevard Métropolitain de la Commission Métropolitaine de Montréal créé par cette dernière pour remédier aux déplorables conditions actuelles de la circulation en étudiant l'opportunité d'étudier le problème de la construction d'un boulevard partant d'un point situé à 6,700 pieds à l'ouest du boulevard Décarie à l'extrémité est de l'île.

Ce comité fut à l'origine composé de messieurs les commissaires Croteau, Schofield, Désy, Cameron et Pitts ainsi que de l'ingénieur en chef de la Commission Métropolitaine, M.J.N. Langlier. Le secrétaire-trésorier de la Commission Métropolitaine de Montréal, M. E. Brisebois, fut nommé secrétaire.

M. le commissaire Gordon MacLeod Pitts fut élu le président lors de la première assemblée dudit comité. Plus tard les cadres s'enlargiront l'inclusion du Commissaire E. Wilson, maire de la Cité de Verdun, de monsieur le commissaire

-3-

A. Leroux, maire de la ville LaSalle, pour remplacer Monsieur le commissaire Schofield démissionnaire, de M. J.A. Gravel, assistant directeur du Département des Travaux Publics de la Cité de Montréal, de M. A. Berthiaume C.R. aviseur légal de la Cité de Montréal et M. C.E. Campeau, Ingénieur au département d'Urbanisme de la Cité de Montréal.

Le comité tint 14 séances. Le 30 mars 1951, le conseil de la Cité de Montréal, par une résolution approuvée à l'unanimité, autorisait la Commission Métropolitaine de Montréal à procéder à la préparation des plans d'expropriation et d'homologation, des estimés du coût de la construction dudit Boulevard, à partir d'un point situé à 6,700 pieds à l'ouest du Boulevard Décarie jusqu'à l'extrémité est de l'Île de Montréal.

Sur recommandation de l'ingénieur en chef de la Commission Métropolitaine de Montréal en date du 13 juin 1951, la Commission Métropolitaine de Montréal retint les services de M. L.A. Ste-Marie I.P. pour faire la surveillance et la compilation des plans d'homologation et d'expropriation, l'évaluation des propriétés à exproprier et l'estimé du coût de la construction dudit Boulevard en dehors du territoire de la Cité de Montréal.

Le même travail pour la partie du Boulevard située dans la Cité de Montréal a été accompli par les départements d'Urbanisme et des Travaux Publics de la Cité.

Le 4 a^ot 1952, M. L.A. Ste-Marie a présenté un rapport définitif à ce sujet, accompagné des plans d'homologation et d'expropriation, le tableau des valeurs cotisables et les estimés du coût de la construction du Boulevard Métropolitain, de son point terminus au Bout de l'île dans l'est à un point situé approximativement à 6,700 pieds au sud ouest du Boulevard Décarie. C'est ce rapport, ces plans et ce tableau actuellement qui sont présentés à la Commission Métropolitaine pour sa considération, son adoption ou sa révision en conformité avec les prescriptions de la charte de la Commission Métropolitaine de Montréal.

Tous ces documents ont été déposés avec les différentes municipalités situées sur l'Île de Montréal, de manière et selon les prescriptions de la loi. Le président demande alors au secrétaire-trésorier de la Commission Métropolitaine de donner lecture à l'assemblée des divers rapports qu'il peut avoir à présenter, ainsi que tous autres documents qu'il peut posséder en rapport avec la discussion qui va suivre au sujet de l'homologation des plans.

Le secrétaire-trésorier de la Commission Métropolitaine soumet le rapport suivant:-

Montréal, le 8 septembre 1952.

"Monsieur le Président,
"Messieurs les membres,
"Commission Métropolitaine de Mtl.
"Montréal, Qué.

"Messieurs,

Pour faire suite à vos instructions du 12 a^ot 1952, j'ai déposé au bureau temporaire de la Commission Métropolitaine de Montréal, à l'hôtel de ville de la Cité de Montréal, avec le greffier de la Cité, les plans du boulevard Métropolitain projeté accompagnés d'un rapport de M. L.A. Ste-Marie, I.P. en date du 4 a^ot 1952, ainsi qu'un estimé du coût de l'entreprise.

J'ai de plus, accompagné de M. L.A. Ste-Marie, livré personnellement aux trente-huit municipalités (38) de l'Île de Montréal ces mêmes documents, pour lesquels j'ai reçu des officiers dûment autorisés, un reçu de livraison officielle.

Ces municipalités sont les suivantes:-

Sous le contrôle de la Commission
Métropolitaine de Montréal

Autres municipalités.

Cité de Montréal
Cité de Westmount
Cité de Verdun
Cité d'Outremont
Cité de Lachine
Ville Montréal-Est

Dorval,
Pointe-Claire
Île Dorval
Roxboro
Beaconsfield
Ste. Anne de Bellevue

-4-

Ville St. Laurent,
Ville Mont-Royal,
Ville Montréal-Nord
Ville Saint-Michel
Ville de la Pointe-aux-Trembles
Ville de Hampstead
Ville Saint-Pierre
Ville Montréal-Ouest
Ville LaSalle

Ste. Anne du Bout de l'Ile,
St. Joachim de Pointe-Claire,
Paroisse St. Laurent
Saraguay
Senneville
Dollard des Ormeaux,
La présentation de la Sainte-Vierge,
Ste. Geneviève de Pierrefonds.
St. Raphael de l'Ile Bizard
Paroisse Ste. Geneviève de Pierrefonds,
St. Léonard de Port Maurice,
Paroisse St. Léonard de Port Maurice
Paroisse St. Joseph de la Riv. des Prairies
Baie d'Urfe
Côte St. Luc
St. Jean de Dieu
Crèche de la Côte de Liesse.

L'avis, en rapport avec la convocation de l'assemblée de la Commission Métropolitaine de Montréal, devant être tenu le 11 septembre 1952 à 3 heures de l'après-midi (heure avancée) à l'hôtel de Ville de la Cité de Montréal, a été envoyé, par lettre recommandée à ces trente-huit municipalités et a paru pendant deux jours consécutifs les 18 et 19 août 1952, dans les journaux suivants; La Presse, le Canada, Le Montréal-Matin, Le Devoir, La Gazette, Le Herald, et le Star.

J'ai aussi prié toutes les municipalités de l'Ile de Montréal de me fournir un extrait certifié de leur rôle d'évaluation taxable en vigueur, ce qui m'a permis de préparer un estimé de la quote-part de chacune des municipalités dans le coût de la construction du boulevard Métropolitain en proportion de leur évaluation respective, en prenant comme base de la dépense le montant de \$12,183,496.00 considéré comme dépenses essentielles dans l'estimé du coût du Boulevard, attaché au rapport de M. L.A. Ste-Marie, I.P. en date du 4 août 1952. Cet estimé de la quote-part respective de chacune des municipalités de l'Ile de Montréal est montré dans le rapport ci-annexé.

Respectueusement soumis,

EE/JD

E.Brisbois,
Secrétaire-trésorier.

Sur proposition de M. le commissaire Leroux,
appuyée par M. le commissaire Filion, il est,

4.-RESOLU:

Que le rapport du secrétaire-trésorier de la Commission Métropolitaine de Montréal en date du 8 septembre 1952 ci-haut décrit et présentement soumis, soit déposé aux archives.

Adoptée.

Le secrétaire-trésorier de la Commission Métropolitaine de Montréal donne lecture d'une résolution de la cité de Lachine adoptée le 11 aout 1952, avisant la Commission Métropolitaine de Montréal que ladite cité proteste énergiquement contre toute participation au coût qui entraînerait la construction du Boulevard Métropolitain vu qu'elle n'est pas en mesure d'y contribuer et que ce boulevard ne concerne aucunement la cité de Lachine.

Sur proposition de M. le commissaire Dozois,
appuyée par M. le commissaire Mc Duff, il est,

5.-RESOLU:

Que la résolution du conseil de la Cité de Lachine adoptée le 11 aout 1952, présentement soumise, soit déposée aux archives.

Adoptée

A ce stage de l'assemblée, monsieur le commissaire Houde, maire de la Cité de Montréal exprime l'opinion qu'une motion devrait être présentée en bonne et due forme afin de permettre la discussion sur la question de l'homologation des plans d'homologation et d'expropriation.

Il est alors proposé par monsieur le commissaire Houde, appuyé par monsieur le commissaire D'ozis la motion suivante,

6.-RESOLU:

Que le rapport de M. Ste. Marie, portant la date du 4 août 1952, ainsi que les cédules des évaluations et du coût estimé de la construction, et les plans d'homologation du boulevard Métropolitain qui l'accompagnent, soient reçus et approuvés, que les lignes homologuées dudit boulevard soient et sont par les présentes établies telles que démontrées et tracées sur lesdits plans qui accompagnent ledit rapport et qui y sont désignées et que les plans dudit boulevard, tels qu'homologués par la Commission Métropolitaine de Montréal, en vertu des résolutions du 11 décembre 1931 et du 31 juillet 1941, soient amendés en conséquence.

Le secrétaire-trésorier de la Commission Métropolitaine de Montréal fait part à l'assemblée que l'Association des Manufacturiers canadiens Inc. division de Québec désire présenter un mémoire à la Commission Métropolitaine au sujet de la section du Boulevard Métropolitain située dans la ville Mont-Royal et M. Raymond Caron procureur des propriétaires dont les noms sont mentionnés audit mémoire, donne lecture dudit mémoire.

M. le maire de la Ville Saint-Michel, C. Lafontaine, ainsi que M. le commissaire L. Croteau soulèvent un point d'ordre sur le mémoire présenté vu que ledit mémoire n'est pas présenté par une municipalité intéressée, mais le maire de la ville Mont-Royal, M. R.J. Dawson déclare que son conseil endosse les remarques et les suggestions contenues dans ledit mémoire.

En définitive, l'Association des Manufacturiers Canadiens demande un délai de six mois à la Commission Métropolitaine avant d'homologuer les plans et ce pour les raisons invoquées dans ledit mémoire.

M. le commissaire Hanley parle aussi sur le sujet ainsi que M. le commissaire Houde.

M. Jean Charlebois, aviseur légal de la ville de Pointe-Claire souligne qu'il a été autorisé par ladite municipalité à dire à la Commission que cette municipalité s'oppose à toute contribution dans le coût de la construction du Boulevard Métropolitain vu que sa position financière ne lui permet pas de le faire.

Le président demande si d'autres représentants ont des remarques à faire avant de prendre le vote sur la motion. Personne d'autre n'ayant pris la parole, la motion suivante est mise aux voix et approuvée à l'unanimité des membres qui ont voté M. le commissaire Gaston n'ayant pas voté.

Sur proposition de M. le commissaire Houde, appuyé par M. le commissaire Houde, il est,

7.-RESOLU:

Que le rapport de M. Ste. Marie, portant la date du 4 août 1952, ainsi que les cédules des évaluations et du coût estimé de la construction et les plans d'homologation du boulevard Métropolitain qui l'accompagnent, soient reçus et approuvés, que les lignes homologuées dudit Boulevard soient et sont par les présentes établies telles que démontrées et tracées sur lesdits plans qui accompagnent ledit rapport et qui y sont désignées et que les plans dudit boulevard, tels qu'homologués par la Commission Métropolitaine, en vertu des résolutions du 11 décembre 1931 et du 31 juillet 1941, soient amendés en conséquence.

Adoptée à l'unanimité des membres qui ont voté.

L'ordre du jour étant épuisé, le président remercie les membres de la Commission Métropolitaine de Montréal et les représentants des autres municipalités pour leur présence à cette assemblée; il demande que l'ajournement soit proposé;

Sur proposition de M. le commissaire Wilson
Appuyé par M. le commissaire Filion, il est,

8.-RESOLU:

Que l'assemblée s'ajourne Sino Die.

Adoptée

Cité de Lachine City of Lachine



HOTEL DE VILLE - CITY HALL

BUREAU
DES ECHEVINS

ALDERMEN'S
OFFICE

Lachine, P.Q. le 12 novembre 1954

Messieurs,

Vous êtes sans doute au courant que le 8 octobre dernier, le Premier Ministre de la Province de Québec déclarait au cours de sa conférence de presse, que la Cité de Montréal donnait des services aux Municipalités environnantes, sans en retour en recevoir une compensation adéquate. Il déclarait, de plus, que la Province attendrait le rapport de la Commission Paquette, afin de passer une loi pour corriger cette anomalie; c'est donc dire que le Premier Ministre est disposé à passer une loi pour obliger les Municipalités de la Région Métropolitaine à faire des contributions à la Cité de Montréal.

La majorité des Membres de la Commission Paquette est formée de Représentants du Conseil de la Cité de Montréal, (15 sur 21), et les conclusions seront inévitablement en sa faveur. De plus, il est évident que la Cité de Montréal, qui mène actuellement les destinées de la Commission Paquette, par sa représentation majoritaire, procèdera de façon analogue à ce qui s'est produit lors de la formation de la Commission Métropolitaine de Toronto.

Afin de me renseigner sur cette Commission Métropolitaine, j'ai effectué une enquête auprès des Municipalités qui font partie de la Région Métropolitaine de Toronto, et la majorité d'entre elles m'ont informé qu'elles regrettaien amèrement de ne pas avoir su mieux s'organiser pour combattre cette Commission devant la Législature Provinciale, car en somme, elles n'en retirent aucun bénéfice appréciable.

L'aperçu sommaire suivant vous donnera une idée de la juridiction de cette Commission:

- 2 -

En 1951 et 1953, on a procédé à la révision de l'évaluation de toutes ces Municipalités de la Région Métropolitaine de Toronto, avec le résultat que la base d'évaluation a été augmentée considérablement, et même doublée dans certains cas. Cette Commission s'est emparée de la gouverne et de la juridiction des systèmes d'égouts (maître-égouts), d'aqueduc, artères principales, transport en commun, services du bien-être, de la santé et de l'éducation. Même plus, il est question que l'an prochain, les services d'incendie et de la police tombent aux mains de cette Commission Métropolitaine.

C'est donc dire que ces Municipalités ont définitivement perdu leur autonomie et qu'elles doivent contribuer à cet organisme sans en retour en recevoir des bénéfices substantiels.

Les Municipalités qui reçoivent présentement des services de la Cité de Montréal ont transigé sur une base contractuelle intermunicipale, et je crois que cette formule est la meilleure. De cette façon, chacune des Municipalités conserve le contrôle du service qu'elle reçoit, au lieu de l'abandonner à un organisme central, dans lequel votre Municipalité ne pourra jouer qu'un rôle secondaire.

Les frais maximum de cette Commission Paquette seront de l'ordre de \$100,000.00, et la Cité de Montréal s'est engagée à en payer \$80,000.00. En conséquence, si la Cité de Montréal a consenti d'accepter de payer ce pourcentage, c'est qu'elle entend en bénéficier directement au détriment des Municipalités environnantes.

Si les Municipalités de la Région Métropolitaine de Montréal, ne s'unissent pas pour prendre la défense de leurs intérêts collectifs, il se peut qu'à l'exemple de la Région Métropolitaine de Toronto, il soit trop tard pour se défendre et qu'un organisme semblable nous soit imposé avant la fin de la Session Provinciale qui débutera le 17 novembre prochain.

Le but de cette lettre est de demander à votre Conseil de déléguer un ou plusieurs représentants (membres de votre Conseil de Ville) à assister à une réunion qui sera tenue à l'Hôtel de Ville de la Cité de Lachine, le 29 novembre prochain, à 8:00 P.M. Je vous saurais gré de bien vouloir me faire parvenir, sur la formule ci-annexée, les noms, adresses et numéros de téléphone des personnes qui représenteront votre Municipalité à cette réunion, et ce, d'ici Mardi, le 23 novembre prochain.

- 3 -

Il ne faut donc pas perdre de vue que la Cité de Montréal a déjà fait des représentations auprès du Premier Ministre de la Province à ce sujet, et qu'à moins de nous unir pour exposer notre point de vue, nous risquons en tentant de le faire seul d'échouer dans nos démarches.

A cette réunion, il me fera plaisir de répondre à vos questions et de plus vous faire part, plus en détails, des résultats de mon enquête dans la Région Métropolitaine de Toronto, et de décider, s'il y a lieu, des mesures collectives à prendre pour éviter qu'une telle Commission soit formée, afin de sauvegarder notre autonomie.

Bien à vous,

Donat Beauchamp

DONAT BEAUCHAMP,

Commissaire de la Commission d'Etude des problèmes métropolitains de Montréal,
Echevin de la Cité de Lachine.

DB/GD

November 18, 1954

Mr. Donat Beauchamp,
Alderman, City of Lachine,
City Hall,
Lachine, P.Q.

Dear Mr. Beauchamp,

I have for acknowledgment your letter of November 12 inviting me and members of the Council of the Village of Saraguay to attend a meeting at the City Hall, Lachine, on November 23rd.

It is not clear from your letter whether this meeting is officially sponsored by the City of Lachine or whether it has been called by you as member of the Metropolitan Study Commission. In any event, the purpose of the proposed meeting is somewhat obscure, having in mind that you are a member of a Commission duly appointed by the Quebec Government and that your first obligation would be to report your findings on the Toronto situation to this body.

Secondly, it is my understanding that the Paquette Commission has not yet submitted its findings in the form of a report to the Government at Quebec, and that it would therefore be highly irregular to discuss at a public meeting matters which are still under consideration by this Commission, and which may in any way embarrass or discredit the Commission.

For the above reasons, we consider it inadvisable to be present at the meeting.

Yours truly,

E.V. Leipoldt
MAYOR

E.V.L. LLR

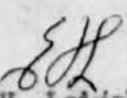
November 19, 1954

Dear Mr. Councillor,

I am enclosing herein copy of letter of invitation received from Mr. Donat Beauchamp and my reply thereto. You may have read some of the newspaper reports regarding the activity of Mr. Beauchamp.

While Saraguay is not included amongst the municipalities that will be affected by the Paquette Study Commission, I have nevertheless made enquiries and find that the municipalities of Westmount, Outremont, Town of Mount Royal, Hampstead, and Verdun have declined to send any official delegates to the proposed meeting.

Yours very truly,


E.V. Leipoldt
MAYOR

E.V.L.:LH

P14/C,30

CABINET DU PRÉSIDENT

MARQUETTE 4118*

OFFICE OF THE PRESIDENT

COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL
THE MONTREAL METROPOLITAN COMMISSION

10 OUEST, RUE SAINT-JACQUES - 10 ST. JAMES STREET WEST
MONTREAL

May 8th 1956.

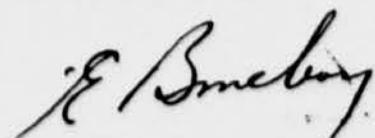
Mr. J. McK. Carswell,
Secretary-treasurer,
Town of Saraguay,
3 Martin St.,
Saraguay, P.Q.

Dear Mr. Carswell,

Would you kindly send me a certificate
showing the amount of taxable valuation of properties in your
town as at December 31, 1955.

I am in an urgent need of this information
which I would appreciate receiving at your earliest convenience
and I beg you to accept my sincere appreciation and thanks.

Yours truly,



E. Brisebois,
Secretary-treasurer.

EB/JS

P14/C,30

May 28th, 1956.

Mr. E. Brisebois,
Secretary *treasurer,
The Montreal Metropolitan

YARDAGE & COMPANY

May 28th, 1956.

Mr. E. Brisebois,
Secretary-treasurer,
Montreal Metropolitan Commission,
10 St James Street, West,
Montreal, P.Q.

Dear Sir,

Please excuse the delay in answering your letter of May 8th as
this was due to my absence from Montreal on business.

As requested by you I, Secretary-treasurer of the Village of Saraguay,
hereby certify that the amount of the taxable valuation of properties in this
Municipality is as follows:

Land	\$128,640.00
Buildings	<u>257,760.00</u>
TOTAL	<u>\$386,400.00</u>

Trusting that this is the information that you require,

Yours very truly,

J. McK. Carewell,
Secretary-treasurer

JMC/apc

HONORÉ PARENT, Q.C.

BARRISTER AND SOLICITOR

LA SOCIÉTÉ DES ARTISANS BLDG.

MONTREAL

333 CRAIG ST. EAST
TELEPHONE PLATEAU 9177

Montreal, July the 16th, 1956.

His Worship Mayor E.V. Leipoldt,
Saraguay, P.Q.

Mr. Mayor,

As you are aware, proceedings to open and establish, outside of Montreal, a Boulevard across the Island of Montreal, have already been taken by the Montreal Metropolitan Commission.

The above mentioned undertaking is carried on in virtue of the law 19 Geo.V, c.103, section 3 (see also: 22 Geo.V, c.129, s.8; 1-2 Eliz.ll, c.60, s.2).

The fourth paragraph of section 10 of the law ~~reads~~ as follows:

"The Commission shall apportion, each year, upon the municipalities situated on the Island of Montreal, including the City of Montreal, the sums required to pay the interest and sinking-fund upon the capital invested in this undertaking and the expenses for maintenance for the year. Such apportionment shall be made in proportion to the valuation of the taxable immoveable properties in the said municipalities, including the City of Montreal, as established from the valuation rolls in force, which rolls may be amended according to the provisions of section 19 of the act 12 George V, chapter 123".

The relevant parts of section 19 of 12 Geo.V, c.123 are the following:

"....."

"The commission may, if it thinks that the valuation, made in one or more municipalities, is not proportionate to that made in the

- 2 -

others, increase or decrease the total valuation in one or more municipalities by an amount which it judges fair in order to establish a fair proportion among all the valuation rolls".

"No change in the valuation of a municipality shall be made without a notice of at least thirty days having been given, to the interested municipality, of the day on which the commission will consider such change".

"The total valuation roll of each municipality thus fixed by the commission shall not be subject to appeal nor contestation, and shall be used by the latter as a basis in apportioning its charges upon the interested municipalities, but shall serve for no other purposes".

In accordance with the above dispositions, it has been resolved by the Metropolitan Commission, on August the 17th, 1955, that:

1.- A study be made of the valuation of immovable properties in the municipalities obliged to contribute to the cost of the opening and establishment of the Metropolitan Boulevard, in accordance with section 3 of 19 Geo.V, c.103 and its amendments in order;

a) to determine if the valuation of each municipality is proportionate to those of the other municipalities;

b) and to fix, if necessary, the percentage by which the valuation of each municipality should be modified in order that valuations be proportionate one to the other.

At the same meeting, the Commission instructed me to carry out that work, to appoint the necessary personnel and to submit the studies, valuations and reports of the latter with my comments and recommendations.

This work has been started for some time. I have appointed the following experts: Messrs. Jean-Julien Perrault and W. Geo. de Belle, architects, and Mr. Jean Beique, engineer; these gentlemen are already at work. They will have to consult the valuation roll of your municipality; they will also have to deal with the Officials of your municipality and to obtain from them certain

- 3 -

information. Moreover some immoveables will be used by them as samples in order to form their opinion.

I have the honor, Mr. Mayor, to solicit your co-operation, that of your personnel and of your ratepayers, not only to ease the task of my experts, but in order also, as much as possible, that their work be well done, and give satisfaction to those concerned.

Mr. Mayor, may I be allowed to add respectfully, that I rely first on your collaboration, to fulfil my task with success.

Yours very truly,


HONORE PARENT



COPY

2nd August, 1956

Mr. Honoré Parent, Q.C.,
La Société des Artisans Bldg.,
333 Craig St. East,
Montreal, P. Q.

Dear Mr. Parent,

Your letter of July 16th has been duly received and the contents with reference to the Montreal Metropolitan Commission have been noted.

I wish to assure you that our municipality is ready to cooperate and to assist you and the group of experts appointed by you in the discharge of your respective duties.

I have, however, one suggestion to offer for your consideration. Our municipality, as you may know, is guided by the Municipal Code and, in accordance with its regulations and provisions, a revision of the valuation roll is undertaken once every three years. We are now in the process of establishing this revaluation which, due to the recent increase in property values on the island of Montreal, will be fairly extensive. It is anticipated that this revaluation will be completed early in September. The valuation thus set up would be effective for three years.

I would appreciate, therefore, if your valuers could defer their examination of our village properties until the new valuation roll is completed. It would greatly simplify our records if any adjustments that may be necessary are made on the basis of the new roll which will go into effect this year. If you are agreeable to this proposal, would you please instruct your valuers accordingly.

Yours very truly,

E. V. Leipoldt
Mayor

EVL:cm

CABINET DU PRÉSIDENT
CABINET DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

PLATEAU 9715*

OFFICE OF THE PRESIDENT
OFFICE OF THE SECRETARY-TREASURER

COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL
THE MONTREAL METROPOLITAN COMMISSION

506 EST, RUE STE-CATHERINE - 506 ST. CATHERINE STREET EAST

MONTREAL

September 13th 1956.

REGISTERED

Mr.J.McK. Carswell,
Secretary-treasury,
3 rue Martin,
Saraguay.

Re : The Montreal Metropolitan Commission
Metropolitan Boulevard

Sir,

Notice is hereby given by the Montreal Metropolitan Commission to all the municipalities situated in the Island of Montreal, that on the 14th day of September 1956, it has deposited at the office of the Clerk of the City of Montreal, in the City Hall of Montreal, the following plans, modifying part of the plan of the boulevard homologated by the Commission on the 11th of December 1931, and on the 12th of September 1952.

B.M.H. - 22	July 6, 1956	G. Dorais, Land Surveyor
B.M.H. - 23	July 9, 1956	G. Dorais, " "
B.M.H. - 24	July 18, 1956	G. Dorais, " "
B.M.H. - 25	Aug. 6, 1956	G. Dorais, " "
B.M.H. - 26	Aug. 6, 1956	Luc Gagnon, " "
		Revision of homologated plan
		December 11, 1931 B.M.S. 3 and
		part of B.M.S. 13.
B.M.H. - 27	Aug. 10, 1956	Oscar Beaudoin, Land Surveyor
		Revision of homologated plan
		December 11, 1931 B.M.S. 2.
B.M.H. - 28	Dec. 12, 1955	Luc Gagnon, Land Surveyor
		Revision of homologated plan
		December 11, 1931 B.M.S. 1.
B.M.H. - 29	June 26, 1956	L. Moretti, Land Surveyor
		Additional homologation to the homologated
		plan. September 12, 1952 - B.M.S. 17.

which plans have been signed by Mr.J.Nap. Langelier, chief engineer of the Montreal Metropolitan Commission with a report dated September 12, 1956, to which report is annexed an estimate of the probable cost of that part of the said boulevard covered by the said plans.

Notice is also given to all the municipalities that on the third day of October 1956, at three o'clock P.M. (Standard Time) at the City Hall of the City of Montreal, the Montreal Metropolitan Commission will hold a special meeting for the purpose to study the said plans and hear all interested parties and proceed with the homologation of the said plans with or without amendment.

Guy Vilandré

Guy Vilandré,
Assistant secretary-treasurer.

GV/JS

COMMISSION METROPOLITAINE DE MONTREAL

PROCES-VERBAL d'une assemblée spéciale générale de la Commission Métropolitaine de Montréal, dûment convoquée et tenue mercredi le 3 octobre 1956 à trois heures de l'après-midi, à l'hôtel de Ville de la Cité de Montréal dans la salle du Conseil, sous la présidence de M. Pierre DesMarais, président.

Etaient présents messieurs les commissaires; E. Wilson,
L. J. Gaston,
L. Brodeur,
L.I. Playfair,
R. Bourque,
R. McDuff,
E. Hamelin,
J.B.A. Mérineau,

Les municipalités suivantes avaient aussi envoyé des délégués à savoir;

Ville Mont-Royal était représentée par son Honneur le Maire R.J.P. Dawson et l'échevin W.A. Hodge;

Cité de Westmount était représentée par son Honneur le Pro-Maire A. Sydney Bruneau, l'ingénieur J.R. Warrent et l'échevin T.J. Hughes;

Municipalité de Pointe-Claire était représentée par son Honneur le Maire J.M. Arpin, le secrétaire-trésorier René Labrosse, les échevins Olive Urquhart et J.C. Merrett ainsi que l'aviseur légal Jacques Viau, C.R.

Paroisse St. Joachim de Pointe-Claire était représentée par son Honneur le Maire André Brunet, le secrétaire-trésorier A. Letarte, les échevins H.B. Desbarrats, W.W. Horne, R. Paiement, R. Laniel, Marcel Meloche et Henri Daoust;

Ville de Montréal-Ouest était représentée par son Honneur le Maire F.N. Wiggins, les échevins E.C. Kirkpatrick, D.E. Kennedy;

Cité de St. Laurent était représentée par son Honneur le Maire M. Cousineau et le greffier Adrien Limoges;

Ville de Pointe-aux-Trembles était représentée par son Honneur le Maire Jean Langelier; Municipalité de Roxboro était représentée par son Honneur le Maire Roland Bigras; Cité de Verdun était représentée par son Honneur le Maire E. Wilson, les échevins P.E. Joannette et Gérard Cool;

Cité de Lachine était représentée par son Honneur le maire L.J. Gaston et M. A.J. Deslauriers, ingénieur de la cité;

Ville de Dorval était représentée par son Honneur le Maire John R. Pratt et M. Maurice Marcotte, gérant de la ville.

Ville de Beaconsfield était représentée par M. Thomas Plunkett, gérant et M. C.A. Shaw; Municipalité de Baie d'Urfé était représentée par M. H.A. Soucy, secrétaire-trésorier, les échevins J.W. Long, Thomas Roche Lee et H.J.C. Darrach;

Municipalité de Senneville était représentée par monsieur l'échevin F.W.R. Angus; Ville de Ste. Anne de Bellevue était représentée par M. Ernest Robillard et M. Walter H. Arnott;

Paroisse de Ste. Anne du Bout de l'Île était représentée par M. Wilfrid Legault; Cité de Montréal était représentée par M. Pierre DesMarais, président du Comité Exécutif et M. Edmond Hamelin, membre du Comité Exécutif de la cité;

Ville de Montréal-Est était représentée par son Honneur le Maire Roland McDuff;

Cité d'Outremont était représentée par son Honneur le Maire Romuald Bourque;

Ville de Montréal-Nord était représentée par son Honneur le Maire Lucien Brodeur;

Ville de Hampstead était représentée par son Honneur le Maire L.I. Playfair;

Etaient aussi présents messieurs; J. A. Lalonde, I.C. du bureau de Lalonde, Girouard et Letendre, I.C.

J.P. Lalonde, I.C. du bureau de Lalonde, Girouard et Letendre, I.C.

Francis Boulva, I.C. du bureau de Brouillet et Carmel. J.Nap. Langelier, ingénieur en chef et inspecteur de la Commission Métropolitaine de Montréal,

Léon Bernardin, I.P. de la Commission Métropolitaine,

Marcel Papineau, assistant ingénieur de la Commission,

Jean LaBoissière, comptable de la Commission,

Mme. Janine Dussault, sténographe de la Commission,

Melle Jeannine Laporte, sténographe de la Commission,

Guy Vilandré, asst. secrétaire-trésorier de la Commission

-2-

L'assistant secrétaire-trésorier de la Commission Métropolitaine de Montréal, soumet le rapport suivant;

Montréal, le 3 octobre 1956.

"M. Le Président,
"MM. Les membres,
"Commission Métropolitaine de Montréal,
"Montréal, Qué.

"Messieurs,

Pour faire suite à vos instructions en date du 29 août 1956, j'ai déposé au bureau temporaire de la Commission Métropolitaine de Montréal, à l'Hôtel de Ville de la Cité de Montréal, avec le greffier de la cité, les plans du Boulevard Métropolitain Projeté, accompagnés d'un rapport de M. J.Nap. Langelier, ingénieur en chef de la Commission Métropolitaine de Montréal en date du 12 septembre 1956, ainsi qu'un estimé du coût de l'entreprise.

Les plans ont été livrés dans 33 municipalités de l'Île de Montréal, et un reçu de livraison officiel a été donné par les municipalités suivantes;

Sous le contrôle de la Commission
Métropolitaine de Montréal

Cité de Montréal
Cité de Westmount,
Cité de Verdun,
Cité d'Outremont,
Cité de Lachine,
Cité de St. Laurent,
Cité de St. Michel,
Ville de Montréal-Est,
Ville Mont-Royal,
Ville de Montréal-Nord,
Ville de Hampstead,
Ville LaSalle,
Ville de Pointe-aux-Trembles,
Ville St. Pierre,
Ville de Montréal-Ouest,

Autres Municipalités

Ville de Baie d'Urfée,
Ville de Beaconsfield,
Ville de Côte St. Luc,
Ville de Dorval,
Paroisse Dollard des Ormeaux,
La Corporation Municipale de Côte de Liesse,
Ville de Pointe-Claire,
Ville de Roxboro,
Paroisse St. Joseph de la Rivière des Prairies,
Ville d'Anjou,
Municipalité St. Léonard de Port Maurice,
Paroisse Ste. Anne du Bout de l'Île,
Ville de Ste. Anne de Bellevue,
Paroisse Ste. Geneviève de Pierrefonds,
Village Ste. Geneviève de Pierrefonds,
Paroisse St. Joachim de Pointe-Claire,
Ville de Saraguay,
Ville de Senneville,

L'avis en rapport avec la convocation de l'assemblée de la Commission Métropolitaine de Montréal devant être tenue le 3 octobre 1956 à 3:00 heures de l'après-midi à l'hôtel de Ville de la Cité de Montréal, a été envoyé, par lettre recommandée à ces 33 municipalités et a paru pendant deux jours consécutifs les 15 et 17 septembre 1956 dans les journaux suivants; la Presse, La Patrie, le Star et la Gazette.

Respectueusement soumis,

Guy Vilandré, assistant secrétaire-trésorier.

Sur proposition de M. Wilson,
Appuyée par M. Mérineau, il est,

1.-RESOLU:

Que le rapport de l'assistant secrétaire-trésorier de la Commission Métropolitaine de Montréal en date du 3 octobre 1956, présentement soumis et ci-haut décrit soit déposé aux archives.

-3-

Soumis rapport du conseiller juridique de la Commission Métropolitaine de Montréal, en date du 26 septembre 1956, déclarant en venir à la conclusion que la procédure que la Commission Métropolitaine de Montréal a suivie et les documents qui ont été rédigés à cette fin, sont en conformité avec la loi. Il ajoute que les avis requis ont été donnés dans les délais légaux.

Sur proposition de M. Brodeur,
Appuyée par M. Gaston, il est,

2.- RESOLU:

Que le rapport du conseiller juridique de la Commission Métropolitaine de Montréal en date du 26 septembre 1956, présentement soumis, soit déposé aux archives.

Monsieur le Maire Roland Bigras de la ville de Roxboro, demande au Président de la Commission Métropolitaine de Montréal, s'il y aurait possibilité de prendre connaissance du plan montrant les lignes homologuées du Boulevard Métropolitain en 1931. Le Président se rend à la demande de M. Bigras et après avoir examiné l'edit plan de 1931, ledit M. Bigras se déclare satisfait.

M.l'échevin Lee de la ville de Baie d'Urfé fait valoir que le nouveau tracé du Boulevard Métropolitain sectionne de façon désavantageuse le secteur commercial de cette municipalité, à un tel point que le zonage de tout un secteur devra être revisé. Il demande et obtient que son conseil municipal consulte les plans de construction, lorsqu'ils seront définitifs, afin que la revision du zonage se fasse en conséquence.

M. le Maire André Brunet de la Paroisse St. Joachim de Pointe-Claire, demande ce qu'il adviendra des terres en culture qui seront coupées par la moitié, pour sa part, il en compte huit dans sa municipalité. Selon M. Antonio Lalonde, I.C. cet inconvenienc ne sera que temporaire, du fait que la construction du Boulevard entraînera la subdivision des terres concernées pour fins de construction domiciliaire ou industrielle. Il laisse entendre que l'on prévoira à des distances raisonnables, sous la voie à circulation rapide, des passages qui pourront être utilisés éventuellement pour l'aménagement des rues transversales, lorsque ces terres seront devenues des centres d'habitation.

Les maires et autres représentants des municipalités qui assistent à l'assemblée conviennent que la voie à circulation rapide devrait être d'accès strictement limité. Ce principe est posé quand le maire John R. Pratt de Dorval soumet que la contribution financière de l'ensemble des villes de l'Ile de Montréal est dans l'ordre pour la voie à circulation rapide, mais que seules les villes ayant accès aux voies locales devraient être appelées à défrayer le coût de ces voies. M. Le maire L.I. Playfair de Hampstead abonde dans le même sens, en affirmant que les villes qui ne seront pas traversées par le Boulevard ne retireront aucun avantage des voies locales. M. Playfair émet l'opinion qui rallie les suffrages de tous les représentants, que la voie à circulation rapide devrait être d'accès limité même pour les municipalités qui traversera le futur Boulevard. Le président DesMarais répond que le mode de répartition est déterminé par la loi autorisant la construction de cette grande voie par la Commission Métropolitaine de Montréal .

M. Maurice Marcotte, gérant de la ville de Dorval soumet certaines objections quant à la légalité des mesures prises pour l'homologation du nouveau tracé du Boulevard. Le président de la Commission Métropolitaine déclare que l'on a procédé comme toujours dans le passé et que la Commission Métropolitaine s'en tiendra à la même procédure .

M. Gérard Cool échevin de la cité de Verdun, parle sur le sujet du coût de la construction dudit Boulevard et de la manière dont la répartition sera faite . Monsieur le Président déclare que cette question est prévue par la loi.

Soumis le rapport suivant de l'ingénieur en chef de la Commission Métropolitaine en date du 12 septembre 1956.

"M. Le Président,
"MM. Les Membres,
"Commission Métropolitaine,
"Montréal.

-4-

"Messieurs,

RE: Boulevard Métropolitain Projété.

Le 11 décembre 1931, conformément aux pouvoirs qui lui ont été accordés en vertu de sa charte, la Commission Métropolitaine de Montréal a homologué des plans indiquant le tracé d'un boulevard traversant l'Île de Montréal dans toute sa longueur, à partir des extrémités est de la ville de la Pointe-aux-Trembles jusqu'aux limites ouest de la Municipalité de Ste. Anne de Bellevue.

Le 12 septembre 1952, après une révision des plans et une étude sérieuse de l'exécution du projet, certaines modifications ont été faites aux plans homologués le 11 décembre 1931. Les principaux changements consistaient surtout à incorporer dans le tracé dudit Boulevard Métropolitain à la Pointe-aux-Trembles, le Boulevard Leduc et la rue Sherbrooke jusqu'aux extrémités est de la ville et à déplacer de quelques pieds, soit vers le sud soit vers le nord, quelques tronçons de la ligne d'homologation le long du Chemin de la Côte de Liesse dans la Ville St. Laurent, du Boulevard Ste. Croix jusqu'au lot no. 465, c'est-à-dire jusqu'à environ 6700' à l'ouest du Boulevard Décarie, dans le but de mieux s'adapter au développement qui s'y était produit dans ce district.

Il restait donc à prévoir l'adoption d'une nouvelle ligne d'homologation nécessaire par l'établissement de l'aéroport de Dorval qui a été construit dans la ligne homologuée le 11 décembre 1931. Ce sont donc les plans qui montrent la nouvelle ligne d'homologation projetée que nous vous soumettons pour approbation. De plus, à d'autres endroits nous avons besoin d'un surplus de terrain à certaines intersections et aux endroits où il y aura des rampes.

Voici les recommandations que nous avons l'honneur de vous soumettre et la liste des nouveaux plans dont nous vous demandons l'approbation.

- a) Dans la cité de St. Michel, aux intersections du Boulevard Pie IX et du Boulevard St. Michel et aux endroits où des rampes seront construites, nous recommandons que les lignes d'homologation soient élargies afin de nous permettre d'exproprier une plus grande étendue de terrain, et que le plan no. BM-H-29 préparé par M. Moretti, a.g. en date du 26 juin 1956 soit approuvé.
- b) Dans la cité de St. Laurent, du Boulevard Persillier au Boulevard Ste. Croix, sur le côté nord, en face des no. cadastraux 358, 359 et 360 nous demandons un élargissement variant jusqu'à un maximum de 27'. Cet élargissement est demandé pour l'établissement des rampes et l'enfouissement des conduits souterrains. Pour cette fin, nous recommandons l'approbation du plan no. BM-H-22 préparé par M. G. Dorais, a.g. en date du 6 juillet 1956.
- c) Dans la cité de St. Laurent, entre le Boulevard Ste. Croix et le Boulevard Décarie, côté sud, en face du lot cadastral no. 49, nous recommandons un élargissement variant jusqu'à un maximum de 5.4' nécessité par l'enfouissement des conduits souterrains. Pour cette fin, nous recommandons l'approbation du plan no. BM-H-23 préparé par M. G. Dorais, a.g. en date du 9 juillet 1956.
- d) Dans la Cité de St. Laurent, aux intersections du Boulevard Décarie et du Boulevard Laurentien avec le Boulevard Métropolitain, pour répondre plus efficacement aux besoins du trafic, nous avons besoin de plus de terrain que l'indiquait le premier plan d'homologation, c'est pourquoi nous vous recommandons l'approbation des plans nos. BM-H-24 et H-25 préparés par M. G. Dorais, a.g. en date du 18 juillet et 6 août 1956.
- e) Dans la Cité de St. Laurent, de la rue Authier vers l'ouest jusqu'aux extrémités de la Cité, nous avons dû abandonner le premier tracé à cause de l'établissement de l'aéroport. Nous recommandons l'approbation du plan no. BM-H-26 préparé par M. Luc Gagnon, a.g. en date du 6 août 1956.
- f) Dans la Paroisse de Pointe-Claire, toujours à cause de l'établissement de l'aéroport, il nous a fallu abandonner le premier tracé et en proposer un autre plus au nord. Ce nouveau tracé qui est de 300' de largeur au lieu de 200', comme l'indiquait le premier projet, ne suit pas nécessairement le Chemin de la Côte Ste. Marie afin d'éviter des expropriations trop coûteuses. Nous recommandons l'approbation du plan BM-H-27 préparé par M. Oscar Beaudoin, a.g. en date du 10 août 1956.

-5-

g) Dans la Paroisse de Ste. Anne qui comprend aussi les municipalités de Baie D'Urfé et de Ste. Anne de Bellevue, nous avons opéré de grands changements qui nous éviteront des expropriations très coûteuses et donneront un accès plus facile au pont conduisant à l'Île Perrot.

Le premier tracé suivait le Chemin de la Côte Ste. Marie, traversait la ville de Senneville et arrivait au centre de la ville de Ste. Anne de Bellevue pour rejoindre la route no. 2 et le pont Galipault par le viaduc sous les voies des Chemins de fer Canadiens Nationaux et Canadian Pacific.

Après une étude approfondie de ce premier projet, le Comité des Ingénieurs préposés à la construction du Boulevard Métropolitain, en est venu à la conclusion que son exécution nécessiterait des expropriations très onéreuses, parce que l'on traversait un district presqu'entièrement bâti et que son raccordement à la route No. 2 par un viaduc après lequel il fallait tourner en angle droit, n'était pas pratique et n'aurait pas donné un rendement adéquat au traffic.

Pour ces raisons, nous avons fait préparer un nouveau plan indiquant un tracé qui, dans la partie ouest de la ville de Baie d'Urfé, prend une direction sud à travers les terres nos. 320, 319, 318, 317, 316 et 312 pour passer au-dessus des voies des chemins de fer Canadiens Nationaux et Canadian Pacific et rejoindre la route no. 2 sur la terre no. 311,. Nous recommandons l'approbation du plan no. BM-H-28 préparé par M. Luc Gagnon a.g. en date du 12 décembre 1955.

L'estimation du coût des travaux et des expropriations, selon le projet indiqué sur les plans nos. BM-H-26; H-27; et H-28, se chiffre à \$22,854,300.00 dont \$2,300,000.00 pour les expropriations.

Respectueusement soumis,

J.Nap. Langelier, I.C.
Ingénieur en chef. " " "

Soumis rapport suivant de l'ingénieur en chef de la Commission Métropolitaine de Montréal en date du 3 octobre 1956.

"M. Le président,
"MM. Les membres,
"Commission Métropolitaine,
"Montréal, Qué.

R.: Boulevard Métropolitain
Lignes d'homologation.

"Messieurs,

Dans mon rapport daté du 12 septembre 1956, je vous fais mention de nouvelles lignes d'homologation du Boulevard Métropolitain devant être approuvées, mais j'ai omis de vous demander la cancellation des lignes homologuées en 1931, conformément aux plans nos. S-1; S-2; S-3 et S-6 alors soumis.

Lorsque vous approuverez les nouvelles lignes d'homologation telles qu'indiquées sur les plans H-22, H-23, H-24, H-25, H-26, H-27, H-28 et H-29, il faudra à la même occasion adopter une résolution à l'effet d'annuler les plans nos. S-1, S-2 S-3 et S-6.

Bien à vous,
J.Nap. Langelier, I.C.
Ingénieur en chef. " " "

Sur proposition de M. Wilson,
Appuyée par M. Hamelin, il est

3.-R E S O L U :

Que les rapports de l'ingénieur en chef de la Commission Métropolitaine de Montréal en date du 12 septembre 1956 et 3 octobre 1956, présentement soumis et ci-haut décrits, soient approuvés et en conséquence, que les lignes homologuées en 1931 sur les plans nos. S-1, S-2, S-3 et S-6 soient annulées et les nouvelles lignes homologuées indiquées sur les plans H-22, H-23, H-24, H-25, H-26, H-27, H-28 et H-29 soient approuvées et que le dossier soit déposé aux archives.

-6-

Le président informe l'assemblée que les maires des municipalités de l'Île de Montréal sont invités à un dîner-causerie le 15 octobre 1956 à 6:30 de l'après-midi au Chalet de l'Île Ste. Hélène, afin de discuter certains problèmes métropolitains.

Le président demande si d'autres représentants ont des remarques à faire, personne d'autre n'ayant pris la parole,

Il est alors proposé par M. Mérineau et Appuyé à l'Unanimité que,

4.-R E S O L U :

Que les nouvelles lignes homologuées du Boulevard Métropolitain Projété, à partir de la rue Authier dans la cité de St. Laurent jusqu'au pont de la ville de Ste. Anne de Bellevue ainsi que certaines modifications aux plans déjà approuvés à partir de la Cité de St. Michel jusqu'à la rue Authier dans la cité de St. Laurent, telles qu'énumérées et désignées par le rapport de l'ingénieur en chef de la Commission Métropolitaine en date du 12 septembre 1956 soient approuvées et que le dossier soit déposé aux archives.

L'ordre du jour étant épuisé, le président remercie les membres de la Commission Métropolitaine de Montréal ainsi que les représentants des autres municipalités pour leur présence à cette assemblée et demande l'ajournement de ladite assemblée.

Et l'assemblée s'ajourne sine die.

P14/C,30

CABINET DU PRÉSIDENT
CABINET DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

PLATEAU 9715*

OFFICE OF THE PRESIDENT
OFFICE OF THE SECRETARY-TREASURER

COMMISSION MÉTROPOLITaine DE MONTRÉAL
THE MONTREAL METROPOLITAN COMMISSION

506 EST, RUE STE-CATHERINE - 506 ST. CATHERINE STREET EAST
MONTREAL

February 8th 1957.

Mr. J. McK. Carswell,
Secretary-treasurer,
3 Martin St.,
Saraguay, P.Q.

Re: Metropolitan Boulevard

Dear sir,

Kindly send me your certificate showing taxable valuation of properties located in your municipality as at December 31st 1956 in order to comply with the request mentioned in paragraph 12 of article 11a, of the Law 13, George V, chapter 105 and oblige,

Yours very truly,

E. Brisebois

E. Brisebois,
Secretary-treasurer.

EB/JS

February 11, 1957

The Montreal Metropolitan Commission,
506 St. Catherine Street East,
Montreal, P.Q.

Attention: Mr. E. Brisebois.

Dear Sirs:

In reply to your letter of February 8, 1957, I hereby certify that the following is the taxable valuation of properties located in our municipality as at December 31, 1956:

Land	\$ 477,400.
Buildings	<u>942,900.</u>
Total	\$1,420,300.

Trusting this is the information you require.

Yours very truly,

J. McK. Carswell
Secretary-Treasurer.

JMC:pm

Montreal, April 8th 1957.

The Metropolitan Commission of Montreal,
Edifice Langelier,
506 St. Catherine St. East,
Montreal, Que.

Attention; Mr. Brisebois.

Dear Sir,

RE: Montreal Metropolitan Commission-
Metropolitan Boulevard. Adjustment of
the Valuation Rolls of the Municipalities
of the Island of Montreal.

On August 17th, 1955, it was resolved by your Commission,-

1.- That a study be made of the valuations of immovable property in those municipalities obliged to contribute to the cost of the opening and maintaining of the Metropolitan Boulevard, in conformity with Article 111 of the Law 19, George V, Chapter 103 and its amendments. This study to be made in order;-

(a) To determine whether each municipality's valuation roll is proportionate to those of the others.

(b) to indicate, if necessary, the percentage by which the valuation of each municipality should be modified to make it proportionate to the others.

2.- That my services be retained with the following powers;-

(a) To engage the required personnel on terms to be determined by me, such personnel to act subject to my instructions and orders.

(b) To supervise the work of such personnel; receive their surveys, valuations and reports, and submit them in good time, to your Commission, along with my comments and recommendations.

On July 18th, 1956, I submitted a report to you in which I briefly indicated the nature and extent of the work to be done, together with the manner in which it was to be done. I then obtained confirmation of the appointments of MM. Jean-Julien Perrault, and W. George deBelle, Architects, and Mr. Jean Béique, Engineer, as expert valuers for this work. I estimated that this work would be completed prior to January 31st 1957.

.....²

- 2 -

On July 25th, 1956, your Commission approved the above report, together with my recommended conditions, and ratified the appointment of my experts, their fees, including all expenses, not to exceed \$60,000.00.

On February 15th, 1957, my experts submitted their report, copy of which is attached hereto.

They had to study the immovable property valuations of thirty-three municipalities whose valuation rolls totalled approximately \$3,000,000,000.00.

In the course of their work they checked the appraisals of 127½ representative properties with an approximate value of \$120,000,000.00 and they examined approximately 800 deeds of transfer of properties.

As to their report itself, the procedure followed and the guiding principles, I cannot do better than to quote in part from their report as submitted to me, which reads as follows:

"We selected samples of properties of different types in each municipality-residential, commercial and industrial properties, etc.,. We then established the real value of these properties and the percentage of these valuations in relation to their municipal valuation in force as at August, 1956.

Our estimate of the real value, in all cases, was established by taking into consideration the following factors insofar as they were available:-

- 1.- Land value,
- 2.- Replacement cost of the building. less depreciation.
- 3.- Economical value according to annual revenue, declared or as estimated.
- 4.- Recent sales.
- 5.- Cost of construction of the building.
- 6.- Market value.

Each expert proceeded independently of his two colleagues, each one choosing his own samples. These results appear on the table attached hereto. This table also indicates the average of the percentages determined by the three experts, and the relation between the roll of the various municipalities and the roll of the City of Montreal, which we have adopted as a basis of comparison, and the percentage which will have to be added or deducted, as the case may be, so that all these rolls be on the same basis.

The table also indicates the number of samples in each municipality.

....3

- 3 -

The real value does not include machinery."

Some remarks are in order at this point.

The value of the real estate valuation rolls for the City of Montreal has been estimated at 73% of its actual value. As a result the experts recommend, as shown on the attached table, that the valuation rolls of these other municipalities be modified by certain percentages, so that in each case they represent 73% of their actual value. In this way all municipalities on the Island would be on the same basis.

One cannot stress too strongly the fact that the experts worked independently of each other in choosing the representative properties, in gathering and analyzing the factors affecting the values and the final appraisals. This is most important. The final conclusions of the three experts is represented by the averaging of the percentages arrived at by each one individually. This method assures the objectivity of their report insofar as it is possible so to do.

In making the estimates of actual values, the experts in each case took into account the costs of construction, annual rental values and market prices in each municipality.

Another point to note is the fact that the municipalities concerned will not have to make new valuation rolls following this report. Existing valuation rolls remain unchanged with regard to dealings between the municipality and its rate-payers. The only effect that this new valuation will have will be to modify the rolls in question by certain percentages, as shown, in order to obtain a fair distribution of the expenses involved in the establishment of the Metropolitan Boulevard. This modification will be made by the Metropolitan Commission on its books when assessing the costs of the work.

One should also note that the experts did not include machinery in their valuations. This was done in order that all municipalities might be treated on the same basis. This will explain the difference in some cases which exist, according to their table, between the municipal valuations and the actual value. Further, it follows from the above that adjustments to be made will not be as extensive as would appear to be at first sight, since the recommended modifications will be made to the valuation rolls, less the value of the machinery.

It is also worthy of note that the experts' valuations refer to the rolls as they stood in August, 1956, and that the first assessment to cover expenditures would be made according to the valuation rolls in force at that time, after making suitable deductions for the value of the machinery in accordance with the experts' report.

....4

- 4 -

Since real estate values undergo constant change, and many municipalities endeavour to improve their valuations, your Commission should in the future make use of the following suggestion contained in my report dated July 18th 1956;:-

"....in future years it should be possible to periodically adjust the valuation whenever the Commission deems it advisable, in such a way as to keep the results up to date at a minimum cost. In order to do this each immovable that has been estimated will have an index card containing the main date of the findings, as well as the conclusions regarding its value. Should the Commission use the same experts to make the necessary adjustments, it is obvious that no serious difficulties would be encountered. Should one of the experts be unable to continue the work, or should the Commission wish to replace any one by another expert, then the new expert would receive a copy of all cards held by the person replaced. Such a procedure would assure a certain continuity in the work at a minimum cost".

I am of the opinion that the report which I submit to your Commission contains all possible guarantees of objectivity, competence and accuracy, in view of the valuation principles that were respected, the method of doing the work and the theoretical and practical experience of the experts who have contributed to it.

I take great pleasure in recommending its adoption.

— ooo —

The following are the legal provisions related to the execution of the experts' recommendations;:-

The Commission shall apportion, each year, upon the municipalities situated on the Island of Montreal, including the City of Montreal, the sums required to pay the interest and sinking fund upon the capital invested in this undertaking and the expenses for the maintenance for the year. Such apportionment shall be made in proportion to the valuation of the taxable immovable properties in the said municipalities, including the City of Montreal, as established from the valuation rolls in force, which rolls may be amended according to the provisions of Section 19 of the Act 10 George V, Chapter 123. (19 Geo. V, ch. 103, art. 10)

Any such municipality may, however, levy annually, in whole or in part any sum which it has so paid or which it will be called upon to pay for its proportion of the interest and sinking-fund, by means of a special real estate tax apportioned either in proportion to the frontage of the immovables or to their valuation in the roll. Such levy may be made in whole or in part on all the taxable immovable property situated within the boundaries of the municipality or on the immovables bordering the Boulevard, at the discretion of the council.
(22 Geo. V, ch. 129, s.5, 1932)
(19 Geo. V, ch. 103, art. 11 and 12).

....5

- 5 -

The Commission may, if it thinks that the valuation, made in one or more municipalities, is not proportionate to that made in the others, increase or decrease the total valuation in one or more municipalities by an amount which it judges fair in order to establish a fair proportion among all the valuation rolls.

No change in the valuation of a municipality shall be made without a notice of at least thirty days having been given, to the interested municipality, of the day on which the Commission will consider such change.

The total valuation roll of each municipality thus fixed by the Commission shall not be subject to appeal nor contestation, and shall be used by the latter as a basis in apportioning its charges upon the interested municipalities, but shall serve for no other purposes. (12 Geo. V, ch. 123, art. 19)

I recommend that the above legal provisions be observed to carry into effect the present report.

Yours very truly,

HONORE PARENT, Q. C.

CABINET DU PRÉSIDENT
CABINET DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

PLATEAU 9715*

OFFICE OF THE PRESIDENT
OFFICE OF THE SECRETARY-TREASURER

COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL
THE MONTREAL METROPOLITAN COMMISSION

506 EST, RUE STE-CATHERINE - 506 ST. CATHERINE STREET EAST
MONTREAL

January 23rd 1958.

Mr. J. Mck. Carswell,
Secretary-treasurer,
3 Martin st.,
Saraguay, Que.

Dear Sir,

Kindly mail a certified extract of the taxable valuations
of your municipality, appearing on your valuation roll as at December
31st 1957, for statistical purposes, until such time our Commission
decides to assess the expenses of the construction of the Metropolitan
Boulevard, according to law.

Thanking you, I remain,

Yours very truly,

E. Brisebois
E. Brisebois,
Secretary-treasurer.

EB/JD

634 St. Paul St.
at 2nd fl.
Total \$45400
Bldg 958800
Total \$1504200

February 3rd., 1958.

The Montreal Metropolitan Commission,
506 St. Catherine Street East,
MONTREAL, P.Q.

Attention: Mr. E. Brisebois,
Secretary-Treasurer.

Dear Sir:

As requested in your letter of January 23rd.,
we hereby certify that the taxable valuations of our municipality
appearing on our valuation roll as at December 31st 1957, were
as follows:

Land	\$ 545,400
Building	958,800
Total	<u>\$1,504,200</u>

This valuation was brought into line with the
City of Montreal by assessors of the Montreal Protestant Central
School Board.

Yours very truly,

J. McK. Carswell,
Secretary-Treasurer.

JMcKC:mcg

PARENT, PARENT AND ALARY
Barristers and Solicitors.

La Société des Artisans Bldg.
Montreal

Honoré Parent, Q.C.
Luc Parent, B.C.L.
René C. Alary, LL.L.

333 Craig St. East
Telephone: UN.1-6795

Montreal, December 30th, 1958.

Metropolitan Commission of Montreal,
Langelier Building,
506 St. Catherine Street, East,
MONTREAL.

Attention of Mr. Brisebois.

RE: Metropolitan Boulevard
Adjustment of the Valuation
Rolls of the Municipalities
of the Island of Montreal.

Dear Sir:-

On August 17th, 1955, it was resolved by the Metropolitan Commission of Montreal that a study be made of the valuations of immovable property in the municipalities of the Island of Montreal, in order to apportion equitably between them the cost of the establishment of the Metropolitan Boulevard.

The experts chosen then were Mr. Jean Beique, Public engineer, Messrs Jean-Julien Perrault and W. Georges de Belle, Architects, the latter having been for many years, a member of the Department of assessors of the City of Montreal.

On February the 15th, 1957, these expert-valuators made their report which was submitted to you around April the 8th of the same year.

On March 26th, 1958, I was instructed by your Commission to cause the equalization of the valuation rolls mentioned above to be brought up to date. The same experts were appointed to carry on this new task.

- 2 -

I submit to you, now, their report on this matter; this report is dated December the 4th 1958, and was delivered to me on the 12th of the same month, on account of the time required to make copies of same.

This report is perfectly clear on the method adopted to carry on that work and on the elements which were taken into consideration in the determination of value.

I draw your attention to its second last paragraph which reads as follows:

"Each expert proceeded independently of his two colleagues, each selecting his own samples. The resulting figures appear on a table attached to this report. This table shows the mean of the percentages obtained by the three experts, and the relation existing between the rolls of the different municipalities and the roll of the City of Montreal which we have adopted as a basis of comparison, and also the percentage to be added or deducted in each case so that all these rolls be on a uniform basis."

It is to be noted furthermore, that these valuations are based on the valuation rolls in force on August 1958.

In my own report of April 8, 1957, I made to you a certain number of comments which it is not necessary to repeat here. But I deem it proper to quote the following excerpt of my report, because I think it has some practical importance:

"Another point to note is the fact that the municipalities concerned will not have to make new valuation rolls following this report. Existing valuation rolls remain unchanged with regard to dealings between the municipality and its ratepayers. The only effect that this new valuation will have will be to modify the rolls in question by certain percentages, as shown, in order to obtain a fair distribution of the expenses involved in the establishment of the Metropolitan Boulevard. This modification will be made by the Metropolitan Commission on its books when assessing the costs of the work."

I think that I could not do any better than to end my remarks with the conclusions of my report to you of April 1957:

"I am of the opinion that the report which I submit to your Commission contains all possible guarantees of objectivity, competence and accuracy, in view of the valuation principles that were respected, the method of doing the work and the theoretical and practical experience of the experts who have contributed to it."

I take great pleasure in recommending its adoption.

- 3 -

You will find on page 5 of my last report the legal dispositions referring to the carrying into effect of the recommendations of the experts.

Yours truly,

(Signed) Honoré Parent

HP/FL.

HONORE PARENT,

CABINET DU PRÉSIDENT
CABINET DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

VICTOR 2-9714*

OFFICE OF THE PRESIDENT
OFFICE OF THE SECRETARY-TREASURER

COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL
THE MONTREAL METROPOLITAN COMMISSION

506 EST, RUE STE-CATHERINE - 506 ST. CATHERINE STREET EAST

MONTREAL

January 12th 1959.

Mr. J. McK. Carswell,
Secretary-treasurer,
Town Hall,
6245 Gouin Blvd. West,
Saraguay, P.Q.

Dear Sir:

The Metropolitan Commission of Montreal has just sold a bond issue of \$10,200,000.00, in conformity with its loan resolutions bearing numbers B.M. 2,3,4,5,6 and 8 for the establishment of the Metropolitan Boulevard.

The serial bonds thus issued are dated November first 1959 and shall mature in twenty years, with interest coupons at the rate of 5% per cent from November first 1959 to November first 1968, for an amount of \$3,800,000.00, and at the rate of 5½% per cent from November first 1969 to November 1978 incl. for an amount of \$6,320,000.00.

Interests are payable semi-annually, the first of May and the first of November of each year, from May first 1959.

According to 19 George V chapter 103, section 3, the Metropolitan Commission shall apportion, each year, upon all the municipalities of the Island of Montreal, including the City of Montreal, the sum required for the payment of the interests and the amortization of the investment of capital involved in this undertaking, and the yearly expenses of maintaining the Boulevard. It is added in the law that this apportionment shall be made in proportion to the valuation of the taxable immovable properties in the above mentioned municipalities, including the City of Montreal, as established from the valuation rolls in force, which rolls may be amended according to the provisions of section 19 of the act 12 George V, chapter 123. Furthermore it is enacted that it shall be the duty of the clerk or the secretary of every municipality on the Island of Montreal to furnish to the Commission, each year, a certified copy of the valuation rolls of the municipality which he represents and, for such purpose, he shall be an employee of the Commission.

With a view to the preparation of such apportionment, I would be much obliged to you if you would supply me, before February first 1959, with a certificate showing the figures relating to the valuation roll in force in your municipality at that date.

Would you also be kind enough to inform me of the date of the coming into force of that roll.

....²

P14/C,30

COMMISSION MÉTROPOLITaine DE MONTRÉAL

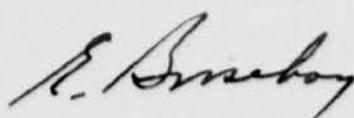
The Montreal Metropolitan Commission

Mr. J. McK. Carswell (Cont'd)

For your guidance and in order to make you familiar with our charter, I take pleasure in sending you a copy of the latter with a form to be filled up with certain information which I beg you to give us for the use of our organization. I also enclose a copy of Mr. Parent's first and second reports with a report from his experts dated December the 4th 1953.

Please accept my thanks for your cooperation and believe me,

Yours very truly,



E. Brisebois
Secretary-treasurer

EB/jv
enclosures

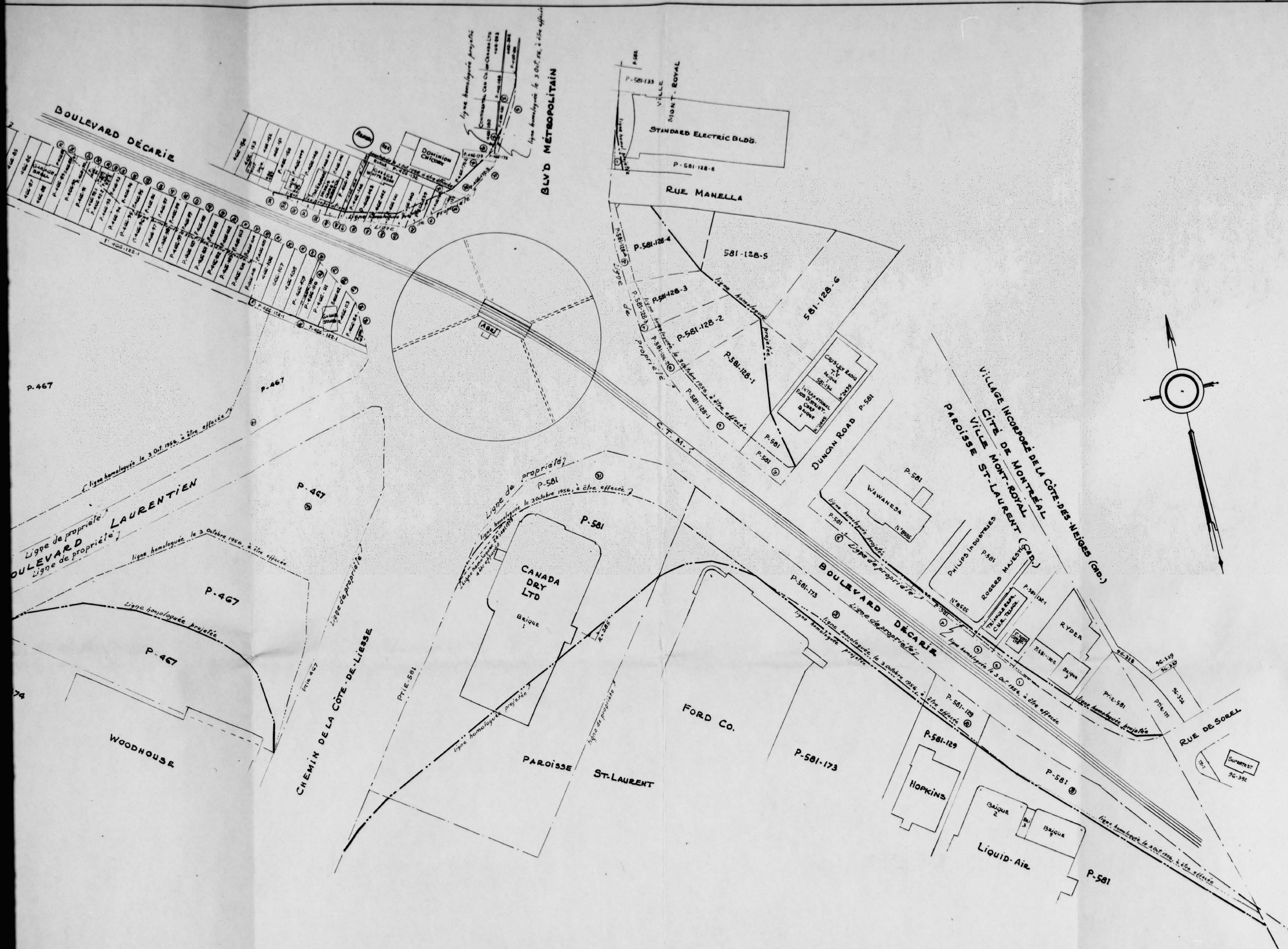
Cm | 2 3 4 5 6

S-A-S-H-M-B

BM-H-24-2

P14/C,30

4 . 5 0



PLAN
MONTRANT
CERTAINES LIGNES HOMOLOGUÉES PROJETÉES
POUR LE
BOULEVARD MÉTROPOLITAIN
À L'INTERSECTION DES
BOULEVARDS MÉTROPOLITAIN, DÉCARIE ET LAURENTIEN
CADASTRE OFFICIEL
DE LA PAROISSE DE ST-LAURENT
DIVISION D'ENRÉGISTREMENT DE MONTRÉAL
ECHELLE : 100 PIEDS AU POUCE, M.A.
MONTRÉAL, LE 27 FÉVRIER, 1959

Fait et préparé par

Luc Gagnon
ARPENTEUR GÉOMÈTRE

APPROUVÉ PAR
LA COMMISSION MÉTROPOLITaine DE MONTRÉAL

PRÉSIDENT —— SECRÉTAIRE-TRESORIER —— INGÉNIEUR EN CHEF

— LÉGENDE —
 — Ligne de propriété
 — Ligne homologuée projetée.
 — Ligne homologuée le 3 oct. 1956 à être effacée

BUREAU
 LES INGÉNIEURS ASSOCIÉS LTÉE
 LABRECQUE, LABRECQUE & GAGNON
 Ingénieurs Conseils
 10-OUEST RUE ST-JACQUES, MONTRÉAL

BM-H-24-2

BM-SASH-MW

PARENT, PARENT AND ALARY

Barristers and Solicitors

333 Craig St. East

Montreal, March 6th, 1959.

Montreal Metropolitan Commission,
Langelier Building,
506 St. Catherine St., East,
Montreal, Quebec.

Attention: Mr. Brisebois

RE: Metropolitan Boulevard
Assessments of the municipalities
of the Island of Montreal.

Gentlemen:-

Attached hereto you will find several copies of a report dated February 28th, 1959, prepared by the Commission's experts and dealing with assessments of the municipalities of the Island of Montreal in order to establish their shares of certain expenses in connection with the Metropolitan Boulevard.

Valuations considered were those contained on municipal rolls which were in effect February 25th, 1959.

As you will note, the experts have made few changes, either to the valuations or to the conclusions contained in their preceding report dated December 4th, 1958.

The general comments which I made regarding the preceding reports for the years 1957 and 1958 also apply to the attached report.

It may be expedient to briefly review legislation covering the subject.

The law relative to the construction and maintenance of the Metropolitan Boulevard decrees that the Metropolitan Commission "will apportion the costs of interest and amortization of capital invested in this enterprise, together with costs of maintenance, each year between the municipalities on the Island of Montreal". (22 Geo. V, chap. 129 art. 5 (249).

- 2 -

This assessment shall be made "in proportion to the valuation of the ... taxable immoveable properties... as established from the valuation rolls in force. (19 Geo. V, chap. 103, art. 49 (249)).

The Commission, in order to carry out the above, may increase or decrease the total valuation in one or more municipalities by an amount which it judges fair, if it believes that such valuations are not proportionate to the valuations of the other municipalities in order to establish a fair proportion among all the valuation rolls. (12 Geo. V, chap. 123, art. 19 (102)).

It is this series of adjustments which is proposed to you in the attached report.

Thus, as the experts have noted in their report, they estimated

"the percentage between the municipal valuation and the real value, not taking into account the value of machinery nor the value of non-taxable properties".

In their determination of the total value of the real estate rolls, my experts have been very moderate with their estimation of the value of farm land if the present speculative value of such immovables is considered.

It has been suggested that the valuation of such immovables should be eliminated entirely from the calculations of the experts or be reduced to the figures inscribed on the rolls relating to such properties.

The law pertaining to farm land, particularly as found in the Cities and Towns Act, reads in part as follows:

"All land under cultivation or farmed or used as pasture for cattle, as well as all uncleared land or wood lots within the municipality, shall be taxed to an amount of not more than one per cent ~~of~~ the municipal valuation, including all taxes, both general and special.

Such land cannot be valued at more than one hundred dollars per arpent if it has an area of fifteen arpents or more. Such valuation shall include the house used as a farmer's dwelling, the value whereof not exceeding three thousand dollars, as well as the barns, stables and other buildings used in connection with the said land". (article 522).

- 3 -

I am of the opinion that the method which has been followed by the experts is the only one advisable for the following reasons:

a) This method of thus apportioning the cost of certain undertakings among a certain number of municipalities is the usual practice, without taking into consideration the fact that in certain localities there are farm land or not. The case of a number of municipalities, on account of their geographic situation, to possess jointly certain drainage works or works for the supplying or distribution of water, is very common. The Minister then, or one or more such municipalities, or an elector owning some real estate may apply to the Public Service Board which may order what is necessary to be done ... and may apportion the cost of such works among the interested municipalities (Quebec Public Health Act - S.R.Q. 1941, chap. 183, sect. 61 and 62). The main sewers of Montreal and of its vicinity have been constructed and their cost has been apportioned in that manner.

b) This limit set to the valuation of such immovables - at least as far as Montreal is concerned - does not apply to the valuation of real estate for school purposes (4-5 Eliz. II, ch. 68, sect. 44).

c) It must be remembered also, that this method of valuation, this maximum set to the valuation and the amount of the valuation proper for **farm** land, differ from one municipality to the other, and that it would not be easy to adjust these differences in order to reach practical conclusions of a general nature (Cities & Towns Act, sect. 522; Montreal charter, 4-5 Eliz. II, chap. 69, sect. 44; charters and valuations of different municipalities on the Island of Montreal). The valuations of these farm lands fluctuate between \$35.00 and \$200.00 per arpent. The maximum valuation which is enacted by the law reaches at least \$500.00 per arpent in Montreal. Another kind of land, in the same municipality cannot be valued over \$300.00 per arpent. In the same city "land abutting on streets or roads **provided** with water and sewer service shall be valued at their real value to a depth of one hundred feet ..." (idem).

Other municipalities have exceptional dispositions of the same kind.

d) How could such differences be coped with, when the subject matter is such a considerable undertaking as trying to adjust the valuations of more than thirty municipalities. A common basis of valuation has then to be adopted, to wit: real value.

- 4 -

e) Finally, whatever is done, it is practically impossible to give satisfaction to all the interested parties, because if on the one hand farm land is put at its real value in one municipality, this municipality will consider itself wronged, and if on the other hand, farm land is valued only at \$100.00 per arpent, it is the other municipalities - those which have not or which have practically not any farm land - which will consider that they have been wronged, because they will be convinced that the former do not pay their fair part of the apportionment.

On the whole I am of opinion that the experts of the Commission have chosen the best policy in attributing to these farm lands a moderate value in comparison to their present speculative value.

- / -

The legal dispositions relating to the recommendations of the experts are as follows:

"The Commission shall apportion, each year, upon the municipalities situated on the Island of Montreal, including the City of Montreal, the sums required to pay the interest and sinking-fund upon the capital invested in this undertaking and the expenses for maintenance for the year. Such apportionment shall be made in proportion to the valuation of the taxable immoveable properties in the said municipalities, including the City of Montreal, as established from the valuation rolls in force, which rolls may be amended according to the provisions of section 19 of the act 12 George V, chapter 123".
(19 Geo. V, ch. 103, sect. 10).

"Any such municipality may, however, levy annually, in whole or in part, any sum which it has so paid or which it will be called upon to pay for its proportion of the interest and sinking-fund, by means of a special real estate tax apportioned either in proportion to the frontage of the immoveables or to their valuation in the roll. Such levy may be made in

- 5 -

whole or in part on all the taxable immoveable property situate within the boundaries of the municipality or on the immoveables bordering on the boulevard, at the discretion of the council. (22 Geo. V, ch. 129, s. 5, 1932).

12. The apportionment by the Commission shall be made by a mere resolution". (19 Geo. V, ch. 103, sect. 11 and 12).

"The Commission may, if it thinks that the valuation, made in one or more municipalities, is not proportionate to that made in the others, increase or decrease the total valuation in one or more municipalities by an amount which it judges fair in order to establish a fair proportion among all the valuation rolls.

No change in the valuation of a municipality shall be made without a notice of at least thirty days having been given, to the interested municipality, of the day on which the commission will consider such change.

The total valuation roll of each municipality thus fixed by the commission shall not be subject to appeal nor contestation, and shall be used by the latter as a basis in apportioning its charges upon the interested municipalities, but shall serve for no other purposes." (12 Geo. V, ch. 123, s. 19).

I recommend that these dispositions be complied with for the carrying into effect of the present report.

Yours very truly,

HP/BL.

(signed) HONORE PARENT

P14/C,30

TELEPHONE
VICTOR 5.4221

CABLE ADDRESS
"ROYALTRUST"

The Royal Trust Company
EXECUTORS AND TRUSTEES

PLEASE ADDRESS MAIL TO
PO BOX 730 PLACE D'ARMES
MONTREAL 1.

105 ST. JAMES STREET WEST

Montreal 1, 9th March, 1959.

IN REPLYING PLEASE QUOTE

Village of Saraguay,
c/o J. McK. Carswell Sec. Treas.
3 Martin Avenue,
Saraguay, P.Q.

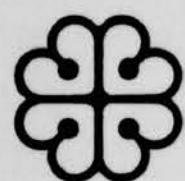
Dear Sirs,

Due to the further rise in interest rates and the cost of money to us, we find it necessary to make another adjustment in our interest rates on demand loans and renewals of time loans.

Accordingly, effective from 9th, March 1959, the rate of interest on your loan will be increased from $4\frac{3}{4}\%$ to 5% .

Yours faithfully,

Kellerandez
Manager.



**Dossier de
pièces réunies**

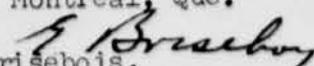
DÉBUT

AVIS AUX MUNICIPALITES

Recevez avis que, à trois heures de l'après-midi, le 15 avril 1959, la Commission métropolitaine de Montréal (Corporation de Montréal métropolitain), en séance, augmentera ou diminuera le montant total des valeurs portées aux rôles d'évaluation foncière de certaines des municipalités de l'île de Montréal, des pourcentages qui figurent sur le tableau ci-annexé, de façon que les évaluations municipales des dites municipalités soient proportionnées les unes aux autres.

Dès que les modifications mentionnées précédemment auront été approuvées, la Commission répartira entre les municipalités situées dans l'île de Montréal, y compris la cité de Montréal, les sommes requises pour payer l'intérêt et le fonds d'amortissement du capital investi dans cette entreprise et les dépenses d'entretien de l'année. Cette répartition se fera au prorata de l'évaluation des biens immeubles imposables situés dans les dites municipalités, selon les rôles d'évaluation ainsi revisés.

LA COMMISSION METROPOLITAINE DE MONTREAL
506 est, rue Ste. Catherine,
Montréal, Qué.


E. Brisebois,
Secrétaire-trésorier.

le 13 mars 1959.

TABLE SHOWING THE RELATION BETWEEN THE
VALUATION ROLLS OF THE VARIOUS MUNICIPAL-
TIES AND THE REAL VALUE, THE PERCENTAGE
OF THE VALUATION ROLLS TO THAT OF THE CITY
OF MONTREAL, AND THE PERCENTAGE WHICH WILL
HAVE TO BE ADDED OR DEDUCTED, AS THE CASE
MAY BE, TO THE ROLL OF EACH MUNICIPALITY SO
THAT THESE SAID ROLLS BE ON THE SAME BASIS
AS THE ROLL OF THE CITY OF MONTREAL.

	<u>PERCENTAGE TO REAL VALUE</u>	<u>PERCENTAGE OF ROLL MONTREAL</u>	<u>PERCENTAGE INCREASE OR DEDUCTION</u>
CITY OF MONTREAL	73.2	100.0	0.0
TOWN OF BAIE D'URFEE	69.3	94.7	+ 5.6
TOWN OF BEACONSFIELD	73.7	100.7	- 0.7
TOWN OF COTE ST. LUC	82.7	113.0	- 11.5
TOWN OF D'ANJOU	72.8	99.5	+ 0.5
TOWN OF DORVAL	83.1	113.5	- 11.9
PARISH OF DOLLARD DES ORMEAUX	51.9	70.9	+ 41.0
TOWN OF HAMPSTEAD	62.0	84.7	+ 18.1
CITY OF LACHINE	48.2	65.8	+ 52.0
CITY OF LASALLE	78.9	107.8	- 7.2
TOWN OF MONTREAL-EAST	40.9	55.9	+ 78.9
CITY OF MONTREAL-NORTH	57.3	78.3	+ 27.7
TOWN OF MONTREAL-WEST	73.2	100.0	0.0
TOWN OF MOUNT-ROYAL	35.8	48.9	+ 104.5
TOWN OF ROXBORO	77.8	106.3	- 5.9
CITY OF OUTREMONT	50.4	68.9	+ 45.1
TOWN OF RIVIERE-DES-PRAIRIES	65.1	88.9	+ 12.5
CITY OF POINTE-CLAIRE	75.4	103.0	- 2.9

...2

- 2 -

	<u>PERCENTAGE TO REAL VALUE</u>	<u>PERCENTAGE OF ROLL MONTREAL</u>	<u>PERCENTAGE INCREASE OR DEDUCTION</u>
PARISH OF POINTE CLAIRE	52.6	71.9	+ 39.1
CITY OF POINTE-AUX-TREMBLES	54.4	74.3	+ 34.6
CITY OF ST. LAURENT	71.0	97.0	+ 3.1
VILLAGE OF SARAGUAY	59.1	80.7	+ 23.9
PARISH STE ANNE DU BOUT DE L'ILE	17.6	24.0	+ 316.7
VILLAGE OF STE ANNE DE BELLEVUE	75.9	103.7	- 3.6
TOWN OF ST. PIERRE	29.8	40.7	+ 145.7
TOWN OF STE GEDEVILLE	74.5	101.8	- 1.8
TOWN OF PIERREFONDS	71.3	97.4	+ 2.7
TOWN OF ST. LEONARD DE PORT MAURICE	22.0	30.1	+ 232.2
CITY OF ST. MICHEL	64.4	88.0	+ 13.6
MUN. OF THE CORP. OF SENNEVILLE	62.9	85.9	+ 16.4
CITY OF VERDUN	68.8	94.0	+ 6.4
CITY OF WESTMOUNT	58.7	80.2	+ 24.7



Dossier de pièces réunies

FIN

P14/C,30

577

1-165

Bank of Montreal,
MANSFIELD & ST. CATHERINE STREETS BRANCH
(OLD WEST END BRANCH)
950 ST. CATHERINE STREET WEST

Montreal 2, Que. March 23rd, 1959.

"RM"

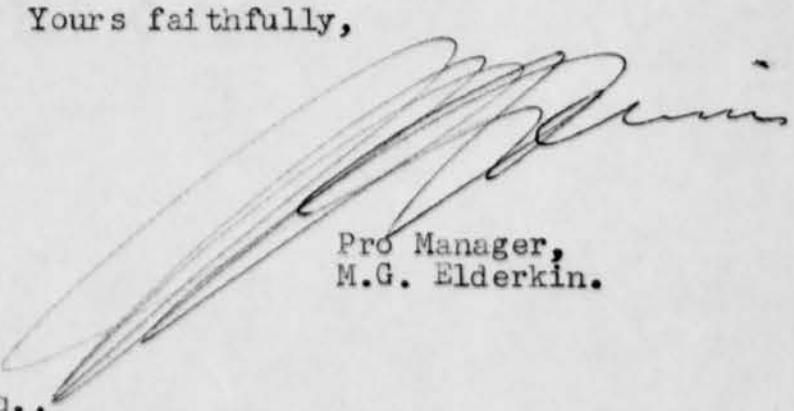
Dear Mr. Carswell,

Corp. of the Village of Saraguay Coupons

As requested, we are pleased to enclose
cancelled coupons due December 1st, 1958, Nos.
1 D001/9 (9 x \$10.00) - LN001/48 (48 x \$20.)
totalling \$1,050., which were charged to your Coupon
Account of the Corporation of the Village of Saraguay.

Kindly acknowledge receipt on the enclosed
copy of this letter.

Yours faithfully,


Pro Manager,
M.G. Elderkin.

J. McK. Carswell, Esq.,
c/o Henry Birks & Sons (Montreal) Ltd.,
Phillips Square,
MONTREAL, Que.

Enclosure.

P14/C,30

THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION
CORPORATION MÉTROPOLITaine DE MONTRÉAL

The Montreal Metropolitan Corporation

Montreal, April 9th 1959.

Mr. J. McK. Carswell,
3 Martin Street,
SARAGUAY, P.Q.

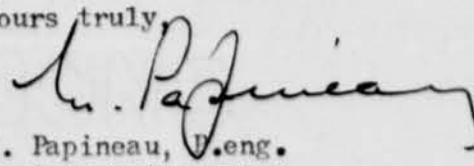
Re: Municipality of
Saraguay

Dear Sir:

Following our telephone conversation of today,
I am pleased to enclose herewith three copies of a questionnaire
pertaining to the assessment list of the municipality of Saraguay.

The secretary of The Montreal Metropolitan Corporation
would appreciate it if you would return a copy duly completed on/or
before April 13th for the preparation of an assessment list relative
to the cost of the Metropolitan Boulevard, which must be homologated
on the 15th of April next.

Yours truly,


M. Papineau, Eng.
Assistant inspector

MP/jv
enclosures 3

April 13, 1959.

The Montreal Metropolitan Corporation,
506 St. Catherine St. East,
Montreal, P.Q.

Attention: Mr. Pepineau.

Dear Sir:

In reply to your letter of April 9, I am
enclosing herewith one copy duly completed and signed, of
a questionnaire pertaining to the assessment list of the
municipality of Sorel.

Yours very truly,

—
J. McK. Carswell,
Secretary-Treasurer.

JMC:pm



Dossier de pièces réunies

DÉBUT

LA CORPORATION DE MONTREAL METROPOLITAIN

506 EST, RUE STE-CATHERINE

MONTRÉAL

EXTRAIT du procès-verbal d'une séance
générale de La Corporation de
Montréal Métropolitain, tenue le 15 avril 1959.

Soumis état daté du 14 avril 1959, montrant les chiffres des évaluations taxables dans les municipalités métropolitaines devant servir de base aux actes de répartitions de La Corporation de Montréal Métropolitain, pour payer les intérêts et remboursements de capital sur emprunts relatifs à la construction du Boulevard Métropolitain. Les chiffres des évaluations municipales certifiés par les officiers autorisés de toutes les municipalités de l'Île de Montréal ayant été équilibrés en se servant du pourcentage d'augmentation ou de diminution recommandé par le rapport de Me. Parent, C.R. Les mêmes remarques faites par le représentant de la ville de Montréal-Est, Monsieur le maire Roland McDuff s'appliquent, quant à ces évaluations.

RESOLU:

Que les chiffres des rôles d'évaluation dans les municipalités métropolitaines apparaissant à l'état soumis, lesquels devront être modifiés, conformément aux remarques de M. Roland McDuff, soient approuvés et homologués.

Que la préparation des actes de répartitions de La Corporation de Montréal Métropolitain pour payer les intérêts et remboursements du capital sur emprunts relatifs à la construction du Boulevard Métropolitain et l'envoi des comptes aux municipalités concernées soient autorisés, en tenant compte des changements à apporter à l'état servant de base à la préparation des dits actes de répartitions pour faire suite aux remarques de M. Roland McDuff.

LA CORPORATION DE MONTREAL METROPOLITAIN

506 EST, RUE STE-CATHERINE

MONTRÉAL

EXTRAIT du procès-verbal d'une séance générale de La Corporation de Montréal Métropolitain, tenue le 15 avril 1959.

-2-

Avec la mention, sous la réserve des droits de la cité d'Outremont, que son représentant, son Honneur le Maire R. Bourque, demande d'inscrire au procès-verbal.

(VRAI EXTRAIT)

" A D D P T E E "

Toutes les municipalités
Dossier 5

Roland Chagnon, c.a.
Président

Certifié vrai extrait,
Guy Vilandre
Guy Vilandre,
Assistant secrétaire.

LA CORPORATION DE MONTREAL METROPOLITAIN

THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

Extraits des rôles d'évaluation devant servir de base aux actes de répartition du Boulevard Métropolitain pour l'année 1959.

Extracts of the valuation rolls to be used as a basis of the assessment of the Metropolitan Boulevard expenses for the year 1959.

Municipalité	Montant rôle des municipalités	Pourcentage + ou - recommandé par Me Parent,c,r.	Montant du rôle modifié
Municipality	Amount of valuation rolls	Percentage + or - recommended by Me Parent,q.c.	Amount of the modified roll.
Cité de Montréal	\$2,464,266,630.00	0.0	\$2,464,266,630.00
" Saint-Laurent	165,230,311.00	+ 3.1	170,352,450.00
Ville Mont-Royal	72,120,000.00	+ 104.5	147,485,563.00
Cité de Verdun	109,661,650.00	+ 6.4	116,679,995.00
" de Westmount	84,408,433.00	+ 24.7	105,257,315.00
" de Lachine	68,858,815.00	+ 52.0	104,665,398.00
Ville Montréal-Est	34,253,810.00	+ 78.9	61,280,066.00
Cité d'Outremont	60,864,550.00	+ 45.1	88,314,462.00
" Saint-Michel	71,729,695.00	+ 13.6	81,484,933.00
" LaSalle	85,085,134.00	- 7.2	78,959,004.00
" Dorval	69,182,250.00	- 11.9	60,949,562.00
V. Pointe Claire	56,850,390.00	- 2.9	55,201,728.00
Cité Montréal-Nord	39,680,901.00	+ 27.7	50,672,510.00
V. Côte St-Luc	40,148,162.00	- 11.5	35,531,123.00
Cité de Pte-aux-Trembles	22,415,820.00	+ 34.6	30,171,694.00
Ville de Beaconsfield	29,793,473.00	- 0.7	29,584,918.00
" de Hampstead	22,319,319.00	+ 18.1	26,359,116.00
Corp. P.Ste-Geneviève	20,241,895.00	- 1.8	19,877,540.00
Ville Montréal-Ouest	19,472,091.00	0.0	19,472,091.00
" Saint-Pierre	7,570,554.00	+ 145.7	18,600,851.00
" Riv. des Prairies	14,521,289.00	+ 12.5	16,336,450.00
" Baie d'Urfé	13,102,770.00	+ 5.6	13,836,525.00
" d'Anjou	13,504,076.00	+ 0.5	13,571,596.00
" Roxboro	12,106,328.00	- 5.9	11,392,054.00
St-Léonard Port Maurice	2,337,996.00	+ 232.2	7,766,822.00
Ste-Anne de Bellevue	7,180,839.00	- 3.6	6,922,328.00
Ville Senneville	5,864,480.00	+ 16.4	6,826,254.00
V.Ste-Geneviève de P.	4,300,490.00	+ 2.7	4,416,603.00
Dollard des Ormeaux	3,119,176.00	+ 41.0	4,398,038.00
Par.St-Joachim,Pte Claire	2,856,390.00	+ 39.1	3,973,223.00
Ville de Saraguay	1,521,700.00	+ 23.9	1,805,386.00
Par.Ste-Anne du B.de l'Ile	269,005.00	+ 316.7	1,120,944.00
	\$3,624,839,502.00		\$3,857,613,187.00

/ jv.



Dossier de pièces réunies

FIN

LA CORPORATION DE MONTREAL METROPOLITAIN

THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

MONTREAL

le 24 avril 1959

Monsieur le Président,
MM. les Membres,
La Corporation de Montréal Métropolitain,
506 est rue Ste. Catherine,
Montréal, Qué.

RE: Boulevard Métropolitain
Rond-Point Décarie
Nouvelle homologation.

Messieurs,

A son assemblée tenue le 6 février 1959, la Commission Métropolitaine de Montréal a résolu d'approuver un nouveau projet soumis par ses ingénieurs concernant la construction du Boulevard Métropolitain à l'intersection du Boulevard Décarie.

Pour exécuter ce projet, il faut exproprier une plus grande quantité de terrains et modifier, à cet effet, les plans d'homologation existants.

Conformément à l'autorisation que j'ai reçue, j'ai fait préparer par un arpenteur-géomètre un nouveau plan que la Corporation de Montréal Métropolitain devra approuver à une assemblée spécialement convoquée à cette fin.

Ce nouveau plan d'homologation qui porte le numéro BM-H-24-2 a été préparé par l'arpenteur Luc Gagnon, en date du 27 février 1959, et modifie le plan no. BM-S-3 homologué le 11 décembre 1931; le plan BM-S-13 homologué le 11 septembre 1952; et remplace les plans numéros BM-H-24, BM-H-25 homologués le 3 octobre 1956 et le plan BM-H-24-1 homologué le 24 septembre 1958.

La valeur municipale du surplus de terrain à exproprier est de \$510,838.67 et les bâtisses sont évaluées à \$304,567.00. Le prix de l'expropriation que fixera la Régie des Services Publics sera certainement beaucoup plus élevé.

Respectueusement soumis,

JNL/lstj.

L'INGENIEUR EN CHEF,
J.Nap. Langelier, Ing. P.

CABINET DU SECRÉTAIRE

VICTOR 2-9714*

OFFICE OF THE SECRETARY

LA CORPORATION DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

506 EST, RUE STE-CATHERINE - 506 ST. CATHERINE STREET EAST
MONTREAL

May 4th 1959

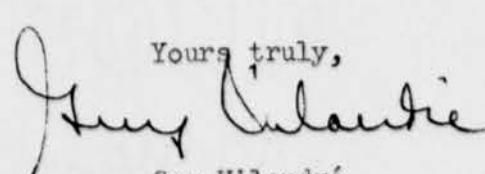
Secretary-Treasurer,
Town Hall,
3 Martin st.,
Saraguay, Que.

RE: Metropolitan Boulevard

Dear Sir,

I beg to advise your municipality, that the Montreal Metropolitan Corporation will hold a special meeting at the city hall, of City of Montreal, Thursday May 28th 1959, at 3:30 P.M. (daylight saving time), in order to proceed with the homologation of plan no. BM-H-24-2, amending certain plans which were homologated previously, accompanied with a report and estimates of our chief engineer, in accordance with the law.

Yours truly,



Guy Vilandré
Assistant secretary

GV/JD
Ann.

CABINET DU SECRÉTAIRE

VICTOR 2-9714*

OFFICE OF THE SECRETARY

LA CORPORATION DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

506 EST, RUE STE-CATHERINE - 506 ST. CATHERINE STREET EAST
MONTREAL

May 20th 1959.

Mr. J. McK. Carswell,
Secretary-treasurer,
Town Hall,
SARAGUAY, P.Q.

Dear Sir:

I wish to draw your attention to three articles
of the charter of the Montreal Metropolitan Corporation hereafter
mentioned, which are explicit.

Our organism is anxious to obtain the co-operation
of all the municipalities concerned in order to carry out its obligations
and is hoping to receive their support and collaboration for the fulfil-
ment of its duty as enacted by Act 7-8 Elizabeth II, chapter 52 sanctioned
March the 5th 1959.

According to this Act, the obligations and the powers
granted to the Montreal Metropolitan Commission by any previous laws be-
come those of the Metropolitan Corporation and the latter is, for all pur-
poses substituted to the Montreal Metropolitan Commission.

The following laws therefore are applicable to the
new organism:

Law 14, George V, chapter 107 (No. 180 in margin).

Plans
etc.
approved
by Com-
mission.

14.- Every plan or proposal for the opening or ex-
tension of a street or for the construction of a
collecting sewer or of an aqueduct main pipe, in any
municipality under the control of the Commission
whenever such street, sewer or pipe joins the
territory of another municipality, must, prior to
its execution, be approved by the Commission;
otherwise it shall be without effect.

does not affect Saraguay unless such works are extended into our municipality
Ebd

LA CORPORATION DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

Mr. J. McK. Carswell

(Cont'd)

Law 18, George V, chapter 120 (Nos. 220-221 in margin)

Submission of plans to Commission for certain works.

13.- Every municipality on the Island of Montreal, except the city of Montreal, shall, before ordering the opening, divergence or closing of a street or public road, the construction of sewers or water conduits, submit its proposal, with the plans relating thereto, to the Commission and obtain its approval.

Injunction for unapproved works.

The Commission may, by proceedings for an injunction taken in its name, prevent or stop the carrying out of such project or work which has not been approved by it, with costs against the municipality in default.

Law 19, George V, chapter 103 (No. 228 in margin).

Approval of Commission to construct.

1.- No municipality situated on the Island of Montreal, except the City of Montreal, shall grant to any company, corporation or person whomsoever, authorization to construct waterworks within or outside the limits thereof, or grant to any company, corporation or person any franchise or privilege for such purpose, nor may such municipality itself construct waterworks or continue for over five years an existing contract for supplying water, without the previous approval of the Commission. Without such approval, all by-laws, resolutions and contracts made or passed in connection with any of the matters enumerated in this section shall be null and void, and the Commission may in its own name institute any judicial proceedings it may see fit to prevent the execution thereof.

*How did we get
the approval for
the waterworks last
year without
submission to the
M.M. Commission?*

Yours truly,

E. Brisebois
E. Brisebois,
Secretary.

EB/jv

May 26, 1959

Montreal Metropolitan Corporation
506 St. Catherine Street East
Montreal

Attention: The Secretary

Dear Sirs;

We are in receipt of an invoice to the amount of \$415.75 for interest and sinking fund on the monies raised for the construction of the Metropolitan Boulevard. It is considered very unbusinesslike that an invoice of this nature should be rendered without details as to the amounts of the capital sum or the period for which this interest is due. Will you please supply this additional information in order to complete our records so that the payments can be authorized by our Municipality.

Yours very truly,

E.V. Leipoldt
Mayor.

June 15, 1959.

Mr. E. Brisebois,
Secretary,
The Montreal Metropolitan Corporation,
506 St. Catherine Street East,
Montreal, P.Q.

Dear Mr. Brisebois:

In reply to your letter of May 28, we take pleasure in enclosing herewith a copy of our latest financial report which we had to obtain from our auditors as we did not have an extra copy available.

Our tax rate is 40¢ per \$100-valuation, plus other special taxes for snow removal and for re-servicing roads, etc. Our Protestant School taxes are paid directly to the Protestant Central School Board of Greater Montreal, and the rates are therefore set by them. The rate for this coming year, starting July 1st, is \$1.10 per \$100-valuation, which will apply to our new roll to be produced very shortly.

The Roman Catholic School taxes are based somewhat on the roll which we submit to them, but we understand that they reduce it and then apply their own rates, but I am not sure what those rates are. You could obtain this information by contacting Mr. Emile Belanger, secretary-treasurer, R. C. School Commission of Cote St. Louis, 260 Bois-Franc Road, Ville St. Laurent.

I trust that the above is a satisfactory reply to your letter, but we would like to point out that we have not heard from you in reply to the letter which our Mayor sent you concerning details of our assessment for the new Metropolitan Boulevard, and we would appreciate hearing from you as soon as possible in this connection.

Yours very truly,
VILLAGE OF SARAGUAY.

J. McK. Carswell,
Secretary-Treasurer.

JMC:pm
Encls.

CABINET DU SECRÉTAIRE

VICTOR 2-9714*

OFFICE OF THE SECRETARY

LA CORPORATION DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

506 EST, RUE STE-CATHERINE - 506 ST. CATHERINE STREET EAST
MONTREAL

June 23rd 1959.

Mr. E.V. Leipoldt, Mayor,
Village of Saraguay,
3 Martin ave,
Saraguay, P.Q.

Dear Sir:

We are sorry of the delay in furnishing you the detailed figures in connection with the Metropolitan Boulevard assessment.

We enclose two copies of the statement in connection with said assessment.

We are getting organised now so as to give satisfaction for the future.

Yours truly,
Guy Vilandré
Guy Vilandré,
assistant secretary.

GV/PV

CABINET DU PRÉSIDENT

VICTOR 2-9714*

OFFICE OF THE PRESIDENT

LA CORPORATION DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

506 EST, RUE STE-CATHERINE - 506 ST. CATHERINE STREET EAST
MONTREAL

May 28th 1959

Mr. J. McK. Carswell,
Secretary-treasurer,
Town Hall of Saraguay,
3 rue St. Martin,
Saraguay, Que.

Dear Sir,

I would be greatly obliged to you, if you would kindly send to my office a copy of the latest Financial Report of your municipality; also the tax rates, municipal and school.

Our Corporation will eventually play a very important part in the municipal field and relies on the fullest cooperation of all the Island of Montreal Municipalities, for the carrying out of the duties conferred upon it, by an Act of the Legislature, last March.

I would be very appreciative, if you would meet my request in the least possible delay.

Thanking you, I remain,

Yours truly,

E Brisebois
E. Brisebois,
Secretary.

EB/JD

LA CORPORATION DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

October 9th 1959.

His Worship Mayor E.V. Leipoldt,
9245 Gouin Boul. West,
Saraguay, P.Q.

Dear Sir:

In the interest of obtaining the objective for which it was instituted, the Montreal Metropolitan Corporation asked its auditor to undertake a financial study of the Municipalities on the Island of Montreal as well as of the Catholic and Protestant School Commissions in the metropolitan district.

Always aware of the daily tasks confronting your office, I must insist personally upon the vital importance of the investigation undertaken by our organization and earnestly request the valuable cooperation which you can bring to this enterprise.

So that our Corporation may be completely informed as to the needs of the municipalities and school commissions and contract its future obligations, bearing in mind your requirements, I would be most grateful if you would, before the 15th of October 1959, complete the questionnaire forwarded to you by our auditor, who in turn, would be only too pleased to help you in filling it.

With the hope that the Montreal Metropolitan Corporation may always rely upon your complete cooperation in the solution of problems, metropolitan in character, I remain,

Yours truly,

Roland Chagnon, C.A.,
Chairman.

Gérard Deslierves, C.A.,
Auditor,
Re. 3-3371.

P14/C,30

CABINET DU SECRÉTAIRE

VICTOR 2-9714*

OFFICE OF THE SECRETARY

LA CORPORATION DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

506 EST, RUE STE-CATHERINE - 506 ST. CATHERINE STREET EAST

MONTREAL

October 9, 1959.

Mr J.M.Carswell, Treasurer
3 St.Martin st.,
Saraguay
P.Q.

Dear Sir:

Would you kindly furnish us with a statement of the amount of your valuation roll currently in force, which will serve as a basis for apportionment by us according to law.

I would also be grateful if you would complete the enclosed questionnaire which will be attached to the statement and become part of the record.

Thanking you for your kind attention to this matter, I remain

Yours truly,
Guy Vilandré
Guy Vilandré,
Assistant-Secretary.

P14/C,30

October 19, 1959.

Mr. Guy Vilandre,
Assistant-Secretary,
The Montreal Metropolitan Corporation,
506 St. Catherine Street East,
Montreal, P.Q.

Dear Sir:

In reply to your letter of October 9, received
October 15, enclosed herewith is the completed questionnaire which
you requested.

I hereby certify that the evaluation roll from the
Village of Saraguay, for the year 1959, is as follows:

Building	\$1,122,600.
Land	<u>1,131,000.</u>
Total	\$2,253,600.

Certified correct.

J. McK. Carswell,
Secretary-Treasurer.

JMC:pm
Encl.



Procès-Verbal ou Copie de Resolution du 25 novembre 1959

CORPORATION MUNICIPALE de la VILLE de ROXBORO
MUNICIPAL CORPORATION of the TOWN of ROXBORO

Province de Québec
District de Roxboro

A la session du conseil de la Corporation Municipale de la Ville de Roxboro
At the meeting of the Council of the Municipal Corporation of the Town of Roxboro

tenue le 25 novembre 1959 et à laquelle est présent son honneur
held the twenty-fifth day of November 1959 and at which is present His Worship

le maire M.
the Mayor Mr. René Labelle

et les échevins suivants: W. Marroden
and the following aldermen: Phil. Tellier
B. W. Mc Carthy
Réal Dubois

tous formant quorum sous la présidence du maire.
all forming quorum under the presidency of the Mayor.

M.
Mr. Gérard Gougeon

Secrétaire-Trésorier est aussi présent.
Secretary-Treasurer is also present.

Proposé par M. l'échevin
Proposed by Alderman, Mr. Phil. Tellier

Secondé par M. l'échevin
Seconded by Alderman, Mr. B. W. Mc Carthy et résolu unanimement:
, and resolved unanimously:

Que
That

Le coût de construction et d'entretien du boulevard métropolitain sur l'île de Montréal ne devraient pas être à la charge des municipalités sur l'île, plusieurs d'entre elles, y compris la ville de Roxboro étant très éloignée du boulevard et dont les citoyens ne se serviront dudit boulevard que dans une mesure très limitée;

Le boulevard devrait être une route à péage, ledit péage devant être payé par les usagers du boulevard;

Les gouvernements supérieurs, Fédéral et Provincial, devraient chacun contribuer au coût ci-haut mentionné;

De façon à ce que toutes les parties concernées soient informées de ce qui précède une copie de la présente résolution soit envoyée à :

L'Honorable Ministre du transport, Ottawa.
L'Honorable Premier Ministre de la Province de Québec.
La Corporation de Montréal Métropolitain.
Les Municipalités sur l'île de Montréal.

Adopté unanimement

Gérard Gougeon
Secrétaire-trésorier

Copie certifiée conforme

TELEPHONE
VICTOR 5-4221

CABLE ADDRESS
"ROYALTRUST"

The Royal Trust Company
EXECUTORS AND TRUSTEES

PLEASE ADDRESS MAIL TO
P.O. BOX 730 PLACE D'ARMES
MONTREAL 1.

105 ST. JAMES STREET WEST

Montreal, 27th November, 1959.

IN REPLYING PLEASE QUOTE ACCTG.

Village of Saraguay,
c/o J. Mck. Carswell, Sec. Treas.,
3 Martin Ave.,
Sarguay, Que.

Dear Sirs,

Due to the further rise in interest rates and the cost
of money to us, we find it necessary to make another
adjustment in our interest rates on demand loans and
renewals of time loans. Accordingly, from the 1st
December next the rate of interest on your loan will
be increased to $6\frac{1}{2}\%$.

Yours faithfully,

K.C. Alexander
K.C. Alexander,
Manager,
Accounting Department.

THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

APPORTIONMENT FOR THE YEARS 1959 & 1960 RE: DEBT SERVICE & MAINTENANCE OF

THE METROPOLITAN BOULEVARD

Municipalities	Revised valuations	% of apportionment	1959	1960	Total
Montreal	\$ 2,941,875,922.	64.68	\$1,875,680.71	2,237,072.99	4,112,753.70
St. Laurent	197,497,973.	4.34	125,920.72	150,182.19	276,102.91
Mount Royal	168,118,136.	3.70	107,188.73	127,841.06	235,029.79
Verdun	121,064,985.	2.66	77,188.59	92,060.72	169,249.31
Westmount	114,062,355.	2.51	72,723.85	86,735.75	159,459.60
Lachine	109,175,640.	2.40	69,608.18	83,019.77	152,627.95
Outremont	91,129,575.	2.00	58,102.38	69,297.11	127,399.49
La Salle	89,660,486.	1.97	57,165.72	68,179.98	125,345.70
St. Michel	86,942,130.	1.91	55,432.55	66,112.88	121,545.43
Montreal-North	77,688,395.	1.71	49,532.55	59,076.12	108,608.67
Dorval	69,557,390.	1.53	44,348.39	52,893.11	97,241.50
Pointe Claire (Town)	66,816,618.	1.47	42,600.93	50,808.96	93,409.89
Montreal-East	65,082,239.	1.43	41,495.12	49,490.19	90,985.22
Côte St. Luc	55,716,410.	1.22	35,523.66	42,368.09	77,891.75
Pointe-aux-Trembles	39,629,800.	0.87	25,267.16	30,135.45	55,402.61
Beaconsfield	35,695,778.	0.78	22,758.91	27,143.93	49,902.84
Hampstead	27,863,385.	0.61	17,765.13	21,187.99	38,953.12
Pierrefonds	25,204,982.	0.55	16,070.19	19,166.47	35,236.66
Ville d'Anjou	25,000,110.	0.55	15,939.56	19,010.68	34,950.24
Montreal-West	22,354,270.	0.49	14,252.63	16,998.72	31,251.35
St. Leonard-de-Port-Maurice	20,376,630.	0.45	12,991.73	15,494.88	28,486.61
St. Pierre	18,926,385.	0.42	12,067.08	14,392.08	26,459.16
Riviere-des-Prairies	18,427,675.	0.41	11,749.11	14,012.85	25,761.96
Baie d'Urfee	15,723,324.	0.35	10,024.87	11,956.39	21,981.26
Roxboro	12,685,656.	0.28	8,088.12	9,646.48	17,734.60
Senneville	8,622,432.	0.19	5,497.49	6,556.71	12,054.20
Ste-Anne-de-Bellevue	7,180,839.	0.16	4,578.36	5,460.48	10,038.84
Dollard-des-Ormeaux	5,350,665.-	0.12	3,411.48	4,068.77	7,480.25
Sainte-Genevieve	3,846,480.	0.08	2,452.44	2,924.96	5,377.40
Pointe Claire (Parish)	3,521,525.	0.08	2,245.25	2,677.85	4,923.10
Saraguay	2,253,600.	0.05	1,436.85	1,713.69	3,150.54
Ste-Anne-du-Bout-de-l'Ile	1,345,025.	0.03	857.56	1,022.79	1,880.35
	\$ 4,548,396,815.	100.00	\$2,899,966.00	\$3,458,710.00	\$6,358,676.00

Debt service	Estimated expenses 1959	Estimated expenses 1960	Total
The Montreal Metropolitan Corporation	\$ 1,482,669.00	\$ 2,280,038.00	
City of Montreal	\$ 1,417,297.00	\$ 768,672.00	
	\$ 2,899,966.00	\$ 3,048,710.00	
Plus: Maintenance in 1960:	-	410,000.00	
TOTAL:	\$ 2,899,966.00	\$ 3,458,710.00	\$ 6,358,676.00

Montreal, December 1st, 1959.

J.R. French
Trésorier

LA CORPORATION DE MONTREAL METROPOLITAIN

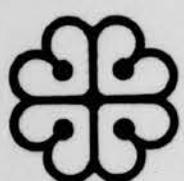
REPARTITION DES DEPENSES D'ADMINISTRATION POUR L'ANNEE 1960 (\$ 608,280.00)

<u>Municipalités</u>	<u>Evaluation révisée</u>	<u>% de la répartition</u>	<u>Dépenses d'administration (Répartition)</u>
Cité de Montréal	\$ 2,941,875,922.	70.53	\$ 429,022.66
Cité de St-Laurent	197,497,973.	4.73	28,801.73
Ville Mont-Royal	168,118,136.	4.03	24,517.18
Cité de Verdun	121,064,985.	2.90	17,655.27
Cité de Westmount	114,062,355.	2.75	16,634.06
Cité de Lachine	109,175,640.	2.62	15,921.42
Cité d'Outremont	91,129,575.	2.18	13,289.70
Cité de La Salle	89,660,486.	2.15	13,075.46
Cité de Saint-Michel	86,942,130.	2.08	12,679.03
Cité de Montréal-Nord	77,688,395.	1.86	11,329.53
Ville de Montréal-Est	65,082,239.	1.56	9,491.14
Cité de Pointe-aux-Trembles	39,629,800.	0.95	5,779.33
Ville de Hampstead	27,863,385.	0.67	4,063.40
Ville de Montréal-Ouest	22,354,270.	0.54	3,260.00
Ville Saint-Pierre	<u>18,926,385.</u>	<u>0.45</u>	<u>2,760.09</u>
	\$ 4,171,071,676.	100.00	\$ 608,280.00
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>

French

J. R. French
Trésorier

Montréal, le 1er décembre 1959



Dossier de pièces réunies

DÉBUT

P14/C,30

City of Verdun

HÔTEL DE VILLE



City of Verdun

CITY HALL

BUREAU DU GREFFIER
CITY CLERK'S OFFICE

Verdun, Que.

December 2, 1959.

The Secretary,
Village of Saraguay,
City Hall,
SARAGUAY, P.Q.

re: Metropolitan Boulevard

Dear Sir:-

Enclosed please find copy of a resolution
adopted by the Council of the City of Verdun on the
23rd November last.

Yours truly,

A handwritten signature in cursive ink, appearing to read "W.H. Dugay".
City Clerk.

Encl.
jnl.

CITÉ DE VERDUN
HOTEL DE VILLE



CITY OF VERDUN
CITY HALL

VERDUN, P.Q.

E X T R A C T

From the Minutes of a Meeting of
the Council of the City of Verdun,

Held the 23rd November 1959
Tenue le 23 novembre, 1959.

E X T R A I T

Du procès-verbal d'une Assemblée
du Conseil de la Cité de Verdun,

METROPOLITAN BOULEVARD

Proposed by Alderman Jeanneau,
Seconded by Alderman O'Reilly

AND UNANIMOUSLY RESOLVED, as follows:-

- 1.- That the cost of construction and maintenance of the Metropolitan Boulevard on the Island of Montreal should not be paid for by the municipalities on the Island, many of which are far removed from the Boulevard, including the City of Verdun, and whose citizens would only use it to very limited extent.
- 2.- That the Boulevard should be a toll road, the toll to be paid by the users.
- 3.- That the superior Governments, Federal and Provincial should each contribute to the said cost.
- 4.- That, in order to present the above to all parties concerned, a copy of this resolution shall be sent to the following:

Hon. Minister of Transport, Ottawa,
Hon. Prime Minister of the Province
of Quebec,
Montreal Metropolitan Corporation,
Municipalities on the Island of
Montreal.

BOULEVARD METROPOLITAIN

Proposé par l'Echevin Jeanneau,
Secondé par l'Echevin O'Reilly

ET UNANIMENT RESOLU, comme suit:-

- 1.- Que le coût de construction et d'entretien du Boulevard Métropolitain sur l'Île de Montréal ne devrait pas être à la charge des municipalités sur l'Île, plusieurs d'entre elles, y compris la Cité de Verdun, étant très éloignées du Boulevard et dont les citoyens ne se serviront dudit Boulevard que dans une mesure très limitée.
- 2.- Que le Boulevard devrait être une route à péage, ledit péage devant être payé par les usagers du Boulevard.
- 3.- Que les gouvernements supérieurs, Fédéral et Provincial, devraient chacun contribuer au coût ci-haut mentionné.
- 4.- Que, de façon à ce que toutes les parties concernées soient informées de ce qui précède, une copie de la présente résolution soit envoyée à :

L'Hon. Ministre du Transport, Ottawa,
L'Hon. Premier Ministre de la
Province de Québec,
La Corporation de Montréal Métropolitain,
Les municipalités sur l'Île de
Montréal.

CERTIFIED TRUE EXTRACT
CERTIFIÉ VRAI EXTRAIT.

H. Burgess
City Clerk - Greffier



**Dossier de
pièces réunies**

FIN



**Dossier de
pièces réunies**

DÉBUT

RENÉ LABERGE
DIRECTEUR DES FINANCES

HÔTEL DE VILLE
TEL. MELROSE 7-4411



Lachine, P.Q. le 10 décembre 1959

Monsieur J. McK. Carswell,
Secrétaire-Trésorier,
Hôtel de Ville,
3- Avenue Martin,
Saraguay,

Cher Monsieur,

Je vous transmets copie d'une résolution approuvée par le conseil de la Cité de Lachine, lors d'une assemblée tenue le 23 novembre 1959, priant le Gouvernement Provincial de n'accorder aucun pouvoir additionnel à la Corporation de Montréal Métropolitain, tant et aussi longtemps que la dite Corporation n'aura pas considéré la possibilité d'obtenir une aide financière des Gouvernements Fédéral et Provincial, relativement à la construction du nouveau Boulevard Métropolitain.

Veuillez me croire

Votre bien dévoué,

RL/GD

Directeur des Finances de la Cité
de Lachine.

PROVINCE DE QUEBEC

CITE DE LACHINE.

Assemblée générale du conseil municipal de la Cité de Lachine, tenue suivant les dispositions de la charte de la dite Cité, en l'Hôtel de Ville de la Cité, dans la Cité de Lachine, Lundi le Vingt-troisième jour de Novembre, Mil neuf cent cinquante-neuf, à Huit heures du soir, à laquelle sont présents:-

Son Honneur le Maire, Monsieur Louis-Joseph Gaston et Messieurs les Echevins John Linford, Eugène Farineau, Raymond Rock, Cuthbert S. Saunders, Léopold Lamoureux et Albert Lacroix, formant le quorum du susdit conseil, sous la présidence de Son Honneur le Maire.

ATTENDU que le Président de la Corporation de Montréal Métropolitain, Monsieur Roland Chagnon, a suggéré qu'une augmentation de taxes immédiate de VINGT CENTINS (\$0.20) du CENT DOLLARS (\$100.00) d'évaluation serait à conseiller afin de payer les projets métropolitains futurs;

ATTENDU que la Cité de Lachine doit pourvoir en ce moment à une taxe supplémentaire de QUATORZE CENTINS (\$0.14) du CENT Dollars (\$100.00) d'évaluation pour la construction du nouveau Boulevard Métropolitain, lequel est loin d'être complété;

ATTENDU que la Cité de Lachine a maints projets de construction futurs tels qu'un égout collecteur, une usine de filtration, un réservoir, etc.,;

ATTENDU que le Gouvernement Fédéral a, dans le passé, consenti à considérer ce boulevard comme partie de la route Trans-Canada et était consentant à en payer sa part;

ATTENDU que la Corporation de Montréal Métropolitain n'a pas encore demandé au Gouvernement Provincial de contribuer pour une part substantielle dans le coût du susdit nouveau Boulevard Métropolitain;

ATTENDU que la dite Corporation de Montréal Métropolitain ne devrait entreprendre aucun autre projet avant qu'elle ne soit assu-

- 2 -

rée d'obtenir l'aide financière des gouvernements fédéral et provincial,

Proposé par Monsieur l'Echevin Raymond Rock, secondé par Monsieur l'Echevin Léopold Lamoureux,

QU'IL SOIT RESOLU:-

Que le Gouvernement Provincial soit prié par la présente de n'accorder aucun pouvoir additionnel à la Corporation de Montréal Métropolitain tant que la dite Corporation n'aura étudié les possibilités d'obtenir une aide financière des gouvernements fédéral et provincial et que copie de la présente soit transmise à l'Honorable Premier Ministre Paul Sauvé ainsi qu'à l'Honorable Paul Dozois, Ministre des Affaires Municipales de la Province, pour attention et que copie de la présente soit également transmise à toutes les Cités et Villes de l'Île de Montréal pour appui auprès de leur député respectif,

"Adoptée à l'unanimité."

Vrai extrait du livre des délibérations du conseil de la Cité.

Paul Saout
Greffier de la Cité de Lachine.



**Dossier de
pièces réunies**

FIN



**Dossier de
pièces réunies**

DÉBUT

Cité de Verdun

HÔTEL DE VILLE



City of Verdun

CITY HALL

BUREAU DU GREFFIER
CITY CLERK'S OFFICE

Verdun, Que.

le 17 décembre, 1959.
17th December, 1959.

The Secretary,
Village of Saraguay,
City Hall,
SARAGUAY, P.Q.

Cher Monsieur,
Dear Sir,

Re: Boulevard Métropolitain

J'ai reçu instruction de vous faire parvenir copie d'une résolution adoptée par le Conseil de la Cité de Verdun le 14 décembre 1959, laquelle vous trouverez ci-annexée, ainsi que copies des résolutions adoptées les 2 et 28 octobre 1958 qui y sont mentionnées.

En ce qui concerne la résolution du 23 novembre 1959, cette dernière vous a été envoyée le 2 décembre dernier.

Sincèrement vôtre,

Re: Metropolitan Boulevard

I am instructed to forward you the enclosed copy of resolution adopted by the City Council of Verdun on the 14th December 1959, as well as copies of resolutions adopted on the 2nd and 28th October 1958, mentioned therein.

As respects the resolution of the 23rd November 1959, this was forwarded to you on the 2nd December last.

Sincerely yours,

A.J. Burgess
Greffier - City Clerk

City de Verdun

HÔTEL DE VILLE



City of Verdun

CITY HALL

BUREAU DU GREFFIER
CITY CLERK'S OFFICE

Verdun, Que.

E X T R A C T

From the Minutes of a meeting of the Council of the City of Verdun
Held the 14th December, 1959.

METROPOLITAN BOULEVARD

SUBMITTED from the Montreal Metropolitan Corporation an apportionment among the municipalities on the Island of Montreal of the debt service and maintenance of the Metropolitan Boulevard for the years 1959 and 1960. The portion payable by the City of Verdun is \$169,249.31 on a total sum of \$6,358,676.00.

After deliberation, it is

UNANIMOUSLY RECOMMENDED that the City of Verdun again vigourously protests against the present law which requires all municipalities on the Island of Montreal to bear the extremely heavy burden of the cost of expropriation, construction and maintenance of the said Boulevard, and reiterates its previous resolutions of objection dated the 2nd and 28th October 1958 and the 23rd November 1959.

The City of Verdun is of the opinion that as the total cost of the Boulevard, as recently estimated by the Montreal Metropolitan Corporation, is not less than ONE HUNDRED AND TWENTY-TWO MILLION DOLLARS (\$122,000,000.00), it is reasonable to assume that the final cost may be considerably in excess of this sum. In any event, the municipalities will be forced, under the existing law, to impose special taxes on their proprietors, to pay their respective apportionments. Such a burden will seriously affect the financial position of all municipalities concerned, including that of the City of Verdun.

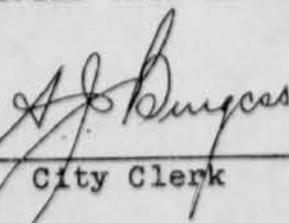
The City of Verdun, therefore, again submits that this Boulevard, which is a highway of intercity, interprovincial, national and international purpose, should be financially supported, both as to construction and maintenance, by the governments of Canada and the Province of Quebec, and that in any event it should be a toll highway payable by those who use it.

The City of Verdun respectfully requests the Montreal Metropolitan Corporation to immediately press the Government of the Province of Quebec to amend the existing law, so that the present and future burden on the municipalities may be alleviated by a broader and more equitable division of the financial responsibility.

ALSO RECOMMENDED that a copy of this resolution, as well as the resolutions above mentioned, shall be transmitted to the following:

Hon. Minister of Transport, Ottawa,
Hon. Prime Minister of the Province of Quebec,
Montreal Metropolitan Corporation,
Municipalities on the Island of Montreal.
Hon. Minister of Municipal Affairs, Quebec.

CERTIFIED TRUE EXTRACT



City Clerk

Cité de Verdun

HÔTEL DE VILLE



City of Verdun

CITY HALL

BUREAU DU GREFFIER
CITY CLERK'S OFFICE

Verdun, Que.

EXTRAIT DU PROCES VERBAL D'UNE ASSEMBLEE GENERALE
DU CONSEIL DE LA CITE, ADOpte LE 28 OCTOBRE, 1958

BOULEVARD METROPOLITAIN

Proposé par l'Echevin Cool,
Secondé par l'Echevin Joannette,

Etant donné que la Commission Métropolitaine doit ouvrir des soumissions mercredi le 29 octobre 1958, la résolution suivante devra être parvenue à cette Commission avant trois (3) heures p.m. ce même jour.

IL EST RESOLU

de demander à la Commission Métropolitaine de Montréal, avant d'octroyer tous nouveaux contrats ou faire toutes autres dépenses en rapport avec la construction du Boulevard Métropolitain, d'agir comme suit:-

- 1) Il est d'importance capitale de consulter la Cité de Verdun, une des municipalités qui sont ou seront appelées à contribuer pour le paiement de la construction dudit Boulevard.
- 2) Il est d'importance capitale pour la Cité de Verdun que la Commission donne les estimations du coût total de ce boulevard, et le montant que la Cité de Verdun aura à payer.
- 3) Nous demandons à ladite Commission de ne pas engager la responsabilité financière de la Cité de Verdun en rapport avec la construction de ce boulevard avant d'avoir consulté ladite Cité et discuté avec elle des effets qu'auront ces dépenses sur notre budget et notre crédit.

De plus RESOLU

Que copie de cette résolution soit aussi envoyée au Premier Ministre de la Province, l'Honorable Maurice Duplessis.

Que copie de cette résolution et de la résolution de la Cité en date du 2 octobre 1958 soient parvenues à toutes les municipalités concernées en rapport avec la construction du Boulevard Métropolitain.

EXTRACT FROM THE MINUTES OF A GENERAL SESSION
OF THE CITY COUNCIL, ADOPTED OCTOBER 28, 1958

METROPOLITAN BOULEVARD

Proposed by Alderman Cool,
Seconded by Alderman Joannette,

Seeing that the Montreal Metropolitan Commission is due to open tenders on Wednesday, October 29, 1958, the following resolution must be in the hands of said Commission before three (3) o'clock on that date.

It is RESOLVED

to ask to the Montreal Metropolitan Commission, before granting any new contracts or making any other expenses in connection with the construction of the Metropolitan Boulevard, to do the following:-

- 1) It is very important that the Commission should first consult the City of Verdun, one of the municipalities which are or will be called upon to contribute to the payment of the construction of the said boulevard.
- 2) It is very important for the City of Verdun that the Commission should first inform the City of the estimated total cost of the said boulevard and the amount which the said City of Verdun will have to pay.
- 3) The City requests the Commission not to engage the financial responsibility of the City in connection with the construction of the boulevard before consulting the City and discussing the effects of these expenses on the budget and the credit of the City.

Further RESOLVED

That a copy of this resolution be also sent to the Prime Minister of the Province, the Honorable Maurice Duplessis.

That copy of this resolution and of the resolution dated October 2, 1958 be sent to all municipalities concerned, relative to the construction of the Metropolitan Boulevard.

CERTIFIE VRAI EXTRAIT - CERTIFIED TRUE EXTRACT

A. Burgess

City de Verdun

HÔTEL DE VILLE



City of Verdun

CITY HALL

BUREAU DU GREFFIER
CITY CLERK'S OFFICE

Verdun, Que.

EXTRACT from the Minutes of a meeting of the Council of the
City of Verdun, adopted October 2nd, 1958.

1.- METROPOLITAN BOULEVARD

AGAIN SUBMITTED copy of a letter from Alderman Cool to Mayor Edward Wilson dated the 10th September 1958 requesting information from the Mayor in his capacity as representative of the City on the Metropolitan Blvd. and particularly the portion which the City of Verdun will be called upon to pay.

ALSO AGAIN SUBMITTED the Mayor's reply in the form of a letter from the secretary-treasurer of the Montreal Metropolitan Commission dated the 17th September giving the information requested ALSO SUBMITTED a further letter from the Montreal Metropolitan Commission dated the 1st October 1958.

ALSO SUBMITTED by Alderman Cool a revised draft resolution.

After deliberation it was

RECOMMENDED to adopt the said revised resolution as follows: -

"It is in the public interest to draw the attention of the Prime Minister, the Hon. Maurice Duplessis, on the situation created in the Municipality of Verdun by the Montreal Metropolitan Commission.

"The Commission was established in 1921 to help the municipalities in the metropolitan area.

"The City of Verdun has been submitted to the jurisdiction of that Commission.

"In 1929, the Law 19, Geo. V, Chap. 103, Sec. 3, authorized the construction of the Metropolitan Boulevard.

"In 1951, the Metropolitan Commission, availing itself of the said 1929 law, decided to construct the Metropolitan Blvd., and this without consulting the municipalities concerned, without establishing estimates of the cost of construction, without consulting the said municipalities on the effects of that expense on their financial situation, and without any immediate benefits or advantages for the City of Verdun.

"By letters dated the 17th September and 1st October 1958, the Metropolitan Commission informed "the City of Verdun - as per copies hereto attached - that contracts to the amount of "\$31,315,046.00 were granted and that other contracts to the amount of \$21,325,066.00 were in suspense, and that, moreover, the City of Montreal was to present a bill for the expenses of expropriations, work, survey and others. That amount is not mentioned. The expenses already incurred and those to be incurred would be approximately one hundred million dollars.

"The City of Verdun will be called to pay approximately 4.7% of the cost of construction of

"said Boulevard, which is the proportion established by the Metropolitan Commission, according

"to the property valuation, and there is no appeal from that decision.

"The present debt of the City of Verdun is eight million dollars and its financial situation is very well established, but if we are to add four or five millions, which is 50% or more of

"its present debt, the financial situation of the City of Verdun will be unbearable.

"Without additional revenues, the City is not in a position to assume such new charges, and

"it would be contrary to the principles of good municipal administration to assume charges

"without having additional revenues.

"The City cannot expect any higher revenue from taxes. All the lots in the City of Verdun are constructed and, besides, the City must face expenses for public utility and administration.

"The purpose of the law, when the Metropolitan Commission was established in 1921, was to re-

"establish the finances of the cities unable to meet their expenses, and to supervise also

"the finances of municipalities under its jurisdiction. All the loans contracted by the

"various municipalities had to be approved by the said Commission.

"In 1958, the finances of all municipalities within the metropolitan area are in good condition.

"Consequently, it seems that the Metropolitan Commission has no reason to exist.

"The expenses incurred for the construction of the Metropolitan Boulevard will place the

"municipalities in a similar situation as existed in 1921.

"The Government should take this matter in hand.

"RESOLVED:

"THAT the Metropolitan Commission be abolished;

"THAT an organization should be established to take care of the present municipal requirements

"and needs;

"THAT a board of appeal be formed to hear the various municipalities concerned;

"THAT, in order to meet the said additional expenses, the municipalities receive other

"revenues, apart from the present taxes imposed."

CERTIFIED TRUE EXTRACT

A. B. Dugay

City Clerk

P14/C,30



Dossier de pièces réunies

FIN

Official report of a meeting held on TUESDAY, DECEMBER 22nd, 1959, of representatives of the following municipalities on the Island of Montreal assembled at the City Hall of Montreal North to study and adopt certain measures to diminish the assessment burden of the Metropolitan Boulevard:

Town of Dollard des Ormeaux
City of Lachine
City of Montreal North
City of Pointe-aux-Trembles
City of Pointe Claire
Town of Roxboro
Town of St Leonard de Port Maurice
City of St Laurent
Town of Pierrefonds
Parish of St Joachim de Pointe Claire

His Honor Mayor Lucien Brodeur of the City of Montreal North opened the meeting by welcoming all representatives of municipalities who had accepted the Council's invitation of the City of Montreal North to come and discuss the assessment problem of the Metropolitan Boulevard.

The following representatives signed their name in the record book:

For the Town of Dollard des Ormeaux - Mr. Alfred Labrosse, Alderman
" " City of Lachine - Mr. Louis Joseph Gaston, Mayor
" " City of Montreal North - Mr. Lucien Brodeur, Mayor
" " City of Pointe-aux-Trembles - Mr. Jean Langelier, Mayor
" " City of Pointe Claire - Mr. Art. E. Seguin, Alderman
" " Town of Roxboro - Mr. Phil Yelle, Pro-Mayor
" " Town of St Leonard de Port Maurice - Mr. Antonio Dagenais, Mayor
" " City of St Laurent - Mr. Marcel Laurin, Pro-Mayor
" " Town of Pierrefonds - Mr. Alexander Kuchiran, Pro-Mayor
" " Parish of St Joachim de Pointe Claire - Mr. Armand Letarte, Secretary-Treasurer.

Proposed by His Honor Mayor L.G. Gaston of the City of Lachine,
Seconded by Mr. Alexander Kuchiran, Pro-Mayor of the Town of Pierrefonds,

1.- AND UNANIMOUSLY RESOLVED:

That his Honor Mayor Lucien Brodeur of the City of Montreal North be named President of this meeting.

Proposed by his Honor Mayor L.J. Gaston of the City of Lachine,
Seconded by Mr. Leo Blondin, Alderman of the City of Montreal North,

2.- AND UNANIMOUSLY RESOLVED:

That Mr. René Bergeron, C.A., Secretary-Treasurer of the City of Montreal North be named Secretary of this meeting.

WHEREAS the assessment for the years 1959 and 1960 for the construction and maintenance costs of the Metropolitan Boulevard represents a considerable burden for all municipalities on the Island of Montreal;

WHEREAS this assessment appears to be the same for a period of 25 years;

WHEREAS there is reason to seriously study ways and means to diminish or remove this assessment burden;

WHEREAS the Metropolitan Boulevard should be considered as being part of the Trans-Canada highway;

WHEREAS said Metropolitan Boulevard is a highway of a provincial character;

WHEREAS the Montreal Metropolitan Corporation has not yet asked the Provincial Government to share a substantial portion of the cost of said boulevard;

WHEREAS said Montreal Metropolitan Corporation should not undertake any other project before representatives of the municipalities on the Island of Montreal have met the Provincial Government authorities;

Upon a motion by
Mr. Louis Joseph Gaston, Mayor of the
City of Lachine,
Seconded by Mr. Antonio Dagenais, Mayor of the
Town of St Leonard de Port Maurice,

3.- AND UNANIMOUSLY RESOLVED:

That the Provincial Government be requested to abstain from granting any additional power to the Montreal Metropolitan Corporation before the Corporation has met all municipalities' representatives on the Island of Montreal;

That furthermore the Provincial Government be requested to assume the burden of the total cost and maintenance of the Metropolitan Boulevard;

That copy of this resolution be forwarded to all municipalities on the Island of Montreal;

Proposed by Mr. Louis Joseph Gaston, Mayor of the
City of Lachine,
Seconded by Mr. Leo Blondin, Alderman of the City of
Montreal North,

4.- AND UNANIMOUSLY RESOLVED:

That Councils of municipalities on the Island of Montreal be requested to pass a resolution to the effect of approving the one adopted by representatives of municipalities on the Island of Montreal concerning the Metropolitan Boulevard and to forward a copy of same to the City Council of Montreal North before January 11th 1960.

Proposed by Mr. Jean Langelier, Mayor of the
City of Pointe-aux-Trembles,
Seconded by Mr. Louis Joseph Gaston, Mayor of the
City of Lachine,

5.- AND UNANIMOUSLY RESOLVED:

That a request be made to the Honourable Paul Sauvé, Prime Minister of the Province of Quebec, that an interview be granted to

representatives of municipalities on the Island of Montreal in order to discuss the Metropolitan Boulevard assessment, and to delay consideration of the Montreal Metropolitan Corporation's bill until after this meeting.

6.- Mr. Alexander Kuchiran, Pro-Mayor of the Town of Pierrefonds proposed a vote of thanks to the City of Montreal North's Council for having called this meeting of representatives of municipalities to discuss the Metropolitan Boulevard problems.

The Meeting was adjourned.

Lucien Brodeur
PRESIDENT

Ferné Ferguson
SECRETARY



**Dossier de
pièces réunies**

DÉBUT

P14/C,30



CITÉ DE CITY OF

CÔTE SAINT-LUC

8100 CÔTE ST-LUC ROAD
CÔTE SAINT-LUC, P.Q.
TÉLÉPHONE: HU. 9-3847

December 23rd, 1959.

Attention, The Secretary.

Town of Saraguay,
Town Hall,
SARAGUAY, P.Q.

Dear Sirs,

Re: Metropolitan Boulevard. -
Share of Cost.

For your information, I enclose here-with Resolution adopted by the Municipal Council of the City of Côte Saint-Luc at an Adjourned Regular Meeting held December 14th, 1959.

Yours very truly,

I G Wilcken
I. G. Wilcken (Mrs).
City Clerk.

IGW/PF.

Enc.



CITY OF CÔTE SAINT-LUC

EXTRACT OF MINUTES OF AN ADJOURNED REGULAR MEETING
OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF THE CITY OF CÔTE SAINT-
LUC HELD AT THE CITY HALL, 8100 CÔTE ST.LUC ROAD ON
MONDAY, DECEMBER 14th, 1959.

METROPOLITAN BOULEVARD RE: SHARE OF COST.

It was

MOVED by Alderman L.N.Poch
SECONDED by Alderman E. J. Kirwan

AND RESOLVED AS FOLLOWS:

- a) "THAT the total cost of construction and maintenance of the Metropolitan Boulevard on the Island of Montreal, should not be paid by the Municipalities on the Island. Many of these Municipalities are far removed from the Boulevard, including the City of Côte Saint-Luc, whose citizens will only use it to a very limited extent;
- b) THAT the Boulevard should be a toll road, the toll to be paid by the users;
- c) THAT the superior Governments, Federal and Provincial, should each contribute to the cost since the highway is of an intercity, interprovincial, national and international purpose;
- d) THAT in order to present the above to all parties concerned, a copy of this Resolution shall be sent to the following:- The Honourable Minister of Transport, Ottawa, The Honourable Prime Minister, Province of Quebec, the Montreal Metropolitan Corporation, and all the Municipalities on the Island of Montreal."

Carried unanimously.

CERTIFIED A TRUE EXTRACT.

I.G. Wilcken
I.G. Wilcken (Mrs).
City Clerk.



Dossier de pièces réunies

FIN

D A . 2 - 6 2 7 1



Cité de Montréal-Nord

City of Montreal-North

Bureau du Secrétaire-Trésorier - Office of Secretary-Treasurer

December 28th 1959

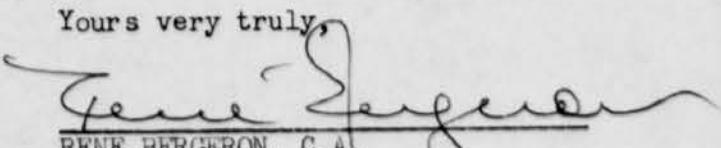
His Worship the Mayor of Saraguay, Que.
Mr. E. V. Leipoldt.

Dear Sir:

I have the honour of forwarding you copies of two resolutions adopted by representatives of municipalities on the Island of Montreal, who assembled at the City Hall of Montreal North on December 22nd 1959.

Would you kindly request your Council to pass a similar resolution as the one adopted by representatives of said municipalities and forward it to the City Council of Montreal North before January 11th 1960.

Yours very truly,


RENE BERGERON, C.A.

SECRETARY-TREASURER

RB/ab
ENCL.

REGISTERED MAIL

COMMISSION HYDROÉLECTRIQUE DE QUÉBEC



QUEBEC HYDRO-ELECTRIC COMMISSION

107 RUE CRAIG OUEST — 107 CRAIG ST. WEST

MONTRÉAL

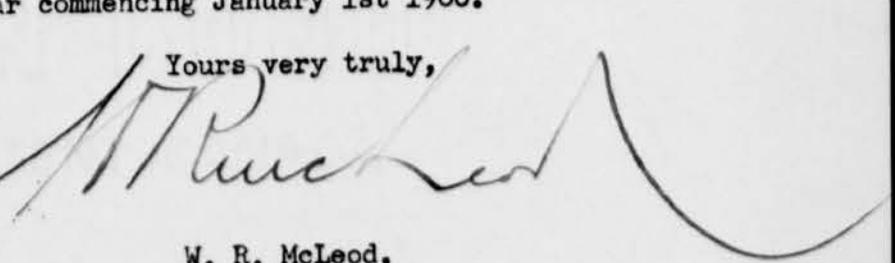
January 11th 1960

J. McK. Carswell, Esq.,
Secretary-Treasurer,
Village of Saraguay,
Saraguay, Que.

Dear Sir,

We enclose herewith our cheque for the sum
of \$506.00 covering Municipal and School taxes in your Town,
for a period of one year commencing January 1st 1960.

Yours very truly,


W. R. McLeod,
Manager of Claims &
Taxation

WRM/h

encl.



**Dossier de
pièces réunies**

DÉBUT

P14/C,30

Tel. DExter 0601

VILLE ST-PIERRE



TOWN of ST. PIERRE

69 - 5TH AVENUE

H. F. MALO
Secrétaire-trésorier
Secretary-Treasurer

VILLE ST-PIERRE, P.Q. 26 janvier 1960

Le Secrétaire-trésorier,
Hôtel de Ville,
Saraguay, P.Q.

re: Boulevard Métropolitain

Cher monsieur,

Veuillez trouver ci-annexée copie
d'une résolution adoptée par le Conseil de la Ville St-
Pierre le 7 décembre dernier.

Votre tout dévoué,



Secrétaire-trésorier

HFM/am

PROVINCE DE QUEBEC,
VILLE ST-PIERRE.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL d'une assemblée régulière du Conseil municipal, dûment convoquée et tenue suivant les dispositions de la loi, en l'Hôtel de Ville, lundi le 7 décembre 1959, à 8.30 heures du soir, à laquelle sont présents: Son Honneur le Maire D.Gowans et messieurs les échevins E.Pominville, W.Vincent, E.Jacoban, R.Brisebois et E.Gauthier, formant le quorum et siégeant sous la présidence de Son Honneur le Maire.

ATTENDU que la Ville St-Pierre, par sa situation géographique, est très éloignée du Boulevard Métropolitain et que sa quote-part du coût de construction et de l'entretien du dit Boulevard n'est nullement proportionnée à l'usage qu'en pourront faire ses résidents.

Sur proposition de M. l'échevin E.Gauthier,
Appuyé par M. l'échevin E.Pominville, il est
Résolu à l'unanimité:

Qu'une demande soit faite à la Corporation de Montréal Métropolitain d'étudier la possibilité de faire modifier par le Gouvernement Provincial la loi relative à la construction et à l'entretien du Boulevard Métropolitain, soit en y établissant un péage par les usagers ou en obtenant une contribution des gouvernements supérieurs.

Adopté.

(Certifié vraie copie)



Secrétaire-trésorier de
La Ville St-Pierre.



Dossier de pièces réunies

FIN

CABINET DU SECRÉTAIRE

VICTOR 2-9714*

OFFICE OF THE SECRETARY

LA CORPORATION DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

506 EST, RUE STE-CATHERINE - 506 ST. CATHERINE STREET EAST

MONTREAL

February 3rd, 1960.

His Worship the Mayor E. V. Leipoldt,
9245 West, Blvd Gouin,
Saraguay, P.Q.

His Worship Mayor Leipoldt,

Together with many other cities on the North American Continent, the Metropolitan area of Montreal is going through a period of unprecedented growth. Throughout Canada and the United States the cultural, economic and political aspects of this growth are being studied in an effort to find out what can be done to guide, direct and control it. Many problems now confront the councils of the City of Montreal and the municipalities that compose our metropolitan area which demand an immediate solution. Many other problems might be forestalled if an overall, comprehensive plan can be reached that could control and direct this growth in an orderly and rational fashion.

To this end, The Montreal Metropolitan Corporation has appointed a Master Planning Advisory Committee to study the situation and bring forth such a plan. It is intended that the plan will embrace the island municipalities at first, but may ultimately be extended to embrace the entire Montreal region.

It must first of all be stressed that while The Montreal Metropolitan Corporation, through this Committee, is empowered to conduct this study, it has no power at present to implement it in any way. The Master plan which, it is hoped, will evolve shall be purely suggestive and right now the most we can hope for is that it may serve as a basis for inter-municipal co-operation.

The purpose of such a plan is essentially economic and consists largely in a planned program of urban renewal providing against slum growth and congestion in the heart of the City, and the procurement of city services for the suburbs at normal, and if possible, painless cost.

.....2

LA CORPORATION DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

- 2 -

To achieve this we must enlist the help of all municipalities. We must first of all know what we have to start with, and in the development of such an inventory we shall require certain administrative, physical and statistical data.

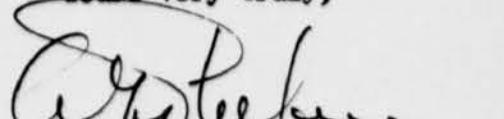
We trust that we may rely upon your co-operation. Furthermore, we will welcome any comments and suggestions you and your council may see fit to make.

It may be argued that this is a matter that may be left to the Provincial Government, and that The Montreal Metropolitan Corporation is assuming powers to the detriment of the municipalities. We feel that we as Montrealers are capable of shaping our own destinies by implementing plans made by our own mayors and their appointees acting on the powers delegated to the Corporation by the Provincial Government in whom these powers are now vested. Thus our eventual development will be a matter of our own determination.

Shortly after receipt of your expected answer, we shall be pleased to make arrangements with your City Hall staff in order that we may assemble the data required from your municipality in such a way as to occasion your administrative personnel the least possible inconvenience.

Thanking you for the attention you will give this matter,
we remain,

Yours very truly,


A. G. Phelan
Committee Secretary.

AGP/lhc

Cité de Lachine



City of Lachine

HÔTEL DE VILLE — CITY HALL

CABINET DU MAIRE

OFFICE OF THE MAYOR

Lachine, P.Q. le 9 février 1960

Monsieur J.Mck. Carswell,
Secrétaire-Trésorier,
3 Martin Avenue
Saraguay.

Cher Monsieur, RE: Heures de fermeture des magasins,

Pour faire suite à une demande d'amendement à la charte de la Corporation de Montréal Métropolitain, présentée à la Législature Provinciale, relativement à la réglementation des heures d'ouverture et de fermeture des magasins, je vous saurais gré de bien vouloir me faire parvenir une liste des noms et adresses de toutes les personnes exploitant un commerce dans votre municipalité, à l'exception toutefois des restaurants, pharmacies ainsi que des magasins à chafne.

Je serais désireux d'obtenir ces renseignements, dans le plus bref délai possible, le cas échéant où cette question serait soumise, pour décision, aux membres de la Corporation.

Veuillez me croire

Votre bien dévoué,
Louis Joseph Gaston

LOUIS JOSEPH GASTON,
Maire de la Cité de Lachine,

LJG/GD

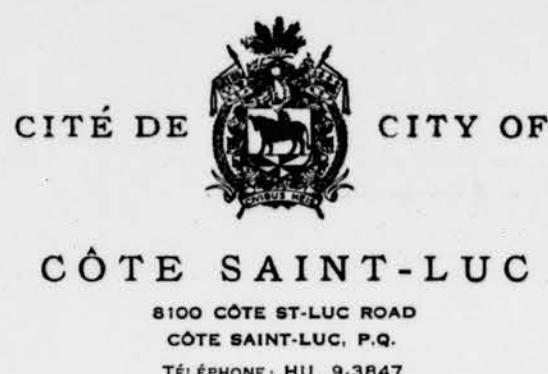
P14/C,30



Dossier de pièces réunies

DÉBUT

P14/C,30



February 9th, 1960.

Attention: The Secretary,
Town of Saraguay,
Town Hall,
SARAGUAY, P.Q.

Dear Sirs,

Re: Montreal Metropolitan Corporation-
Store Closing Hours.

For your information, I enclose here-with Resolution adopted by the Municipal Council of the City of Côte Saint-Luc at an Adjourned Regular Meeting held February 8th, 1960 regarding the above.

Yours very truly,

I.G. Wilcken
I. G. Wilcken (Mrs).
City Clerk.

IGW/PF.

Enc.

CITY OF CÔTE SAINT-LUC
PROVINCE OF QUEBEC.

EXTRACT OF MINUTES OF AN ADJOURNED REGULAR MEETING OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF THE CITY OF CÔTE SAINT-LUC HELD AT THE CITY HALL, 8100 CÔTE ST.LUC ROAD ON MONDAY, FEBRUARY 8th, 1960.

MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION RE: STORE CLOSING HOURS.

WHEREAS the territory of the City of Côte Saint-Luc is not included within the limits of the Metropolitan district, as described in Para.C of Article 2, Section 11 of the Law 7-8 Elizabeth 11, Chapter 52;

WHEREAS the provisions of the law concerning the Montreal Metropolitan Corporation applies only to Municipal corporations the territory of which is comprised in the Metropolitan district, except those connected with the construction and payment of the Metropolitan Boulevard;

WHEREAS all the municipal economy of the City of Côte Saint-Luc has been established by a judicious exercise of the powers granted to it by the law;

WHEREAS any decision having the purpose of abolishing or replacing, without previous notice, one or many of these powers would not otherwise be considered, as a serious encroachment to the municipal autonomy, as presently existing as well as a dangerous precedent;

WHEREAS the abolition or the replacement of such powers might moreover result in the disruption of all municipal and school economy;

In view of the introduction, at the time of presentation of a bill modifying the law concerning the Montreal Metropolitan Corporation (Bill 170) of Articles 30A and 30B relative to the question of the opening and closing hours of commercial establishments situated on the Island of Montreal;

In view of there having been no notice of publication to this effect,

Consequently

IT IS MOVED BY ALDERMAN L. N. POCH
SECONDED BY ALDERMAN E. J. KIRWAN

AND UNANIMOUSLY RESOLVED:

"THAT the Council of the City of Côte Saint-Luc reiterates its formal opposition to the introduction in Bill No. 170 of the dispositions relative to the question of the opening and closing hours of commercial establishments situated on the Island of Montreal and authorize its legal advisor to continue to act accordingly;

FURTHER THAT a copy of this Resolution be sent to the Minister of Municipal Affairs and to all the Municipalities on the Island of Montreal." Carried unanimously.

CERTIFIED A TRUE EXTRACT.

I. G. Wilcken
I. G. Wilcken (Mrs).
City Clerk.



Dossier de pièces réunies

FIN



**Dossier de
pièces réunies**

DÉBUT

P14/C,30

CITÉ DE DORVAL



CITY OF DORVAL

40 AVE MARTIN AVE.
TEL.: MELROSE 1-1857*

Le 20 janvier 1960.

Monsieur J. McK. Carswell,
Secrétaire-Trésorier,
Saraguay, (3 Avenue Martin),
P. Qué.

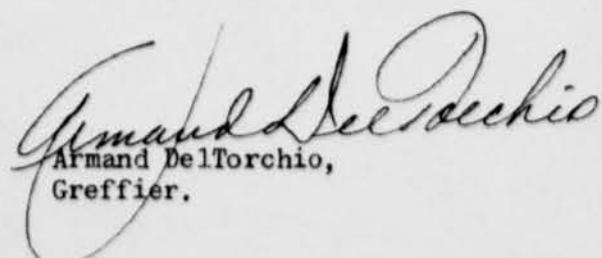
Re: Boulevard Métropolitain

Monsieur,

J'ai reçu instruction du Conseil de la Cité
de Dorval de vous faire parvenir copie certifiée de la résolution
adoptée le 18 décembre 1959 concernant le coût et l'entretien du
nouveau boulevard Métropolitain.

Veuillez me croire,

Votre tout dévoué,


Armand DelTorchio,
Greffier.

EXTRACT FROM THE BOOK OF REFERENCE OF
THE COUNCIL OF THE CITY OF DORVAL

On Friday, December 18th. 1959 at 9:00 P.M. the Council of the City of Dorval meets again following the adjournment of the meeting held on Wednesday, December 2nd. 1959 at the Municipal Hall No. 40 Martin Avenue, Dorval, His Worship the Mayor Mr. R. John Pratt presiding.

AT WHICH WERE PRESENT :

Aldermen: Mrs. Hazel M. Ballantyne, Messrs. Gilles Doré, George C. Goodale, G. Mitchell Bourke and E.S. Bradde11 forming a quorum of the said Council.

----oo---

Reading is given of motions adopted by the City of Lachine, City of Verdun and Town of Pierrefonds concerning the new Metropolitan Boulevard.

MOVED BY ALDERMAN BRADDELL
SECONDED BY ALDERMAN BOURKE

UNANIMOUSLY RESOLVED :

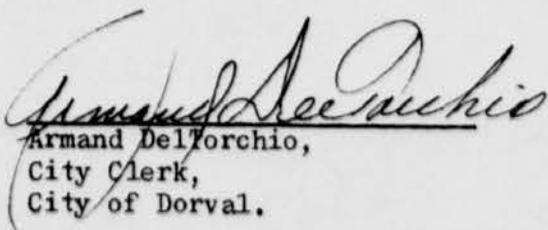
1o. That the cost of construction and maintenance of the Metropolitan Boulevard on the Island of Montreal should not be paid for by the municipalities on the Island only.

2o. That the Superior Governments Federal and Provincial should each contribute substantially to the said cost.

3o. That in order to present the above to all parties concerned a copy of this resolution shall be sent to the following :

Honourable Minister of Transport, Ottawa.
Honourable Minister of Public Works, Ottawa.
Honourable Prime-Minister of the Province of Quebec.
Honourable Minister of Roads, Quebec.
Montreal Metropolitan Corporation.
Municipalities on the Island of Montreal.

CERTIFIED TRUE EXTRACT


Armand Deltorchio,
City Clerk,
City of Dorval.

P14/C,30



Dossier de pièces réunies

FIN

cc: John Carswell, Secretary-Treasurer

February 11, 1960.

Mr. A. G. Phelan,
Committee Secretary,
The Montreal Metropolitan Corporation,
506 St. Catherine St. E.,
Montreal, Que.

Dear Mr. Phelan:

Mr. Leipoldt, Mayor of the Municipality
of the Village of Saraguay, is at present out of town and will not be
returning for some weeks.

I feel sure that I am speaking for him and for our
Council when I assure you that the Village of Saraguay will co-operate
to the best of its ability with the Montreal Metropolitan Corporation
in providing the information you require for your planning.

May I, at this time, wish you and the Corporation
every success in your difficult task of reconciling the divergent views
of so many municipalities.

Yours very truly,

RRM/PES

R. R. MacDougall,
Pro Mayor, Village of Saraguay

Février le 12, 1960

Monsieur Louis Joseph Gaston,
Maire de la Cité de Lachine
Lachine, P.Q.

Monsieur:

En réponse à votre lettre du 9 février, au sujet des heures d'ouverture et de fermeture des magasins, le seul magasin de la Municipalité du Village de Saraguay tombant dans la catégorie mentionnée dans votre lettre est le suivant:-

Saraguay Self-Service Market,
Madame Roger Bleau, Propriétaire,
9305 Couin Boulevard Ouest.

Veuillez agréer, Monsieur nos salutations empressées.

J. McK. Carswell,
Secrétaire-Trésorier

pm.

Quatrième session, vingt-cinquième Législature, 8-9 Elizabeth II, 1959-60
Fourth Session, Twenty-Fifth Legislature, 8-9 Elizabeth II, 1959-60

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC
LEGISLATIVE ASSEMBLY OF QUEBEC

BILL No 170
(PRIVÉ — PRIVATE)

Loi modifiant la Loi concernant La Corporation de Montréal Métropolitain
An Act to amend the Act respecting The Montreal Metropolitan Corporation

(8-9 Eliz. II, c. 106)

TEL QUE SANCTIONNÉ LE 10 MARS 1960
AS ASSENTED TO, MARCH 10th, 1960

QUÉBEC
RÉDEMPTI PARADIS
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE
PRINTER TO THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

1960

BILL PRIVÉ No 170

Loi modifiant la Loi concernant La Corporation de Montréal Métropolitain

ATTENDU que La Corporation de Montréal Métropolitain a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle a été constituée en corporation en vertu de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, et qu'elle a son siège social dans la cité de Montréal;

Qu'il est opportun d'insérer dans sa charte et dans certaines lois qui s'y rapportent des dispositions interprétatives et des modifications de concordance, de même que de nouvelles dispositions relatives aux membres de son conseil et ses officiers;

Qu'il est d'intérêt public qu'elle soit autorisée à développer des routes métropolitaines sur l'Île de Montréal et de les réglementer;

Qu'il est vital qu'elle ait à sa disposition les deniers nécessaires pour atteindre les fins pour lesquelles elle a été constituée;

Qu'il est d'intérêt général que des pouvoirs additionnels lui soient accordés en vue d'étudier toute question d'intérêt métropolitain;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans sa pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

I. L'article 2 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, est remplacé par le suivant:

PRIVATE BILL No. 170

An Act to amend the Act respecting The Montreal Metropolitan Corporation

WHICH WHEREAS The Montreal Metropolitan Corporation has, by its petition, represented:

That it was incorporated under the act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, Division II, and has its corporate seat in the city of Montreal;

That it is expedient to insert in its charter and in certain acts applicable thereto, interpretative provisions and concordance amendments, as well as new provisions respecting the members of its council and its officers;

That it is of public interest that it be authorized to develop and regulate metropolitan roads on the Island of Montreal;

That it is vital that it have at its disposal the required funds to attain the purposes for which it was constituted;

That it is of general interest that additional powers be granted it, with a view to studying any question of metropolitan interest;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in its petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

I. Section 2 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, Division II, is replaced by the following:

2. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les termes suivants désignent:

a) "corporation": La Corporation de Montréal Métropolitain créée par l'article 3 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II;

b) "conseil": le conseil de la corporation constituée en vertu de ladite loi;

c) "district métropolitain", "territoire métropolitain": le territoire compris dans les limites des municipalités suivantes, savoir: la cité de Montréal, la cité de Westmount, la cité d'Outremont, la cité de Verdun, la cité de Lachine, la ville de Saint-Pierre, la cité de Lasalle, la ville de Hampstead, la cité de Saint-Laurent, la ville Mont-Royal, la ville de Montréal-Ouest, la cité de Montréal-Nord, la cité de Saint-Michel, la ville de Montréal-Est, la cité de Pointe-aux-Trembles et toute autre municipalité admise en vertu de l'article 4 de ladite loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II;

d) "municipalité": selon le contexte, une municipalité ou une corporation municipale;

e) "route métropolitaine": le boulevard métropolitain dans toute sa longueur."

2. La loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, est modifiée, en ajoutant après l'article 2, l'article suivant:

2a. Partout où ils se rencontrent dans les lois 11 George V, chapitre 140; 12 George V, chapitres 123 et 124; 13 George V, chapitre 105; 14 George V, chapitre 107; 15 George V, chapitre 115; 16 George V, chapitre 82; 18 George V, chapitre 120; 19 George V, chapitre 103; 20 George V, chapitre 147; 21 George V, chapitre 139; 22 George V, chapitre 129; 23 George V, chapitre 141; 13 George VI, chapitre 77; 14-15 George VI, chapitre 73; 1-2 Elizabeth II, chapitre 60; 3-4 Elizabeth II, chapitre 125 et dans toute autre loi, les mots "secrétaire-trésorier" de la Commission Métropolitaine signifient le "secrétaire" de La Corporation de Montréal Métropolitain."

3. L'article 8 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, est modifié

2. In the present act, unless the context requires a different meaning, the following terms shall mean:

a. "corporation": The Montreal Metropolitan Corporation created by section 3 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, Division II;

b. "council": the council of the corporation constituted in virtue of the said act;

c. "metropolitan district", "metropolitan territory": the territory comprised [] within the limits of the following municipalities to wit: the city of Montreal, the city of Westmount, the city of Outremont, the city of Verdun, the city of Lachine, the town of Saint-Pierre, the city of Lasalle, the town of Hampstead, the city of Saint-Laurent, the town of Mount Royal, the town of Montreal-West, the city of Saint-Michel, the town of Montreal-East, the city of Pointe aux Trembles and any other municipality admitted in virtue of section 4 of the said act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, Division II;

d. "municipality": according to the context, a municipality or municipal corporation;

e. "metropolitan highway": the Metropolitan boulevard through the whole of its length."

2. The act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, Division II is amended, by adding thereto after section 2, the following section:

2a. Wherever they occur in the acts 11 George V, chapter 140; 12 George V, chapters 123 and 124; 13 George V, chapter 105; 14 George V, chapter 107; 15 George V, chapter 115; 16 George V, chapter 82; 18 George V, chapter 120; 19 George V, chapter 103; 20 George V, chapter 147; 21 George V, chapter 139; 22 George V, chapter 129; 23 George V, chapter 141; 13 George VI, chapter 77; 14-15 George VI, chapter 73; 1-2 Elizabeth II, chapter 60; 3-4 Elizabeth II, chapter 125, and in any other act, the words "secretary-treasurer" of the Metropolitan Commission mean the "secretary" of The Montreal Metropolitan Corporation."

3. Section 8 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, division II, is amended

en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Nonobstant les dispositions des deux alinéas précédents du présent article, le terme d'office des membres de la corporation nommés parmi les conseillers de la cité de Montréal et le terme d'office des membres de la corporation nommés pour représenter les autres municipalités du district métropolitain prendront fin à l'expiration de leurs mandats respectifs comme membres du conseil de la cité ou de la ville qu'ils représentent dans la corporation. Les dispositions du présent alinéa ne s'appliqueront cependant pas au terme d'office des conseillers et échevins nommés avant l'entrée en vigueur du présent alinéa pour représenter la cité de Montréal et les autres cités et villes du district métropolitain; le terme d'office de ces conseillers et échevins restera en conséquence de trois ans."

4. La loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, est modifiée, en ajoutant après le premier alinéa de l'article 10, l'alinéa suivant:

"Tout tel membre du conseil est par là même déchu de sa charge et est passible, s'il siège ou vote dans une assemblée du conseil, d'une amende de cent à deux cents dollars, en outre des frais, pour chaque assemblée à laquelle il assiste, et de la même peine pour chaque vote qu'il donne lors d'une telle assemblée."

5. La loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, est modifiée, en remplaçant le quatrième alinéa de l'article 14, par le suivant:

"Le quorum des assemblées du conseil est de seize membres et composé d'au moins quatre des représentants de la cité de Montréal et d'au moins quatre des représentants des autres municipalités du district métropolitain et les décisions sont prises à la majorité des membres présents."

6. La loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, est modifiée, en remplaçant l'article 15, par le suivant:

by adding thereto the following paragraph:

"Notwithstanding the provisions of the preceding two paragraphs of this section, the term of office of the members of the corporation appointed from amongst the councillors of the city of Montreal, and the term of office of the members of the corporation appointed to represent the other municipalities of the metropolitan district, shall terminate at the end of their respective mandates as members of the council of the city or town they represent in the corporation. The provisions of the preceding paragraph shall however not apply to the term of office of the councillors and aldermen appointed before the coming into force of this paragraph, to represent the city of Montreal and the other cities and towns of the metropolitan district; the term of office of such councillors and aldermen shall accordingly remain a three year term."

4. The act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, Division II is amended, by adding thereto after the first paragraph of section 10, the following paragraph:

"Any such member of the council shall thereby forfeit his office and shall be liable, if he sits in or votes at a meeting of the council, to a fine of from one hundred to two hundred dollars, in addition to the costs, for each meeting he attends, and to the same penalty for each vote cast by him at such meeting."

5. The act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, Division II is amended, by replacing the fourth paragraph of section 14, by the following:

"The quorum of the meetings of the council shall be sixteen members and composed of at least four representatives of the city of Montreal and at least four representatives of the other municipalities of the Metropolitan district and the decisions shall be taken by the majority of the members present."

6. The act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, Division II is amended, by replacing section 15, by the following:

15. Le conseil peut, par règlement, édicter des règles de procédures pour la conduite de ses affaires, pourvu que ces règles ne soient pas incompatibles avec la présente loi; tout règlement à cet effet entre en vigueur dès son adoption.

Il peut, par simple résolution, former des comités et délimiter leurs attributions."

7. La loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, est modifiée, en ajoutant après l'article 15, le suivant:

15a. 1. La corporation peut faire des règlements relativement à toutes matières de sa juridiction.

2. Tout règlement que la corporation a le pouvoir de faire doit être précédé d'un avis de motion donné en séance du conseil et ne peut être adopté qu'à une séance subséquente tenue à un jour ultérieur, et ce, à la majorité des membres présents et formant quorum.

Les règlements adoptés par la corporation, pour être authentiques, doivent être signés par le président et par le secrétaire.

Les règlements adoptés par la corporation, sauf les règlements relatifs aux règles de procédures pour la conduite des affaires de la corporation, doivent être promulgués et publiés dans les trente jours de leur adoption ou de leur approbation définitive si, conformément à la loi, ils doivent être soumis à quelque autre approbation, par un avis public, sous la signature du secrétaire, publié une fois dans un journal de langue française quotidien et une fois dans un journal de langue anglaise quotidien, publiés dans l'Île de Montréal; ils entrent en vigueur le jour de la dernière publication dans l'un ou l'autre des journaux. L'avis ci-dessus doit mentionner l'objet du règlement, la date de son adoption et celles des approbations requises et l'endroit où il peut en être pris connaissance.

3. Un exemplaire de tout règlement adopté par le conseil de la corporation doit être transmis au ministre des affaires municipales et à chacune des municipalités de l'Île de Montréal dans les trente jours de son entrée en vigueur.

15. The council may, by by-law, make rules of procedure for the conduct of its affairs, provided such rules be not inconsistent with this act; every such by-law shall come into force upon its adoption.

It may, by mere resolution, create committees and determine their attributions."

7. The act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, Division II is amended, by adding thereto after section 15, the following:

15a. 1. The corporation may make by-laws respecting all matters within its jurisdiction.

2. Every by-law which the corporation is empowered to make must be preceded by a notice of motion given during a meeting of the council and may only be adopted at a subsequent meeting held at a later date, and such, by the majority of the members present and forming quorum.

The by-laws adopted by the corporation, to be authentic, must be signed by the president and the secretary.

The by-laws adopted by the corporation, except those respecting the rules of procedure for the conduct of the affairs of the corporation, must be promulgated and published within thirty days of their adoption or final approval if, according to law, they had to be submitted to some other approval, by a public notice, signed by the secretary, published once in a French daily newspaper and once in an English daily newspaper published on the Island of Montreal; they shall come into force on the day of the last publication in either newspaper. The above notice must mention the object of the by-law, the date of its adoption and those of the required approvals and the place where it may be examined.

3. A copy of every by-law adopted by the council of the corporation must be forwarded to the Minister of Municipal Affairs and to each of the municipalities on the Island of Montreal within thirty days of its coming into force.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, dans les trois mois suivant la réception de cet exemplaire par le ministre, désavouer le règlement, en entier ou en partie, à moins qu'il ne l'ait antérieurement approuvé.

Avis du désaveu est publié dans la *Gazette officielle de Québec* et, du jour de cette publication, le règlement est nul et de nul effet.

Les dispositions de la Loi des cités et villes concernant la contestation et l'annulation des règlements s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux règlements de la corporation.

4. La corporation peut imposer, dans chacun des règlements qu'elle a le pouvoir de faire, pour chaque infraction auxdits règlements, une amende, avec ou sans les frais; dans aucun cas, l'amende ne peut excéder soixante dollars (\$60.00).

Les règlements peuvent ordonner l'emprisonnement à défaut de paiement et l'amende avec ou sans frais; l'emprisonnement ne doit pas excéder quatre-vingt-dix jours.

Si l'infraction à un règlement est continue, cette continuité constitue jour par jour une offense séparée; dans tous les cas, les frais comprennent les frais se rattachant à l'exécution du jugement.

5. Sans restreindre la portée des termes du paragraphe 1 du présent article 15a, la corporation peut faire des règlements:

a) Pour réglementer la circulation sur les routes métropolitaines à accès limité, prohiber ou réglementer la circulation des piétons, des véhicules à traction animale ou des bicyclettes;

b) Pour établir et entretenir sur les routes métropolitaines et en-dessous d'elles, y compris le boulevard métropolitain, des endroits de stationnement, sous réserve des dispositions contenues dans les règlements de zonage et de construction des municipalités concernées, fixer le prix du loyer ou établir des tarifs pour l'usage de ces endroits, lesquels tarifs pourront être payés au moyen de chronomètres ou de toute autre façon que la corporation pourra déterminer.

c) Pour réglementer, en ce qui concerne le boulevard Métropolitain, sauf entente avec une municipalité, la manière de pratiquer et de maintenir jusqu'à ce qu'elles

The Lieutenant-Governor in Council may, within three months following the receipt of such copy by the Minister, disavow the by-law, in whole or in part, unless he has previously approved it.

Notice of such disavowal shall be published in the *Quebec Official Gazette* and, from the date of such publication, the by-law shall be null and void.

The provisions of the Cities and Towns Act, respecting the contestation and annulment of the by-laws shall apply, *mutatis mutandis*, to the by-laws of the corporation.

4. The corporation may impose, in each by-law which it is empowered to make, for each infraction of such by-law, a fine, with or without costs; in no case shall the fine exceed sixty dollars (\$60.00).

The by-laws may order imprisonment on failure to pay the fine with or without costs; the imprisonment shall not exceed ninety days.

If the violation of a by-law is continuous, such continuity shall constitute a separate offence, day after day; in all cases, the costs shall include the costs relating to the execution of the judgment.

5. Without restricting the scope of the provisions of subsection 1 of this section 15a, the corporation may make by-laws:

a. To regulate traffic on metropolitan roads with limited access, prohibit or regulate traffic by pedestrians, animal-drawn vehicles or bicycles;

b. To establish and maintain parking places on or under metropolitan roads, including the Metropolitan boulevard, subject to the provisions contained in the zoning and building by-laws of the municipalities concerned, fix the rental or establish rates for the use of such places, which rates may be paid by means of chronometers or in any other way which the corporation may determine.

c. To regulate with respect to the Metropolitan boulevard, except in the case of an agreement with a municipality, the manner of making and maintaining, until

soient comblées les ouvertures et excavations dans les routes à accès limité dudit boulevard, pour les tuyaux à gaz et à eau, conducteurs électriques, sous-voies et conduits et pour d'autres fins, et pour réglementer la construction et l'entretien des égouts, tunnels et drains, la construction et l'usage de tous ouvrages et conduits au-dessous de ces routes;

Pour obliger les personnes ou corporations qui ont ou qui pourront avoir le droit de faire des excavations dans ces routes, à déposer au bureau de la corporation un montant suffisant pour garantir que les routes seront remises dans l'état où elles étaient ou pour permettre à la corporation de faire elle-même les réparations aux dépens de ces personnes ou corporations ou pour empêcher ces excavations et les remplir lorsqu'elles auront été faites contrairement aux règlements;

Pour empêcher toute personne ou corporation de défaire tout pavage, trottoir, traverse, canal ou égout, ou de faire une excavation, un fossé ou un égout dans ces routes ou dans un pavage ou trottoir, sans avoir, au préalable, donné avis, par écrit, au secrétaire de la corporation, et fourni un plan indiquant le lieu précis ainsi que les dimensions de ladite ouverture, et avoir obtenu la permission de la corporation.

d) Pour permettre avec l'approbation du ministre des transports et communications, aux véhicules automobiles de toutes sortes de circuler sur les routes métropolitaines à accès limité, à une vitesse plus grande que celle autorisée par le paragraphe 2 de l'article 41 de la Loi des véhicules automobiles de la province de Québec (Statut réformé, 1941, chapitre 142, tel qu'amendé), pourvu toutefois que, dans aucun cas, cette vitesse n'excède soixante milles à l'heure."

8. La loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, est modifiée, en remplaçant l'article 17, par le suivant:

"17. Le conseil nomme un secrétaire et un trésorier dont il détermine les fonctions et la rémunération; il peut nommer un assistant-secrétaire lequel pourra exercer, en cas d'absence ou d'incapacité d'agir du secrétaire, tous les devoirs de la

they are filled in, the openings and excavations in roads with limited access to the said boulevard for gas and water pipes, electricity conductors, underground passages and conduits and for other purposes, and to regulate the construction and maintenance of sewers, tunnels and drains and the construction and use of all works and conduits under metropolitan roads;

To compel persons or corporations who have or may have the right to make excavations in such roads, to deposit in the office of the corporation a sufficient amount to guarantee that the roads will be restored to the former condition or to enable the corporation to make the repairs itself at the expense of such persons or corporations or to prevent such excavations and fill them in when they shall have been made contrary to the by-laws;

To prevent any person or corporation from opening any pavement, sidewalk, crossing, duct or sewer, or from making any excavation, ditch or sewer, in such roads, or in any pavement or sidewalk, without first giving notice in writing to the secretary of the corporation, and furnishing a plan indicating the exact location as well as the dimensions of the said opening, and obtaining permission from the corporation.

d. To permit, with the approval of the Minister of Transportation and Communications, motor vehicles of all types to circulate on metropolitan roads with limited access, at a greater speed than that authorized by subsection 2 of section 41 of the Motor Vehicles Act of the Province of Quebec (Revised Statutes, 1941, chapter 142, as amended), providing however that in no case shall such speed exceed sixty miles per hour."

8. The act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, Division II is amended, by replacing section 17, by the following:

"17. The council shall appoint a secretary and a treasurer whose functions and remuneration it shall determine; it may appoint an assistant secretary who may exercise, in the absence of the secretary or his inability to act, all the

charge de secrétaire, avec les mêmes obligations et pouvoirs.

Il peut aussi nommer, aux conditions qu'il fixe, les employés dont il a besoin et utiliser les services de techniciens, d'experts, de conseillers juridiques, d'ingénieurs et de toute autre personne qu'il juge nécessaire ou utile".

9. La loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, est modifiée, en remplaçant l'article 19, par le suivant:

"19. La cité de Montréal dresse son rôle d'évaluation suivant les dispositions de sa charte et transmet sans délai au bureau de la corporation un certificat attestant de l'évaluation totale des biens immeubles imposables montrant séparément l'évaluation des terrains et l'évaluation des bâtiments.

Il sera du devoir du greffier ou du secrétaire-trésorier de toute municipalité du district métropolitain, y compris la cité de Montréal, de déposer au bureau de la corporation, le ou avant le 15 mai de chaque année, un certificat attestant l'évaluation totale des immeubles imposables tel qu'il appert du rôle d'évaluation en vigueur le premier mai de la même année dans la municipalité qu'il représente, montrant l'évaluation des terrains et l'évaluation des bâtiments séparément (mais sans inclure l'évaluation de la machinerie) et à cette fin, il sera un employé de la corporation. La corporation, par résolution, pourra modifier les évaluations totales apparaissant au certificat déposé par toute municipalité autre que la cité de Montréal suivant qu'elle le jugera nécessaire ou utile, de façon qu'après avoir apporté ces modifications, lesdites évaluations totales paraîtront avoir été établies suivant les normes et principes employés pour la préparation du rôle de la cité de Montréal en vigueur le premier mai de la même année; si la corporation se propose de modifier les évaluations totales des immeubles imposables mentionnés dans le certificat ainsi déposé par une municipalité, elle devra aviser, par écrit, la municipalité concernée par moins de trente jours avant la date à laquelle elle se propose de faire telle modification. Pour les fins susdites, les personnes dési-

duties of the office of secretary, with the same responsibilities and powers.

It may also appoint, on the conditions which it shall determine, the employees it shall need and engage the services of technicians, experts, legal counsel, engineers and any other persons it shall deem necessary or useful."

9. The act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, Division II is amended, by replacing section 19, by the following:

"19. The city of Montreal draws up its valuation roll according to the provision of its charter and shall immediately forward to the office of the corporation a certificate establishing the total valuation of the taxable immoveable property showing separately the valuation of the lands and that of the buildings.

It shall be the duty of the clerk or secretary-treasurer of every municipality in the metropolitan district, including the city of Montreal, to deposit with the corporation on or before the fifteenth day of May in each year a certificate attesting the total valuations of the taxable immoveables, as set forth in the valuation roll in force on the first day of May in such year, in the municipality which he represents, showing the valuation of lands and the valuation of buildings separately (but excluding the valuation of machinery), and, for such purpose, he shall be an employee of the corporation. The corporation, by resolution, shall make any adjustments in the total valuations shown on the certificate so deposited for any municipality, other than the city of Montreal, that the corporation may determine to be necessary or appropriate so that, after giving effect to such adjustments, such total valuations will have been determined upon the same basis and principles as those used for the preparation of the valuation roll of the city of Montreal in force on such first day of May of the same year, and if the corporation proposes to make an adjustment in the total valuations of the taxable immoveables stated in the certificate so deposited by any municipality, it shall so advise such municipality in writing not less than thirty days prior to the date

gnées et autorisées par la corporation auront libre accès à tous les registres, rôles d'évaluations et autres documents de toutes les municipalités du district métropolitain, que la corporation jugera nécessaires pour réaliser tels ajustements, et lesdites personnes pourront requérir les services de tout officier ou employé de chacune des municipalités respectives pour les aider tout comme si leurs services étaient requis par la municipalité qui les emploie.

Le ou avant le premier jour d'août de chaque année, la corporation transmettra à la Commission municipale de Québec et à chacune des municipalités concernées un état établissant les évaluations totales des immeubles imposables dans chacune des municipalités du district métropolitain telles qu'établies dans les certificats déposés au bureau de la corporation par ces municipalités, avec les modifications, s'il y a lieu, qui auront été faites par la corporation; la Commission municipale de Québec pourra réviser toutes ou chacune desdites évaluations totales, sauf celles de la cité de Montréal; toutefois, aucune telle révision ne pourra être faite le ou après le premier jour d'octobre. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, les évaluations totales modifiées ou non par la corporation, telles que transmises à la Commission municipale de Québec, seront finales, incontestables et sans appel telles que révisées ou non, en tout ou en partie, par ladite Commission municipale de Québec, dès le premier jour d'octobre susdit. L'état des évaluations totales, telles que révisées ou non par la Commission municipale de Québec entrera en vigueur le premier octobre susdit et restera en vigueur jusqu'à ce que le rôle final d'évaluation suivant entre en vigueur."

10. La loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, est modifiée, en remplaçant l'article 22, par le suivant:

"**22.** La corporation a le pouvoir d'établir, par règlement, un plan directeur montrant le réseau des routes à caractère

such adjustment is proposed to be made. For such purposes, the persons designated and authorized by the corporation shall have free access to all registers, valuation rolls and other documents of all the municipalities in the metropolitan district which the corporation may deem necessary to enable it to make such adjustments, and said persons may call upon the services of any officer or employee of each of the respective municipalities to assist them in connection therewith as if such services were required by the municipality itself.

On or before the first day of August in each year the corporation shall deposit with the Quebec Municipal Commission and each municipality concerned a statement setting forth the total valuations of the taxable immovable in the respective municipalities in the metropolitan district as stated in the certificates deposited with the corporation by such municipalities with such adjustments as shall have been made by the corporation; and the Quebec Municipal Commission may revise any such total valuations other than the total valuations of the city of Montreal; provided, however, that no such revision may be made on or after the first day of October in such year, and that, on and after such first day of October. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the total valuations shown on the statement so deposited by the corporation with the Quebec Municipal Commission, with such revisions as shall have been made by the Quebec Municipal Commission prior to such first day of October, shall be final, incontestable and without further appeal. Such statement of total valuations, as so revised by the Quebec Municipal Commission shall come into force on such first day of October and shall remain in force until the next final valuation statement shall come into force."

10. The act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, Division II is amended, by replacing section 22, by the following:

"**22.** The corporation shall have the power to establish, by by-law, a master plan showing the system of roads of a

métropolitain, dans tout le territoire de l'Île de Montréal. Ce plan peut comprendre des routes déjà construites et des routes projetées".

11. La loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, est modifiée, en ajoutant après l'article 22, les articles suivants:

"**22a.** Après l'adoption dudit plan par la corporation, le secrétaire donne, sans délai, un avis public dans au moins un quotidien publié en français et dans au moins un quotidien publié en anglais publiés dans le district métropolitain, à l'effet que le plan directeur et copie certifiée du règlement adoptant le plan et contenant une description complète dudit plan sont déposés au bureau de la corporation pour examen par les membres d'un conseil municipal intéressé et ses officiers ou représentants et toute personne intéressée, et qu'à l'expiration de trente jours à compter de la dernière publication dans les journaux, ledit plan et le règlement l'adoptant seront soumis au ministre des affaires municipales pour approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil; copie de l'avis du règlement et du plan ci-dessus doit également être expédiée, sous pli recommandé, par le secrétaire, à chacune des municipalités du district métropolitain et à toute municipalité concernée et à la Commission de transport de Montréal, le ou avant le jour de sa publication.

"**22b.** Le comité exécutif de la cité de Montréal, le conseil de toute municipalité intéressée ou la Commission de transport de Montréal peuvent adresser au ministre des affaires municipales, avant l'expiration du délai mentionné dans l'avis prévu à l'article 22a, les objections ou recommandations qu'il juge à propos de formuler; il doit les transmettre en même temps à la corporation en indiquant la date à laquelle elles ont été adressées au ministre des affaires municipales.

"**22c.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut approuver, en tout ou en

metropolitan character in the entire territory of the Island of Montreal. Such plan may include roads already constructed and projected roads."

11. The act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, Division II is amended, by adding thereto after section 22, the following sections:

"**22a.** After the adoption of the said plan by the corporation, the secretary shall give forthwith, a public notice in at least one French and one English daily newspaper published in the metropolitan district, to the effect that the master plan and a certified copy of the by-law adopting the same and containing a complete description of the said plan are deposited with the office of the corporation for examination by the members of any municipal council concerned and the officers or representatives thereof, or any interested party, and that after the expiration of thirty days from the date of the last publication in the newspapers, the said plan and the by-law adopting it shall be submitted to the Minister of Municipal Affairs for approval by the Lieutenant-Governor in Council; a copy of the above notice and plan shall be also forwarded, by registered mail, by the secretary, to each municipality in the metropolitan district and to any municipality concerned and to the Montreal Transportation Commission, on or before the date of publication thereof.

"**22b.** The executive committee of the city of Montreal, the council of any municipality concerned or the Montreal Transportation Commission, may, prior to the expiration of the delay mentioned in the notice provided for in section 22a, forward the Minister of Municipal Affairs, such objections or recommendations as it may deem expedient to raise or make; it shall at the same time forward them to the corporation, indicating the date on which they were sent to the Minister of Municipal Affairs.

"**22c.** The Lieutenant-Governor in Council may approve, in whole or in part,

partie, le règlement soumis et le plan qui en fait partie.

“22d. La corporation fait publier dans la *Gazette officielle de Québec* le règlement tel qu’approuvé, en tout ou en partie, par le lieutenant-gouverneur en conseil et, à compter de la date de telle publication, le plan directeur tel qu’approuvé, devient obligatoire pour la corporation, pour les municipalités de l’Île de Montréal, pour les propriétaires intéressés et pour toute autre personne.

Les routes existantes ou projetées, indiquées au plan directeur, deviennent des routes métropolitaines sans affecter le titre à la propriété de tels immeubles sous réserve des dispositions de l’article 22f de la présente loi.

Les terrains que la corporation acquerra pour l’ouverture des routes seront la propriété des municipalités dans le territoire desquelles ils se trouvent.

“22e. Copie du plan mentionnant la date de son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil et la date de son entrée en vigueur doit être déposée au bureau d’enregistrement, au département de la voirie de la province, au bureau de chacune des municipalités de l’Île de Montréal et à la Commission de transport de Montréal.

“22f. Lorsqu’une l’une des nouvelles routes tracées sur le plan qui s’y rapporte est ouverte, ou qu’une des routes en existence et désignée sur le plan est élargie, prolongée ou détournée conformément au susdit plan, aucune indemnité ni dommage intérêt ne peuvent être réclamés ni accordés sur des bâtiments érigés ou des améliorations effectuées au cours des cinq années de la date du dépôt dudit plan au bureau d’enregistrement par des municipalités, des personnes ou des corporations sur un terrain réservé soit pour l’ouverture de nouvelles routes, soit pour leur élargissement, prolongement ou détournement.

Ladite période de cinq ans peut, sur autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, être prolongée d’une autre période de cinq ans ou moins.

the by-law submitted and the plan forming part thereof.

“22d. The corporation shall cause to be published in the *Quebec Official Gazette* the by-law as approved, in whole or in part, by the Lieutenant-Governor in Council and, from the date of such publication, the master plan as approved shall become binding on the corporation, the municipalities on the Island of Montreal, the proprietors concerned and on any other person.

The existing or projected roads indicated on the master plan, shall become metropolitan roads without affecting the title of ownership to such immovable, subject to the provisions of section 22f of this act.

The lands to be acquired by the corporation for the opening of roads shall be the property of the municipalities in the territory of which they are situated.

“22e. A copy of the plan indicating the date of its approval by the Lieutenant-Governor in Council and that of its coming into force shall be deposited in the registry office, in the provincial Department of Roads in the office of each municipality on the Island of Montreal, and with the Montreal Transportation Commission.

“22f. When any new road indicated on the plan pertaining thereto is opened, or when any existing road shown on the plan is widened, extended or diverted in accordance with the aforesaid plan, no indemnity or damages may be claimed or granted for buildings erected or improvements made within five years from the date of the deposit of the said plan in the registry office by municipalities, persons or corporations on any land reserved either for the opening of new roads or for the widening, extending or diverting thereof.

The said period of five years may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, be extended another five years or less.

“22g. Aucune modification ne peut être apportée au règlement et au plan qui en fait partie à moins du vote affirmatif de la majorité des membres de la corporation, suivi des formalités prévues aux articles 22a à 22e de la présente loi.

“22h. La corporation peut, par règlement approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, fixer des taux de péages pour l’usage de toute route métropolitaine.”

12. L’article 24 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, est modifié en y remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, les chiffres et mot “31 décembre 1960” par les chiffres et mot “30 avril 1961”.

13. La corporation est autorisée à faire les études appropriées en vue de déterminer les travaux pour la mise en oeuvre du plan directeur. Elle peut également prévoir la construction et le prolongement de routes à caractère métropolitain.

Relativement aux travaux susdits, elle en juge l’importance relative et en détermine la priorité, de même que le coût approximatif et la part contributrice des municipalités intéressées.

La corporation peut requérir de toute municipalité qui doit les lui fournir copie de tous plans, études, rapports et autres documents en sa possession se rapportant aux matières susdites.

Outre les dispositions de l’article 30 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, la corporation doit conjointement avec la Commission de transport de Montréal et en tenant compte du réseau des routes à caractère métropolitain, étudier toute question relative au transport en commun dans l’Île de Montréal et plus spécialement, étudier et déterminer un plan et un programme définitif pour l’établissement d’un système de transport en commun rapide, en déterminer le coût et le mode de financement.

La corporation ne peut commencer les études visées à l’alinéa précédent

“22g. No amendment may be made to the by-law or to the plan forming part thereof except by the affirmative vote of the majority of the members of the corporation, followed by the formalities contemplated in sections 22a to 22e of this act.

“22h. The corporation, by by-law approved by the Lieutenant-Governor in Council, may fix toll rates for the use of any metropolitan road.”

12. Section 24 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, division II, is amended by replacing therein, in the third and fourth lines of the first paragraph, the figures and words “31st of December, 1960” by the figures and words “30th of April, 1961”.

13. The corporation is authorized to make the appropriate studies in view of determining the works required for the carrying out of the master plan. It may also provide for the building and the extension of roads of a metropolitan character.

With respect to the abovementioned works, it shall judge of the comparative importance and decide on the priority thereof, as well as the approximate cost and the contributory portion of the interested municipalities.

The corporation may require that any municipality shall provide it with copy of all plans, studies, reports and other documents in its possession pertaining to the above mentioned subjects.

In addition to the provisions of section 30 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, Division II, the corporation shall, in conjunction with the Montreal Transportation Commission, while taking into account the system of roads of a metropolitan character, study any question respecting public transportation on the Island of Montreal and, more particularly, study and determine a definite plan and programme for the establishing of a rapid system of public transportation, fix the cost thereof and decide on the means of financing the same.

The corporation shall not begin with the studies contemplated in the preceding

avant d'avoir invité la cité de Montréal à participer, au même titre, à de telles études, par l'intermédiaire de ses représentants désignés, à cette fin, par le comité exécutif.

La corporation prépare ensuite un état des dépenses relatives aux travaux ci-dessus à être effectués dans la période de temps qu'elle détermine.

La corporation doit publier un rapport préliminaire sur ses études et ses conclusions le ou avant le premier mars 1961, et en transmettre copie au ministre des affaires municipales et aux municipalités de l'Île de Montréal.

Les dépenses à encourir aux fins du présent article devront, au préalable, être décrétées par règlement adopté suivant les dispositions de la présente loi, sujet à l'approbation du ministre des affaires municipales.

14. La loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, est modifiée, en remplaçant l'article 31, par le suivant:

“31. La corporation à le pouvoir, sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec, de conclure toute entente avec les municipalités du district métropolitain en vue d'exercer la juridiction qu'elles possèdent relativement à tout autre service existant dans l'intérêt de tout le district métropolitain ou en vue de confier à la corporation l'exercice de certains pouvoirs que leur charte ou les lois générales ou spéciales leur accordent.

La corporation peut aussi, avec l'approbation de la Commission municipale de Québec et celle du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure, aux mêmes fins, toute entente avec une ou plusieurs autres municipalités dans l'Île de Montréal."

15. Toute entente conclue sous l'autorité de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, ou de la présente loi, prend effet à compter de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* d'un sommaire de ladite entente.

16. A compter de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* du sommaire

paragraph before having called upon the city of Montreal to participate, with the same right, to such studies, through the medium of its representatives designated therefor, by the executive committee.

The corporation shall then prepare a statement of expenditures respecting the above works to be carried out within a period of time that it shall determine.

The corporation shall publish a preliminary report on its studies and findings on or before the first of March, 1961, and it shall forward copy thereof to the Minister of Municipal Affairs and to the municipalities on the Island of Montreal.

The expenditures to be incurred for the purposes of this section, shall be previously enacted by a by-law adopted pursuant to the provisions of this act, subject to the approval of the Minister of Municipal Affairs.

14. The act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, Division II is amended, by replacing section 31, by the following:

“31. The corporation shall have the power, subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission, to enter into any agreement with the municipalities of the metropolitan district for the exercise of the jurisdiction which they have over any other service existing in the interest of the entire metropolitan district, or with a view to entrusting the corporation with the exercise of certain powers granted them by their charter, or by general laws or special acts.

With the approval of the Quebec Municipal Commission and that of the Lieutenant-Governor in Council, the corporation may also make, for the same purposes, any agreement with one or more other municipalities on the Island of Montreal.

15. Any agreement made under the authority of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, Division II, or of this act, shall take effect from and after the publication in the *Quebec Official Gazette* of a summary of the said agreement.

16. From and after the publication in the *Quebec Official Gazette* of the sum-

de toute entente que la corporation est autorisée à conclure avec toute municipalité, et relativement aux matières qui en font l'objet, la corporation exerce tous les pouvoirs que lui confie sa charte et est investie de tous les droits et pouvoirs conférés à ladite municipalité par sa charte, par la Loi des cités et villes et par toute autre loi générale ou spéciale, ainsi que par tout contrat, convention ou autre acte passé sous l'autorité des susdites lois, et peut, en conséquence, exercer, en ses lieux et places, par règlement, ou résolution selon les exigences de la loi, tous les droits et pouvoirs appartenant à ladite municipalité.

17. La corporation a le pouvoir d'étudier la question des heures d'ouverture et de fermeture des établissements commerciaux situés dans l'Île de Montréal, et peut, s'il y a lieu, par un vote des deux tiers des membres de la corporation, réglementer, conformément aux dispositions de la Loi de la fermeture à bonne heure (Statuts réformés, 1941, chapitre 239), lesdites heures d'ouverture et de fermeture des établissements commerciaux situés dans l'Île de Montréal.

18. La corporation, pour les fins de l'article précédent, peut, après un avis préalable de trente jours donné à chacune des corporations municipales de l'Île de Montréal, adopter tout règlement qu'elle juge nécessaire quant à l'heure d'ouverture et de fermeture des établissements commerciaux situés dans l'Île de Montréal, et lesdits règlements, après approbation par le ministre des affaires municipales, seront en vigueur dans toute l'Île de Montréal et remplaceront les règlements des municipalités de l'Île de Montréal en ce qui regarde les heures d'ouverture et de fermeture des établissements commerciaux.

19. L'article 35 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, est remplacé par le suivant:

“35. Les cours municipales et les juges municipaux dans l'Île de Montréal ont juridiction pour entendre et décider les plain-

mary of any agreement which the corporation is authorized to make with any municipality, and with respect to the subject-matter thereof, the corporation shall exercise all the powers granted to it by its charter and shall be vested with all the rights and powers conferred on the said municipality by its charter, by the Cities and Towns Act and by any other general law or special act, as well as by any contract, agreement or other deed passed under the authority of the said laws and may accordingly exercise, at the proper time and place, by by-law or resolution according to the requirements of the law, all the rights and powers appertaining to the said municipality.

17. The corporation shall have the power to study the question of the opening and closing hours of commercial establishments situated on the Island of Montreal, and it may, if deemed expedient, by a vote of two-thirds of the members of the corporation, regulate, pursuant to the Early Closing Act (Revised Statutes, 1941, chapter 239,) the said opening and closing hours of the commercial establishments on the Island of Montreal.

18. The corporation may, for the purposes of the preceding section, after giving a prior notice of thirty days to each municipal corporation situated on the Island of Montreal, adopt any by-law it shall deem necessary concerning the opening and closing hours of commercial establishments situated on the Island of Montreal, and the said by-laws, after approval by the Minister of Municipal Affairs, shall be in force throughout the Island of Montreal and shall replace the by-laws of the municipalities of the Island of Montreal with respect to the opening and closing hours of commercial establishments.

19. Section 35 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, Division II, is replaced by the following:

“35. The municipal courts and the municipal judges of the Island of Montreal shall have jurisdiction to hear and

tes pour infractions commises dans les limites de leur juridiction territoriale au sujet des règlements adoptés par la corporation."

20. La loi 11 George V, chapitre 140, est modifiée en abrogeant les articles suivants: 1 à 7 inclusivement, 9 à 17a inclusivement, 24, 26 et 30.

21. Le premier alinéa de l'article 19b de la loi 11 George V, chapitre 140, tel qu'édicté par la loi 22 George V, chapitre 129, article 1, est remplacé par le suivant:

"**19b.** La taxe que la corporation doit imposer en vertu de l'article 19a qui précède peut l'être, en tout ou en partie, sur tous les biens immeubles imposables de la municipalité ou seulement sur les biens immeubles imposables des propriétaires qui de l'avis de la corporation, bénéficient des améliorations. Cette taxe pourra être imposée pour le nombre d'années fixé par la corporation et ce, nonobstant les règlements en vigueur dans les municipalités aidées. L'imposition de cette taxe pourra se faire soit à raison du front des terrains, soit à raison de leur évaluation ou suivant la superficie."

22. L'article 19c de la loi 11 George V, chapitre 140, tel qu'édicté par l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 125, est remplacé par le suivant:

"**19c.** Nonobstant toutes autres dispositions de la présente loi, dans les cas prévus aux articles 18a et 19a, la corporation peut, jusqu'à l'émission des obligations, avancer à la municipalité les sommes nécessaires et les emprunter elle-même des banques, par billets, en anticipation de l'émission. Ces billets seront fait pour un terme maximum de douze mois."

23. L'article 21 de la loi 11 George V, chapitre 140, tel que modifié par l'article 28 de la loi 1 George VI, chapitre 51, est remplacé par le suivant:

"**21.** Les emprunts que la corporation est autorisée à contracter sont effectués par résolution ou règlement de la corpora-

decide on complaints for infringements committed within the limits of their territorial jurisdiction with respect to by-laws adopted by the corporation."

20. The act 11 George V, chapter 140, is amended by repealing the following sections: 1 to 7 inclusive, 9 to 17a inclusive, 24, 26 and 30.

21. The first paragraph of section 19b of the act 11 George V, chapter 140, as enacted by the act 22 George V, chapter 129, section 1, is replaced by the following:

"**19b.** The tax which the corporation must impose under the preceding section 19a may be imposed, wholly or partly, on all the taxable immoveable property of the municipality or only on the taxable immoveable property of the proprietors who, in the opinion of the corporation, benefit from the improvements. Such tax may be imposed for the number of years fixed by the corporation notwithstanding the by-laws in force in the municipalities assisted. Such tax may be imposed either in proportion to the frontage of the lands, to their valuation, or to the area thereof."

22. Section 19c of the act 11 George V, chapter 140, as enacted by section 1 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 125, is replaced by the following:

"**19c.** Notwithstanding any other provision of this act, in the cases provided for in sections 18a and 19a, the corporation may, until the bond issue, advance to the municipality the sums necessary and borrow them itself from banks, on notes, in anticipation of the issue. Such notes shall be made for a maximum term of twelve months."

23. Section 21 of the act 11 George V, chapter 140, as amended by section 28 of the act 1 George VI, chapter 51, is replaced by the following:

"**21.** The loans which the corporation is authorized to contract, shall be effected by a resolution or by-law of the

tion, approuvée par le ministre des affaires municipales, au moyen d'obligations émises pour un terme n'excédant pas quarante ans. Ces obligations sont faites dans la forme, pour un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année, et pour le montant que la municipalité détermine, et sont payables, intérêt et capital, aux époques et à l'endroit qu'elle indique.

La signature du président de la corporation sur les obligations peut être gravée, imprimée ou lithographiée, et celles du président et du secrétaire sur les coupons peuvent aussi être gravées, imprimées ou lithographiées."

24. L'article 35 de la loi 11 George V, chapitre 140, est remplacé par le suivant:

"**35.** Les obligations dont l'émission a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil ou le ministre des affaires municipales et portant ce certificat sont valides, et leur validité ne peut être contestée pour aucune raison quelconque."

25. L'article 6 de la loi 12 George V, chapitre 123, est remplacé par le suivant:

"**6.** La corporation peut prêter temporairement à toute municipalité soumise à son action, et toute municipalité peut prêter temporairement à la corporation, tout argent disponible en leur possession, au taux d'intérêt dont elles peuvent convenir. Ces emprunts temporaires peuvent se faire par billets et peuvent être renouvelés, mais ils doivent être dans les limites des pouvoirs d'emprunt des parties contractantes."

26. L'article 7 de la loi 12 George V, chapitre 123, est remplacé par le suivant:

"**7.** La corporation peut, au cours d'une année et de temps à autre, emprunter, d'une ou de plusieurs banques, toute somme dont elle aura besoin en anticipation de ses revenus. Ces emprunts qui devront être remboursés dans les douze mois, pourront se faire par billets au cours ordinaire des affaires, pour le terme qu'elle fixera, et pourront être renouvelés au besoin.

corporation approved by the Minister of Municipal Affairs, by means of bonds issued for a term not exceeding forty years. Such bonds shall be made in the form, for a rate of interest not exceeding six per cent per annum, and for the amount, which the municipality may determine, and shall be payable, both interest and capital, at the dates and place it shall indicate.

The signature of the president of the corporation on the bonds may be engraved, printed or lithographed, and those of the president and of the secretary on the coupons may also be engraved, printed or lithographed."

24. Section 35 of the act 11 George V, chapter 140, is replaced by the following:

"**35.** The bonds whose issue has been so approved by the Lieutenant-Governor in Council or the Minister of Municipal Affairs and which bear such certificate shall be valid, and their validity may not be contested for any reason whatsoever."

25. Section 6 of the act 12 George V, chapter 123, is replaced by the following:

"**6.** The corporation may lend temporarily to any municipality subject to its authority and any municipality may lend temporarily to the corporation all available money in its possession, at such rate of interest as they may agree upon. Such temporary loans, may be effected by notes which may be renewed, but which must be within the limits of the borrowing powers of the contracting parties."

26. Section 7 of the act 12 George V, chapter 123, is replaced by the following:

"**7.** The corporation may during any year, and from time to time, borrow, from one or more banks, such sums of money as it may need, in anticipation of its revenue. Such loans which must be repaid within twelve months may be effected by notes in the ordinary course of business for a term which it shall fix and they may be renewed if necessary."

La corporation peut aussi, mais avec l'approbation du ministre des affaires municipales, pour éviter ou arrêter des procédures judiciaires, vu l'incapacité d'une municipalité de faire face à ses obligations, ou pour payer une dette flottante, un déficit budgétaire et autres obligations d'une municipalité incapable de payer, emprunter, de la même façon, toute somme nécessaire à ces fins, pourvu que tout emprunt ainsi fait soit remboursé dans les douze mois au moyen d'un emprunt fait suivant les dispositions des articles 21 et 22 de la loi 11 George V, chapitre 140."

27. L'article 14 de la loi 12 George V, chapitre 123, est abrogé.

28. L'article 19 de la loi 12 George V, chapitre 123, tel que remplacé par l'article 4 de la loi 13 George V, chapitre 105, est abrogé.

29. L'article 20 de la loi 12 George V, chapitre 123, est abrogé.

30. L'article 11a de la 13 George V, chapitre 105, tel qu'édicté par l'article 11 de la loi 18 George V, chapitre 120, est modifié en remplaçant les paragraphes 4, 10, 11 et 12 par les suivants:

"4. Une fois complété, le plan accompagné des rapport et estimé susdits, dont copie devra être transmise à chaque municipalité située sur l'Île de Montréal et à la Commission de Transport de Montréal, sera déposé au bureau de la corporation, où toute partie intéressée pourra en prendre connaissance.

"10. Toute dépense faite ou encourue par La Corporation de Montréal Métropolitain, en rapport avec ce travail, sera payée par elle au moyen d'emprunts avec fonds d'amortissements ou par obligations remboursables en séries, qu'elle est autorisée à faire de temps à autre suivant la loi qui la régit.

"11. Cette dépense sera répartie en une ou plusieurs années par la corporation, par simple résolution, sans qu'il soit nécessaire de faire de rôle, à la date qu'elle fixera, sur toutes les municipalités de l'Île de Montréal, au prorata de l'évaluation des biens immeubles imposables situés

The corporation may also, with the approval of the Minister of Municipal Affairs, to avoid or stop legal proceedings, through the inability of a municipality to meet its bonds, or to pay a floating debt, a deficit in the budget and other obligations of a municipality unable to pay, borrow in the same way any sum necessary for the purpose, provided that any loan so made be repaid within twelve months by means of a loan effected in accordance with the provisions of sections 21 and 22 of the act 11 George V, chapter 140."

27. Section 14 of the act 12 George V, chapter 123, is repealed.

28. Section 19 of the act 12 George V, chapter 123, as replaced by section 4 of the act 13 George V, chapter 105, is repealed.

29. Section 20 of the act 12 George V, chapter 123, is repealed.

30. Section 11a of the act 13 George V, chapter 105, as enacted by section 11 of the act 18 George V, chapter 120, is amended by replacing paragraphs 4, 10, 11 and 12 by the following:

"4. When complete, the plan, with the aforesaid report and estimate, a copy of which shall be transmitted to each municipality on the Island of Montreal and the Montreal Transportation Commission shall be deposited in the office of the corporation, where any interested party may consult same."

"10. Any expense made or incurred by the Montreal Metropolitan Corporation in relation to such work shall be paid by it by means of loans, with sinking-fund or by bonds repayable in series which it is authorized to make, from time to time, under the law which governs it.

"11. Such expense shall be apportioned, over one or more years, by the corporation by simple resolution, without the necessity of making a roll, at the date it shall fix, upon all the municipalities of the Island of Montreal, according to the proportionate rate of valuation of all the

dans ces municipalités, telle que constatée par les rôles d'évaluation en vigueur qui pourront être modifiés suivant les dispositions de l'article 19 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, tel qu'amendé.

"12. Il sera du devoir du greffier ou du secrétaire-trésorier de toute municipalité de l'Île de Montréal de fournir, chaque année, sur demande de la corporation, le certificat requis par les dispositions de l'article 19 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, tel qu'amendé."

31. L'article 6 de la loi 14 George V, chapitre 107, est remplacé par le suivant:

"6. Lorsque la corporation fait un emprunt pour le compte de plusieurs municipalités, ou pour le compte d'une municipalité en vertu de plusieurs règlements et que le terme d'échéance des emprunts autorisés par cette ou ces municipalités n'est pas uniforme, le terme final de l'emprunt total ne devra pas excéder le terme le plus long prévu dans l'un des règlements et les remboursements annuels ou versement au fonds d'amortissement seront la somme des versements annuels prévus dans chacun des règlements."

32. L'article 10 de la loi 14 George V, chapitre 107, est abrogé.

33. L'article 13 de la loi 18 George V, chapitre 120, est abrogé.

34. L'article 1 de la loi 19 George V, chapitre 103, est abrogé.

35. La loi 14-15 George VI, chapitre 73, est modifiée en abrogeant les articles 2 et 3.

36. Les dispositions de la Loi des cités et villes, aux articles 622 à 627 inclusivement, s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la corporation.

37. Lorsqu'une copie de jugement condamnant la corporation au paiement d'une somme de deniers a été signifiée, le trésorier, doit aussitôt, sur autorisation du conseil, en acquitter le montant à même les fonds qui sont à sa disposition.

taxable real estate situated in such municipalities as established by their valuation rolls in force which may be amended pursuant to the provisions of section 19 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, Division II, as amended.

"12. It shall be the duty of the clerk or secretary-treasurer of any municipality of the Island of Montreal to supply the corporation, each year, on demand, with the certificate required by the provisions of section 19 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, Division II, as amended."

31. Section 6 of the act 14 George V, chapter 107, is replaced by the following:

"6. Whenever the corporation makes a loan for the account of several municipalities, or for the account of one municipality in virtue of several by-laws, and when the term of maturity of the loans, authorized by such municipality or municipalities, is not uniform, the final term of the total loan shall not exceed the longest term provided in any of the by-laws and the annual reimbursements or payments into the sinking-fund shall be the sum of the annual instalments provided for in each of the by-laws."

32. Section 10 of the act 14 George V, chapter 107, is repealed.

33. Section 13 of the act 18 George V, chapter 120, is repealed.

34. Section 1 of the act 19 George V, chapter 103, is repealed.

35. The act 14-15 George VI, chapter 73, is amended by repealing sections 2 and 3.

36. The provisions of the Cities and Towns Act in sections 622 to 627 inclusive, apply, *mutatis mutandis*, to the corporation.

37. When a copy of a judgment condemning the corporation to pay a sum of money has been served, the treasurer immediately upon authorization by the council, shall pay the amount thereof out of the funds at his disposal.

S'il n'y a pas de fonds ou s'ils sont insuffisants, la corporation est autorisée à négocier des emprunts temporaires en attendant la perception des revenus pour l'exercice suivant.

38. L'article 630 de la Loi des cités et villes s'applique à la corporation.

39. Toutes dépenses effectuées par la corporation avant le premier janvier 1961, autres que celles prévues au budget de la corporation pour l'année 1960, seront incluses dans le budget de l'année financière commençant le premier janvier 1961.

40. Lorsqu'un officier ou employé d'une municipalité devient un officier ou employé de la corporation, la corporation est autorisée à continuer la participation de tout tel officier ou employé de cette municipalité, au plan de fonds de pension auquel ce dernier participait avant qu'il ne devienne un officier ou employé de la corporation; ladite participation est continuée suivant les mêmes termes, avec les mêmes effets et au mêmes conditions.

L'officier ou employé susdit conserve les bénéfices en maladie et son droit aux congés accumulés, qu'il a acquis pendant qu'il était l'officier ou l'employé de la municipalité; de plus, les mêmes bénéfices et droits lui sont continués par la corporation suivant les mêmes termes et conditions.

Pour les fins du fonds de pension et autres bénéfices et droits susdits, ledit officier ou employé est réputé être demeuré l'officier ou l'employé de telle municipalité.

41. La corporation est autorisée à fixer un tarif pour l'usage des conduits souterrains par elle construits sur le boulevard métropolitain en dehors des limites de la cité de Montréal pour l'enfouissement des fils électriques, téléphoniques ou autres moyens de transport pour l'éclairage, la force motrice ou le chauffage, et à déterminer les conditions concernant l'usage desdits conduits.

Should there be no funds or should they not be sufficient, the corporation is authorized to negotiate temporary loans pending receipt of the income for the following fiscal year.

38. Section 630 of the Cities and Towns Act shall apply to the corporation.

39. All the expenditures incurred by the corporation prior to the first of January, 1961, other than those provided for in the budget of the corporation for the year 1960, shall be included in the budget for the fiscal year commencing the first of January, 1961.

40. When an officer or employee of a municipality becomes an officer or employee of the corporation, the corporation is authorized to continue the participation of any such officer or employee of such municipality in the pension fund in which the latter participated prior to his becoming an officer or employee of the corporation; the said participation shall be continued under the same terms, with the same effects and under the same conditions.

The abovementioned officer or employee shall retain his right to sickness benefits and accumulated holidays which he had acquired while he was an officer or employee of the municipality; moreover, the corporation shall continue to grant him the same benefits and rights under the same terms and conditions.

For the purposes of the pension fund and the other benefits and rights mentioned hereinabove, the said officer or employee shall be deemed to have remained the officer or employee of such municipality.

41. The corporation is authorized to fix a tariff for the use of the underground conduits which it shall have built along the Metropolitan boulevard, outside the limits of the city of Montreal, for the laying of electric and telephone wires or other means of conveyance for lighting, motive power or heating purposes, and to determine the conditions respecting the use of the said conduits.

La corporation est autorisée à confier à la Commission des services électriques de la cité de Montréal après entente avec cette dernière, l'administration et l'entretien des conduits souterrains susdits.

La cité de Montréal, par décision de son comité exécutif, est autorisée à permettre à la Commission des services électriques de la cité de Montréal de conclure toute entente avec La Corporation de Montréal Métropolitain pour les fins susdites.

42. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

The corporation is authorized to entrust the management and maintenance of the abovementioned underground conduits to The Electrical Commission of the city of Montreal, after having reached an agreement with the latter.

The city of Montreal, upon resolution of its executive committee, is authorized to permit The Electrical Commission of the city of Montreal to enter into any agreement with the Montreal Metropolitan Corporation for the abovementioned purposes.

42. This act shall come into force on the day of its sanction.



Dossier de pièces réunies

DÉBUT

CABINET DU SECRÉTAIRE

VICTOR 2-9714*

OFFICE OF THE SECRETARY

LA CORPORATION DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

506 EST, RUE STE-CATHERINE - 506 ST. CATHERINE STREET EAST

MONTREAL

April 12th 1960.

Mr. J.McK. Carswell,
Secretary-Treasurer,
3, St.Martin Street,
Saraguay, P.Q.

Dear Sir:

In accordance with the Act 8-9 Elizabeth II, chapter 106, as assented to, March 10th 1960, please find enclosed a certified copy of by-law no. 1, adopted by the Montreal Metropolitan Corporation, at a general meeting held on March the 24th 1960.

Kindly note that the public notices as required have been published in French in the newspaper 'La Presse' and in English in 'The Gazette', on April the 7th 1960, and that the by-law is now in force.

Yours very truly,



E. Brisebois,
Secretary.

EB/lhc
Encl.

LA CORPORATION DE MONTREAL METROPOLITAIN

EXTRAIT des minutes d'une assemblée générale du Conseil de la Corporation de Montréal Métropolitain, tenue le 14 mars 1960, à 500 Est, rue Ste-Catherine, Montréal.

AVIS DE MOTION

Je donne avis de motion qu'à une séance ultérieure du Conseil de la Corporation de Montréal Métropolitain, je présenterai, pour considération et adoption, un règlement autorisant l'appropriation d'une somme totale de \$100,000.00, en vue de payer les frais à encourir pour les études et travaux prévus à l'article 11 de la Loi 8-9 Elizabeth II, Bill 170 - (1960), qui se lit comme suit:

"La corporation est autorisée à faire les études appropriées en vue de déterminer les travaux pour la mise en oeuvre du plan directeur. Elle peut également prévoir la construction de nouvelles routes métropolitaines ou le prolongement de routes métropolitaines existantes.

Relativement aux travaux susdits, elle en juge l'importance relative et en détermine la priorité, de même que le coût approximatif et la part contributrice des municipalités intéressées.

La corporation peut requérir de toute municipalité qui doit les lui fournir copie de tous plans, études, rapports et autres documents en sa possession se rapportant aux matières susdites.

Outre les dispositions de l'article 30 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, la corporation doit conjointement avec la Commission de transport de Montréal et en tenant compte du réseau des routes métropolitaines, étudier toute question relative au transport en commun dans l'Île de Montréal et plus spécialement, étudier et déterminer un plan et un programme définitif pour l'établissement d'un système de transport en commun rapide, en déterminer le coût et le mode de financement.

La corporation prépare ensuite un état des dépenses relatives aux travaux ci-dessus à être effectués dans la période de temps qu'elle détermine.

La corporation doit publier un rapport préliminaire sur ses études et ses conclusions le ou avant le premier mars 1961, et en transmettre copie au ministre des affaires municipales et aux municipalités de l'Île de Montréal."

Le règlement autorisera notamment la Corporation à engager des conseillers techniques tels qu'ingénieurs, comptables, économistes, spécialistes en voirie et circulation et toutes autres personnes dont les services pourront être jugés nécessaires pour compléter le plan directeur des routes métropolitaines, l'étude relative au transport en commun dans L'Île de Montréal et la confection de rapports, plans et programmes prévus dans le dit article 11 (8-9 Elizabeth II, Bill 170 - (1960)).

Signé: (L. I. Playfair)
Membre du Conseil de la Corporation
de Montréal Métropolitain.

Copie certifiée

E. Brisebois
E. Brisebois - Secrétaire.

LA CORPORATION DE MONTREAL METROPOLITAIN

Règlement numéro 1

Règlement concernant l'étude des routes à caractère métropolitain et le transport en commun et un emprunt au montant de \$100,000.00 pour en payer le coût.

Considérant que la Corporation de Montréal Métropolitain a décidé de se prévaloir des dispositions de l'article 11 de la Loi 8-9 Elizabeth II, Bill 170, et de faire des études concernant les routes existantes ou projetées, à caractère métropolitain, et le transport en commun dans l'Île de Montréal;

Considérant que pour ces fins, la Corporation devra retenir les services d'ingénieurs, de spécialistes en voirie et en circulation, d'économistes et de toutes autres personnes spécialisées qu'elle jugera à propos d'engager;

Considérant, pour les fins susdites, que la Corporation prévoit des dépenses nécessaires et immédiates d'environ \$100,000.00;

Considérant qu'un avis de motion a été donné suivant la loi, à l'assemblée générale du 14 mars 1960;

Pour ces motifs, le présent règlement numéro 1 décrète ce qui suit:

1o La Corporation est autorisée:

- à procéder à l'étude des routes existantes ou projetées, à caractère métropolitain;

- à faire ou à faire faire les plans et estimés relatifs à des travaux projetés qui pourraient être jugés d'intérêt public;

- à déterminer l'importance des travaux projetés, leur coût, leur mode de financement et la part contributoire des municipalités intéressées;

- à retenir les services de conseillers techniques ou autres personnes et,

- à effectuer les dépenses appropriées pour les fins susdites.

2o La Corporation est en outre autorisée à procéder à l'étude de toute question relative au transport en commun dans l'Île de Montréal et à déterminer un plan et un programme définitifs pour l'éta-

LA CORPORATION DE MONTREAL METROPOLITAIN

(Règlement numéro 1)

- 2 -

bissement d'un système de transport en commun rapide, en déterminer le coût et le mode de financement.

3o La Corporation est autorisée à publier un rapport préliminaire sur les dites études et ses conclusions, le ou avant le 1^{er} mars 1961, conformément aux dispositions de l'article 11 de la Loi 8-9 Elizabeth II, Bill 170.

4o La Corporation est autorisée à dépenser une somme n'excédant pas \$100,000.00 en vue de payer les dépenses nécessaires pour mener à bonne fin les études et rapports prévus dans le présent règlement.

5o La Corporation est autorisée à emprunter la dite somme de \$100,000.00, au moyen d'obligations remboursables, en séries ou au moyen d'un fonds d'amortissement, sur une période n'excédant pas quarante (40) ans, mais dont le terme sera fixé par résolution lors de l'émission des obligations. Le tableau de remboursement sera également établi lors de l'émission des dites obligations.

6o Les obligations porteront intérêts à un taux n'excédant pas 6% l'an; lesdits intérêts seront payables semi-annuellement sur présentation et remise à échéance des coupons annexés à chaque obligation.

7o Les intérêts annuels et les obligations seront payables aux endroits déterminés par résolution du conseil de la Corporation.

8o Le fac-similé de la signature du Président pourra être imprimé, gravé ou lithographié sur les obligations, mais ces dernières devront être signées par le Secrétaire de la Corporation; un fac-similé de la signature du Président et un fac-similé de la signature du Secrétaire seront gravés, imprimés ou lithographiés sur les coupons d'intérêts; les obligations porteront le sceau de la Corporation.

. . 3

LA CORPORATION DE MONTREAL METROPOLITAIN

THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, secrétaire de la Corporation de Montréal Métropolitain, qu'à l'assemblée du Conseil de la Corporation de Montréal Métropolitain tenue le 24 mars 1960, le règlement portant le numéro 1 et intitulé "Règlement concernant l'étude des routes à caractère métropolitain et le transport en commun et un emprunt au montant de \$100,000. pour en payer le coût." a été adopté.

Ce règlement a pour objet d'autoriser la Corporation à procéder à l'étude des routes, existantes ou projetées, à caractère métropolitain, à étudier la possibilité de les améliorer ou d'en construire de nouvelles; à déterminer le coût et le mode de financement de travaux projetés; à étudier toute question relative au transport en commun dans l'Île de Montréal; à retenir les services des conseillers techniques nécessaires, à dépenser et à emprunter pour les fins susdites une somme de \$100,000. remboursable sur une période n'excédant pas quarante (40) ans, le tout conformément aux dispositions de sa charte.

Le règlement précité a reçu, suivant la loi, l'approbation du Ministre des Affaires municipales le 31 mars 1960 et il entrera en vigueur après la publication du présent avis.

Toute personne peut prendre connaissance du règlement susdit au bureau de la Corporation de Montréal Métropolitain situé à 506 Est, rue Sainte-Catherine, Montréal.

Donné à Montréal, ce 1er avril 1960.

Le secrétaire de la Corporation de Montréal Métropolitain,

E. Brisebois
E. Brisebois.

PUBLIC NOTICE

Public Notice is hereby given by the undersigned, secretary of The Montreal Metropolitan Corporation, that at a meeting of the Council of The Montreal Metropolitan Corporation held on March 24th, 1960, bylaw bearing No. 1 and entitled "Bylaw concerning the study of metropolitan roads and public transportation and a loan of \$100,000.00 to pay the expenses therefore." has been adopted.

This bylaw is to authorize the Corporation to proceed with the study of existing or proposed metropolitan roads, to study the possibility of improving and constructing such roads; to estimate the cost and the means of financing proposed works; to study any question respecting public transportation on the Island of Montreal; to engage necessary technical advisers, to spend and borrow for the abovementioned purposes an amount of \$100,000. redeemable over a period not exceeding forty (40) years, the whole in conformity with the charter of the Corporation.

The above mentioned bylaw has received, according to law, the approval of the Minister of Municipal Affairs, on March 31st, 1960, and it shall come into force after the publication of the present notice.

Any person may examine the above mentioned bylaw No. 1 at the office of The Montreal Metropolitan Corporation at 506 East, Ste. Catherine Street, Montreal.

Montreal, April 1st, 1960.

The secretary of The Montreal Metropolitan Corporation,

E. Brisebois
E. Brisebois.



Dossier de pièces réunies

FIN

P14/C,30

SERVICE DE L'ÉVALUATION

VICTOR 2-9714*

ASSESSMENT DEPARTMENT

LA CORPORATION DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

506 EST, RUE STE-CATHERINE - 506 ST. CATHERINE STREET EAST

MONTREAL

April 18, 1960.

Mr J.McK.Carswell, Sec.Treasurer
City Hall,
9245 Blvd.
Saraguay
P.Q.

Dear Sir:

In conformity with the requirements of paragraph 10, article 1, of Bill No. 70, assented to February 4, 1960, would you kindly return to me, on or before May 15, 1960, a certified copy of the attached form concerning valuation figures extracted from the valuation roll in force May 1, 1960, in your Municipality.

We note that we have not as yet received the information required in our letter of February the 16th and we hope that you will be in a position to send us these documents before May 15, 1960.

Thanking you in advance for your kind cooperation, I remain

Yours truly,

R. Godin

Camille R. Godin, P. Eng.
Assessment Coordinator.

CRG/FB

Phoned
April 29/60

THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION
MUNICIPALITY OF *Village of Saraguay*
VALUATION ROLL IN FORCE ON MAY 1st, 1960.

a) Valuation of taxable land	\$ 1,131,600.00
b) Valuation of taxable buildings	1,122,000.00
c) Total valuations of taxable immoveables (1)	2,253,600.00
d) Total valuations of non taxable immoveables (2)	5000 ⁰⁰
e) Total valuations of machinery. <i>Nil there is no industry</i>	
f) Total area and valuations of land assessed as farm land.	<i>nil</i>

Certified extract of 1960 valuation roll.

Secretary-treasurer

April 29th. 1960

City, Town or Municipality of *Village of Saraguay*

(1) The total valuations of the taxable immoveables will not include the valuations of machinery but should include the total valuations of immovable of a taxable nature which may benefit from a special treatment according to a provincial law; consequently if the value of these immoveables does not appear on the valuation roll as "taxable" or is inscribed at a fraction only of its real value, a list of such immoveables with their value shall be sent to us with your certificate.

(2) The total valuations of non taxable immoveables shall include the total value of the immoveables of non taxable nature, such as those belonging to the municipality, to the federal and provincial governments or their Crown Corporations, churches, presbyteries, schools, hospitals, cimeteries etc.

LA CORPORATION DE MONTREAL METROPOLITAIN
506 Est, rue Sainte-Catherine,
Montréal.

THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION
506 East, Ste. Catherine St.,
Montreal.

REGLEMENT no 2

Règlement concernant la circulation sur
les voies à accès limité du Boulevard
Métropolitain.

Considérant qu'il y a lieu de
réglementer la circulation sur les voies
à accès limité du Boulevard Métropolitain;

Considérant que, sous réserve
de l'approbation du Ministre des Trans-
ports & Communications, il est nécessaire
de fixer la limite de la vitesse sur
les voies à accès limité du Boulevard
Métropolitain;

Considérant les dispositions de
la Loi 8-9 Elizabeth II, Bill no 170,
article 7, paragraphe 5, sous-paragraphes
a et d;

Considérant qu'un avis de motion a
été donné suivant la loi, à l'assemblée
générale tenue le 14 mars 1960;

Pour ces motifs, le Conseil de
la Corporation de Montréal Métropolitain
décrète, par le présent règlement
no 2, ce qui suit:

DEFINITIONS

1o Pour l'interprétation du
présent règlement, à moins que le con-
texte ne comporte un sens différent:

a) le mot "autostrade" signifie les
voies du Boulevard Métropolitain situées
entre les bordures latérales nord et sud
et divisées par un mail central et dont
l'accès est limité;

b) les mots "virage en U" signifient
un virage effectué pour changer complè-
tement la direction d'un véhicule sur la
même voie;

THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION
506 East, Ste. Catherine St.,
Montreal.

BYLAW No. 2

Bylaw concerning traffic on roads of
limited access of the Metropolitan
Boulevard.

Whereas there is need to regu-
late traffic on the limited access
roads of the Metropolitan Boulevard;

Whereas, subject to the ap-
proval of the Minister of Transport &
Communications, it is deemed necessary
to determine speed limits on the
limited access roads of the Metropoli-
tan Boulevard;

Whereas such bylaw may be enac-
ted under the authority of sub-para-
graphs a and d of paragraph 5, Section
7, 8-9 Elizabeth II, Bill 170;

Whereas notice of motion has
been given according to law, at the
General Meeting held on March 14th,
1960;

THEREFORE, the Council of the
Montreal Metropolitan Corporation
enacts, by its present bylaw No. 2, as
follows:

DEFINITIONS

1o For the interpretation of
this bylaw, unless the context indi-
cates a different meaning:

a) the word "autostrada" means
the roads of the Metropolitan Boulevard
situated between the lateral north
and south curbs and divided by a cen-
tral mall, and to which there is limit-
ed access;

b) the words "U turn" mean a turn
made to reverse completely the direc-
tion of a vehicle on the same road;

LA CORPORATION DE MONTREAL METROPOLITAIN
506 Est, rue Sainte-Catherine,
Montréal.
(Règlement no 2)

- c) les mots "voie d'accès" signifient chemin conduisant à une entrée ou desservant une sortie de l'autostrade;
- d) les mots "allée de circulation" signifient une subdivision des voies nord et sud de l'autostrade, pour faciliter la circulation des véhicules. Les bornes des allées de circulation peuvent être indiquées par des marques sur le pavage ou autrement. Chacune des voies de l'autostrada est ainsi divisée en trois allées de circulation;
- e) le mot "nuit" signifie la période comprise une demi-heure après le coucher du soleil et une demi-heure avant le lever du soleil;
- f) le mot "camion" signifie tout véhicule enregistré comme tel au Bureau du Revenu.

DIRECTION

2o La circulation sur la voie située au nord du mail central de l'autostrade est permise dans une seule direction, la direction est-ouest.

3o La circulation sur la voie située au sud du mail central de l'autostrade est permise dans une seule direction, la direction ouest-est.

PIETONS, etc...

4o La circulation des piétons, des animaux montés ou non, des véhicules à traction animale et des bicyclettes est interdite sur l'autostrade.

AUTOBUS, CAMION - ARRET

5o Il est interdit à tout autobus, camion ou autre véhicule de faire un arrêt sur l'autostrade dans le but de

THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION
506 East, Ste. Catherine St.,
Montreal.
(Bylaw No. 2)

- c) the words "road of access" mean road driving to or from an exit of the autostrada;
- d) the words "traffic lane" mean a subdivision of the north and south roads of the autostrada, to ease the circulation of vehicles. The limits of the traffic lanes may be indicated with signs on the pavement or otherwise. Each of the roads of the autostrada is divided into three traffic lanes;
- e) the word "night" means the time between half an hour after sunset and half an hour before sunrise;
- f) the word "truck" means any vehicle so registered with the Office of the Revenue.

DIRECTION

2o The flow of traffic on the road situated to the north of the central mall of the autostrada is permitted in one direction only, that is from east to west.

3o The flow of traffic on the road situated to the south of the central mall of the autostrada is permitted in one direction only, that is from west to east.

PEDESTRIANS, etc...

4o Pedestrians, animals mounted or otherwise, animal-drawn vehicles and bicycles are prohibited on the autostrada.

AUTOBUS, TRUCK - STOPPING

5o No autobus nor truck or other vehicle shall make a stop on the autostrada to let off or to take

LA CORPORATION DE MONTREAL METROPOLITAIN
506 Est, rue Sainte-Catherine,
Montréal.

(Règlement no 2)

faire monter ou de faire descendre des passagers, ou de charger ou de décharger des marchandises ou objets quelconques.

STATIONNEMENT

6o Le stationnement et tout arrêt de véhicule sur l'autostrada sont défendus en tout temps, sauf pour des motifs résultant d'accidents, pannes de moteur, ou défaut quelconque empêchant un véhicule de circuler; dans ces derniers cas, il doit être apporté une célérité raisonnable en vue de libérer la voie ainsi obstruée et de conduire le véhicule dans une zone de refuge.

CAMION, AUTOBUS, CIRCULATION

7o Les camions et autobus doivent circuler exclusivement sur l'allée de circulation située à l'extrême droite de chacune des voies de l'autostrada, sauf pour doubler un autre véhicule.

OBJETS DE REBUTS

8o Il est interdit de jeter des objets de rebuts, papier ou quoi que ce soit d'un véhicule en marche ou autrement; tout camion circulant sur le Boulevard Métropolitain doit être muni de bâches, de toiles ou autres accessoires appropriés ou être construit de manière à empêcher que les matières qu'il transporte ne tombent, ne dégouttent ou ne se répandent hors du véhicule.

VITESSE

9o - 1. Toute vitesse, soit trop rapide soit trop lente, qui gêne ou entrave la circulation normale des autres véhicules et toute action imprudente susceptible de mettre en péril la vie ou la propriété est prohibée; le conducteur d'un véhicule devant, en toute occasion,

THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION
506 East, Ste. Catherine St.,
Montreal.

(Bylaw No. 2)

- 3 -

in passengers, or to load or unload merchandise or any objects.

PARKING

6o Parking and stopping of vehicles on the autostrada are prohibited at all times, except for reasons of accidents, engine trouble or any other trouble preventing a vehicle from moving; in the latter cases, reasonable celerity must be brought to free the road thus blocked and to bring the vehicle into a street siding.

TRUCK, AUTOBUS, TRAFFIC

7o Trucks and autobuses shall circulate exclusively on the traffic lane situated to the right-hand side of each of the roads of the autostrada, except for passing another vehicle.

REFUSES

8o It is prohibited to throw any refuses, paper or anything from a moving vehicle or otherwise; any truck driven on the Metropolitan Boulevard shall have tarpaulins, canvas or appropriate covers or be built so that materials are prevented from falling, dropping or spreading off the vehicle.

SPEED

9o - 1. Any speed, whether too fast or too slow, impeding or holding up the normal traffic of other vehicles, and any imprudent action which might endanger life and property, is prohibited; the driver of any vehicle shall at all times take into account the

. . . 4

LA CORPORATION DE MONTREAL METROPOLITAIN
506 Est, rue Sainte-Catherine,
Montréal.
(Règlement no 2)

tenir compte de l'état de la chaussée,
de la température, des obstacles ou au-
tres circonstances exceptionnelles.

2. Sous réserve des dis-
positions du paragraphe 1 du présent ar-
ticle 9,

a) Il est interdit à tout conduc-
teur de véhicule, sauf camion ou autobus,
de circuler, le jour, à une vitesse ex-
cédant cinquante-cinq (55) milles à l'heu-
re ou, la nuit, à une vitesse excédant
cinquante (50) milles à l'heure, sur la
partie de l'autostrade allant du Boule-
vard Pie IX jusqu'à un point à l'ouest
de la rue Authier;

b) Tout conducteur engageant son
véhicule dans une voie d'accès ou de
sortie doit réduire la vitesse de son
véhicule à au moins vingt-cinq (25) mil-
les à l'heure;

c) Dans le cas d'un autobus ou d'un
camion, les limites de vitesse mention-
nées aux sous-paragraphes a et b sont ré-
duites de cinq (5) milles à l'heure dans
chaque cas;

d) Toute vitesse supérieure à quin-
ze (15) milles à l'heure sur les ponts
traversant l'autostrade et sur les voies
y conduisant est interdite en tout temps.

CHANGEMENT D'ALLEE

10o Tout conducteur de véhicu-
le doit maintenir son véhicule dans la
même allée de circulation et s'il désire
passer d'une allée de circulation à une
autre, il doit manifester son intention
au moyen des signaux prévus dans la Loi
des Véhicules automobiles concernant les
virages à gauche ou à droite selon le
cas.

THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION
506 East, Ste. Catherine St.,
Montreal.
(Bylaw No. 2)

state of the road, the weather, the
obstacles or any exceptional circum-
stances.

2. Without prejudice to
paragraph 1 of Section 9,

a) It is prohibited for any driver
of a vehicle, except trucks and auto-
buses, to drive, in daytime, at a
speed exceeding fifty-five (55) miles
an hour or, at night, at a speed exceed-
ing fifty (50) miles an hour, on that
part of the autostrada running from
Pie IX Boulevard to a point situated
to the West of Authier Street;

b) Any person driving his vehicle
to a road of access or to an exit
road shall reduce its speed to at least
twenty-five (25) miles an hour;

c) In the case of an autobus or of
a truck, the speed limits specified in
sub-paragraphs a and b are reduced by
five (5) miles an hour in each case;

d) Any speed exceeding fifteen (15)
miles an hour on the overpasses cross-
ing the autostrada and on the roads
leading to it is prohibited at all
times.

CHANGE IN TRAFFIC LANE

10o Any driver of a vehicle
shall maintain his vehicle in the same
traffic lane and if he wishes to go
from one traffic lane to another, he
shall make his intention known by means
of signals designed in the Motor Vehicles
Act, concerning right and left turns,
as the case may be.

LA CORPORATION DE MONTREAL METROPOLITAINE
506 Est, rue Sainte-Catherine,
Montréal.
(Règlement no 2)

SIGNALS

11o Les officiers préposés à la surveillance et à l'entretien de l'autostrade sont autorisés à et doivent installer les signaux appropriés relativement aux ordonnances du présent règlement et tous autres signaux pouvant aider à sauvegarder la sécurité sur l'autostrade.

PENALITES

12o Toute personne qui contre-vient à l'une des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible, sur poursuite par voie sommaire, des pénalités édictées par la Loi des Véhicules automobiles de la province de Québec, chapitre 142, S.R.Q. 1941.

13o Toute personne qui contre-vient à l'une des dispositions quelconques du présent règlement et pour laquelle des pénalités ne sont pas prévues par la Loi des Véhicules automobiles de la province de Québec, S.R.Q. 1941, chapitre 142, commet une infraction et est passible, sur poursuite par voie sommaire, d'une amende d'au moins \$10.00 mais n'excédant pas \$60.00 plus les frais et, à défaut du paiement immédiat de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas quatre-vingt-dix (90) jours.

ENTREE EN VIGUEUR

14o Le présent règlement entrera en vigueur après son approbation par le Ministre des Transports & Communications et sa publication suivant la loi.

Adopté aux assemblées générales tenues les 24 mars et 20 avril 1960.

Signé: (R. Chagnon)
Signed: _____
Président - Chairman.

Certifié vraie copie - Certified true copy

E. Brisebois

E. Brisebois, Secrétaire - Secretary.

Avis de ce règlement a été publié dans le journal "La Presse" et dans le journal "The Gazette", le 4 mai 1960 - Notice of this bylaw has been published in the newspaper "La Presse" and in the newspaper "The Gazette", on May 4th, 1960.

THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION
506 East, Ste. Catherine St.,
Montreal.

(Bylaw No. 2)

- 5 -

SIGNALS

11o Supervising and maintenance officers of the autostrada are authorized and shall install appropriate signals in conformity with prescriptions of the present bylaw and any other signals that might help to safeguard security on the autostrada.

PENALTIES

12o Any person who contravenes any provisions of the present bylaw commits an infraction and is liable, upon prosecution by summary procedure, to the penalties enacted by the Motor Vehicles Act of the Province of Quebec, R.S.Q. 1941, Chapter 142.

13o Any person who contravenes any provisions of the present bylaw and for which penalties are not provided for in the Motor Vehicles Act of the Province of Quebec, R.S.Q. 1941, Chapter 142, commits an infraction and is liable, upon prosecution by summary procedure, to a fine of at least \$10.00 but not exceeding \$60.00 and costs, and in default of immediate payment of the fine and costs to imprisonment not exceeding ninety (90) days.

COMING INTO FORCE

14o The present bylaw shall come into force after its approval by the Minister of Transport & Communications and its publication according to law.

Adopted at the General Meetings held on March 24th and April 20th, 1960.

Signé: (E. Brisebois)
Signed: _____
Secrétaire - Secretary.

Québec, le 27 avril 1960

(Signé:) Antoine Rivard
Ministre des Transports &
Communications.

CABINET DU SECRÉTAIRE

VICTOR 2-9714*

OFFICE OF THE SECRETARY

LA CORPORATION DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

506 EST, RUE STE-CATHERINE - 506 ST. CATHERINE STREET EAST
MONTREAL

May 13th, 1960.

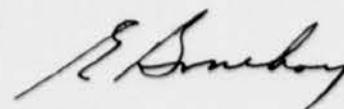
Mr. J.McK. Carswell,
Secretary-Treasurer,
3, Saint-Martin Street,
Saraguay, P.Q.

Dear Sir:

In accordance with the Act 8-9 Elizabeth II, chapter 106, as assented to March 10th, 1960, please find enclosed a certified copy of by-law no. 2, adopted by The Montreal Metropolitan Corporation, at general meetings held on March 24th and April 20th, 1960 respectively.

Kindly note that the public notices as required have been published in French in the newspaper 'La Presse' and in English in 'The Gazette' on May 4th, 1960 and that the by-law is now in force.

Yours truly,



E. Brisebois,
Secretary.

EB/lhmc
Encl.



**Dossier de
pièces réunies**

DÉBUT

COMITE DE COORDINATION

CORPORATION DE MONTREAL METROPOLITAIN

Montréal, 15 juin 1960.

Monsieur le Président,
Messieurs les Membres,
Corporation de Montréal Métropolitain.

re: Uniformisation des évaluations
foncières des municipalités de
l'Île de Montréal - 1960-

Messieurs,

Vous trouverez ci-joint mon rapport sur les modifications suggérées pour 1960 en vue d'uniformiser les évaluations totales des immeubles imposables des municipalités de l'Île de Montréal.

Il me fait plaisir de souligner que depuis l'an dernier les municipalités de Beaconsfield, Pierrefonds, Pointe-aux-Trembles et St-Joachim de Pte-Claire ont homologué un nouveau rôle dont l'uniformité des valeurs est excellente et le niveau général conforme aux exigences actuelles. De plus, sept municipalités m'ont déjà fait part qu'elles procèdent cette année à une réévaluation complète, ce sont: Lachine, Mont-Royal, Outremont, Saint-Michel, Montréal-Est, Ville St-Pierre et Rivière des Prairies.

En plus du tableau d'uniformisation, ce rapport contient un état des évaluations totales suggérées, quelques dispositions de la loi autorisant ces modifications, un exposé sommaire de la méthode employée pour établir ces chiffres et quelques remarques concernant chaque municipalité.

Je recommande que l'état des évaluations totales suggérées soit adopté et que, conformément à la loi, la Corporation avise par écrit avant le 1er juillet 1960, chaque municipalité dont les évaluations totales des immeubles imposables sont ainsi modifiées.

Respectueusement soumis,

C.R. Godin
Camille R. Godin, Ing.P.
Coordonnateur des Evaluations.

CRG/FB

P14/C,30

UNIFORMISATION

des

EVALUATIONS FONCIERES

des

MUNICIPALITES

de

L'ILE DE MONTREAL

- 1960 -

I N D E X

- I. TABLEAU DES FACTEURS D'UNIFORMISATION.
Niveaux d'évaluation, corrections suggérées.
 - II. ETAT DES EVALUATIONS TOTALES SUGGEREES.
 - III. DISPOSITIONS DE LA LOI.
 - IV. EXPOSE DES METHODES D'UNIFORMISATION.
 - V. REMARQUES GENERALES.
-

I.

TABLEAU D'UNIFORMISATION

montrant le pourcentage des évaluations totales par rapport à la valeur marchande 1959 et la modification qui s'impose pour chaque municipalité.

MUNICIPALITES	POURCENTAGE A LA VALEUR MARCHANDE	POURCENTAGE CORRECTION	FACTEUR D'UNIFORMISATION
Montréal	(78) 73	nil	-
Anjou	(81) 56	(nil) + 30	(1.00) 1.30
Baie d'Urfé	(64) 64	(+20) + 15	(1.20) 1.15
Beaconsfield(1)	(67) 80	(+15) - 7.5	(1.15) 0.925
Côte St-Luc	(73) 74	(nil) nil	(1.00) 1.00
Dollard des Ormeaux	(44) 40	(+75) + 80	(1.75) 1.80
Dorval	(79) 70	(nil) + 5	(1.00) 1.05
Hampstead	(61) 56	(+25) + 30	(1.25) 1.30
Lachine	(51) 45	(+50) + 65	(1.50) 1.65
LaSalle	(76.5) 67	(nil) + 10	(1.00) 1.10
Montréal-Est	(40) 39	(+90) + 90	(1.90) 1.90
Montréal-Nord	(77) 75	(nil) nil	(1.00) 1.00
Montréal-Ouest	(68) 67	(+15) + 10	(1.15) 1.10
Mont-Royal	(35.5) 33.5	(+120) + 120	(2.20) 2.20
Outremont	(50) 53	(+50) + 40	(1.50) 1.40
Pierrefonds(1)	(60) 72.5	(+25) nil	(1.25) 1.00
Pte-Claire-Ville	(71) 69	(+10) + 5	(1.10) 1.05
Pte aux Trembles(1)	(53) 72.5	(+45) nil	(1.45) 1.00

() Les chiffres entre parenthèses sont ceux de 1959.

(1)Une réévaluation a été effectuée depuis l'an dernier.

I-2

MUNICIPALITES	POURCENTAGE A LA <u>VALEUR MARCHANDE</u>	POURCENTAGE <u>CORRECTION</u>	FACTEUR <u>D'UNIFORMISATION</u>
Roxboro	(74) 67	(+ 5) + 10	(1.05) 1.10
Ste-Anne de Bellevue	(76) 72	(nil) nil	(1.00) 1.00
Ste-Anne du Bout de l'Île	(14) 14	(+400) + 400	(5.00) 5.00
Ste-Geneviève	(71) 73	(+10) nil	(1.10) 1.00
St-Joachim de Pte-Claire (1)	(29) 73	(+150) nil	(2.50) 1.00
St-Joseph Rivière des Prairies	(65) 61	(+20) + 20	(1.20) 1.20
St-Laurent	(63) 66	(+20) + 10	(1.20) 1.10
St-Léonard de Port Maurice	(88) 77	(-10) - 5	(0.90) 0.95
St-Michel	(63) 59	(+20) + 25	(1.20) 1.25
St-Pierre	(29) 29	(+150) + 150	(2.50) 2.50
Saraguay	(78) 66	(nil) + 10	(1.00) 1.10
Senneville	(58) 56	(+30) + 30	(1.30) 1.30
Verdun	(67) 60	(+15) + 20	(1.15) 1.20
Westmount	(57) 42	(+35) + 75	(1.35) 1.75

() Les chiffres entre parenthèses sont ceux de 1959.

(1) Une réévaluation a été effectuée depuis l'an dernier.

II.-

ETAT DES EVALUATIONS TOTALES DES
IMMEUBLES IMPOSABLES

- 1 9 6 0 -

MUNICIPALITES	EVALUATIONS TOTALES CERTIFIEES	MODIFICATIONS %	EVALUATIONS TOTALES MODIFIEES
Montréal	\$3,035,256,236.	nil	\$3,035,256,236.
Anjou	25,461,221.	+ 30	33,099,587.
Baie d'Urfé	14,387,390.	+ 15	16,545,498.
Beaconsfield	41,276,530.	- 7½	38,180,790.
Côte St-Luc	59,530,235.	nil	59,530,235.
Dollard des Ormeaux	3,996,776.	+ 80	7,194,196.
Dorval	78,786,950.	+ 5	82,726,297.
Hampstead	22,717,296.	+ 30	29,532,484.
Lachine	75,977,030.	+ 65	125,362,100.
LaSalle	92,345,677.	+ 10	101,580,244.
Montréal-Est	34,841,460.	+ 90	66,198,774.
Montréal-Nord	88,245,325.	nil	88,245,325.
Montréal-Ouest	24,099,717.	+ 10	26,509,688.
Mont-Royal	81,138,770.	+ 120	178,505,294.
Outremont	61,728,224.	+ 40	86,419,513.
Pierrefonds	32,732,350.	nil	32,732,350.
Pte-Claire,Ville	68,726,340.	+ 5	72,162,657.
Pte aux Trembles (x)	49,652,202.	nil	49,652,202.
Roxboro	15,134,165.	+ 10	16,647,581.
Ste-Anne de Bellevue	8,021,200.	nil	8,021,200.
Ste-Anne du Bout de l'Ile	269,005.	+ 400	1,345,025.
Ste-Geneviève	3,984,130.	nil	3,984,130.
St-Joachim de Pte-Claire	4,967,650.	nil	4,967,650.
St-Joseph Riv.des Prairies	16,500,350.	+ 20	19,800,420.
Saint-Laurent	178,668,116.	+ 10	196,534,927.
St-Léonard de Port Maurice	26,142,350.	- 5	24,835,232.
Saint-Michel	82,109,964.	+ 25	102,637,455.
Saint-Pierre	7,705,811.	+ 150	19,264,527.
Saraguay	2,253,600.	+ 10	2,478,960.
Senneville	6,562,675.	+ 30	8,531,477.
Verdun	107,923,900.	+ 20	129,508,680.
Westmount	88,723,994.	+ 75	155,266,989.
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	\$ 4,439,866,639.		\$ 4,823,257,723.
	<hr/>	<hr/>	<hr/>

(x)Non certifiée.

Montréal, 15 juin 1960.

Camille R.Godin, Ing.F.
Coordonnateur des Evaluations.

III.-

LEGISLATION

L'article 10 de la loi 8-9 Elizabeth II,Chapitre 105 et l'article 19 de la loi 8-9 Elizabeth II,Chapitre 106,concernant la Corporation de Montréal Métropolitain stipulent entre autres,ce qui suit:

" Il sera du devoir du greffier ou du secrétaire-trésorier de toute municipalité de l'Ile de Montréal (du district métropolitain) y compris la Cité de Montréal,de déposer au bureau de la Corporation,le ou avant le 15 mai de chaque année,un certificat attestant l'évaluation totale des immeubles imposables tel qu'il appert au rôle d'évaluation en vigueur le premier mai de la même année dans la municipalité qu'il représente,montrant l'évaluation des terrains et l'évaluation des bâtiments séparément (mais sans inclure l'évaluation de la machinerie),et à cette fin,il sera un employé de la Corporation. La Corporation,par résolution,pourra modifier les évaluations totales apparaissant au certificat déposé par toute municipalité autre que la cité de Montréal suivant qu'elle le jugera nécessaire ou utile,de façon qu'après avoir apporté ces modifications,les dites évaluations totales paraîtront avoir été établies suivant les normes et principes employés pour la préparation du rôle de la cité de Montréal en vigueur le premier mai de la même année."

Cette loi stipule de plus:

"Si la Corporation se propose de modifier les évaluations totales des immeubles imposables mentionnés dans le certificat ainsi déposé par une municipalité,elle devra aviser,par écrit,la municipalité concernée pas moins de trente (30) jours avant la date à laquelle elle se propose de faire telle modification."
"Le ou avant le premier jour du mois d'août de chaque année,la Corporation transmettra à la Commission municipale de Québec et à chacune des municipalités concernées un état établissant les évaluations totales des immeubles imposables dans chacune des municipalités de l'Ile de Montréal (du district métropolitain) telles qu'établies dans les certificats déposés au bureau de la Corporation par ces municipalités,avec les modifications,s'il y a lieu,qui auront été faites par la Corporation;la Commission municipale de Québec pourra réviser toutes ou chacune desdites évaluations totales,sauf celles de la cité de Montréal;toutefois,aucune telle révision ne pourra être faite le ou après le premier jour d'octobre."

IV.-

EXPOSE DES METHODES:

Il existe deux méthodes reconnues et utilisées tout particulièrement aux Etats-Unis en vue de déterminer les faits servant à uniformiser les rôles d'évaluation de différents districts, comtés ou municipalités. L'une est une méthode d'échantillonnage, "representative sample" et l'autre appelée "sales ratio" est basée sur les ventes récentes. Chacune de ces méthodes doit, de toute nécessité, être appréciée d'abord et surtout selon l'exactitude des résultats obtenus et aussi selon la facilité avec laquelle elle permet de justifier ces résultats. De plus, il est important de considérer le coût de l'application de chacune de ces méthodes.

La première méthode, qui a été utilisée par la Corporation jusqu'à l'an dernier et qui a permis d'établir les facteurs d'uniformisation de 1959, consiste à choisir dans chaque municipalité des échantillons de propriétés de types aussi variés que possible et à évaluer chacune de ces propriétés à sa valeur marchande. Il suffit alors de calculer le pourcentage de l'évaluation municipale de chaque échantillon à la valeur marchande estimée et de grouper ces résultats pour déterminer le niveau de l'évaluation municipale pour les différentes catégories de propriétés. Sur la base des résultats ainsi obtenus et considérant, s'il y a lieu, l'importance relative de la valeur des terrains vacants, des industries etc., la valeur marchande totale des biens imposables de chaque territoire est estimée et comparée au total imposable du rôle d'évaluation pour obtenir le pourcentage cherché.

Il est évident que cette méthode donnera de très bons résultats à condition que les échantillons choisis soient représentatifs et que le nombre d'échantillons soit suffisant. C'est ce dernier point qu'ont soulevé l'an dernier plusieurs municipalités qui étaient d'avis que le nombre d'échantillons choisi dans leur municipalité était totalement insuffisant. Il est évident que plus on augmente le nombre d'échantillons plus on augmente le coût de l'expertise. C'est pourquoi plusieurs états américains ont jugé qu'il était trop coûteux d'exiger que des techniques aussi élaborées soient appliquées aux expertises d'uniformisation annuelles qu'ils dirigent.

Cette année j'ai donc préféré employer la seconde méthode qui est couramment en usage aux Etats-Unis, et qu'à ma grande satisfaction a donné des résultats qui se comparent très bien à ceux de l'an dernier.

Cette méthode consiste à relever les montants des ventes de toutes les propriétés qui ont été vendues durant une certaine période de temps. Le montant de l'évaluation municipale apparaissant au rôle est alors comparé au montant de la vente et le rapport évaluation/vente établi pour chaque propriété vendue. Après avoir éliminé les ventes qui, par le pourcentage trouvé, semblent exagérées ou insuffisantes et qui ne représentent

IV-2

donc pas une transaction "bona fide", la moyenne générale de ces pourcentages est alors calculée pour chaque catégorie de bâtiments, s'il y a lieu. Les résultats ainsi trouvés, étudiés et analysés selon leur importance relative, nous permettent d'estimer le niveau général d'évaluation par rapport à la valeur marchande.

Alors que certains prétendent, comme je l'ai déjà mentionné, que la première méthode n'est pas exacte parce qu'elle est souvent basée sur un nombre insuffisant d'échantillons, d'autres affirment que la seconde méthode n'est pas recommandable parce que, tout en ayant cette fois un nombre beaucoup plus élevé d'échantillons, elle comprend des ventes qui devraient être rejetées si elles étaient plus approfondies. Or, je suis d'opinion que cette dernière méthode est très juste et équitable, si elle est appliquée avec jugement et si elle comprend un nombre suffisant de ventes. Les quelques ventes anormales qui peuvent se glisser dans l'analyse se compensent habituellement, parce qu'elles ne peuvent être toutes supérieures ou inférieures à la vente normale.

V.-

REMARQUES GENERALES:

Afin d'obtenir les renseignements nécessaires à l'application de cette méthode, je faisais parvenir, il y a environ quatre mois, au Secrétaire-Trésorier de chacune des municipalités de l'Île de Montréal une lettre ainsi qu'un questionnaire-réponse. Outre certains renseignements d'ordre général mais concernant plus particulièrement le rôle d'évaluation, cette lettre exigeait de chacune des municipalités qu'un plan indiquant les taux unitaires moyens adoptés pour chaque rue et partie de rue, qu'une liste des ventes 1959 de propriétés construites et des évaluations correspondantes ainsi qu'une liste des ventes 1959 des terrains non construits et des évaluations correspondantes soient préparés et me soient envoyés le ou avant le 15 avril.

Vingt-six municipalités m'ont fait parvenir ces renseignements durant les mois d'avril, mai et juin. Toutefois, six d'entre elles, Anjou, Ste-Anne du Bout de l'Île, Dollard des Ormeaux, Rivière des Prairies, Saraguay et Senneville, n'ont pas trouvé le moyen de me fournir ces renseignements. Pour ces dernières municipalités j'ai dû me baser sur une nouvelle analyse des échantillons choisis pour l'étude d'uniformisation de l'an dernier.

Après avoir terminé l'étude et l'analyse de chacune vingt-six municipalités, j'ai avisé chacune d'elles, par écrit entre le 20 mai et le 15 juin, du niveau d'évaluation trouvé et de la modification que je propose dans ce rapport. Les réactions que j'ai obtenues de plusieurs municipalités me laissent croire que les modifications suggérées rencontreront l'approbation de la majorité.

MONTREAL: Quoique le rôle de la Cité de Montréal n'ait pas été modifié depuis 1959, alors que son niveau d'évaluation s'établissait à environ 78% de la valeur marchande 1958, l'augmentation dans la valeur marchande des immeubles de 1958 à 1959 a eu pour effet de diminuer à 73% le niveau du rôle d'évaluation de la Cité de Montréal par rapport à la valeur marchande, et ce basé sur un relevé d'environ 3000 transactions qui eurent lieu durant 1959. Les facteurs suggérés dans le tableau d'uniformisation ramènent les pourcentages trouvés pour chacune des municipalités à environ 73%.

V-2.

ANJOU: Le rôle de 1960 de cette Ville est fait sur la même base que celui de 1959. Toutefois le pourcentage des évaluations totales par rapport à la valeur marchande s'établit maintenant à 56% alors que le niveau d'évaluation du territoire développé est de 66%. Cette différence est due à l'évaluation de la British Petroleum qui est évaluée par la Ville à un million de dollars (\$1,000,000.00) alors que nous l'évaluons à un minimum de six millions de dollars (\$6,000,000.) (article 11 de la loi 8-9 Elizabeth II, Chapitre 106). Une correction de 30% s'impose donc. Le niveau général du rôle de cette Ville devrait être éventuellement revisé afin d'atteindre le niveau de 80% de la valeur marchande 1961 que la Corporation de Montréal Métropolitain espère établir à travers l'Île de Montréal pour 1962.

BAIE D'URFE : Le rôle de 1960 de cette Ville est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau de ce rôle s'établit actuellement à 64% et une augmentation de 15% s'impose. L'uniformité des valeurs est excellente si ce n'est que le niveau général devrait être éventuellement revisé pour les raisons mentionnées précédemment.

BEACONSFIELD: Cette Ville a homologué, le 11 avril 1960, un nouveau rôle d'évaluation dont le niveau s'établit à 80% de la valeur marchande 1959 et dont l'uniformité des valeurs est excellente. De plus ce rôle est basé sur une méthode de coûts détaillés.

COTE ST LUC: Le rôle de 1960 de cette Cité est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau de ce rôle s'établit maintenant à 74% et aucune correction ne s'impose. L'uniformité des valeurs est excellente si ce n'est que le niveau général devrait être éventuellement revisé pour les raisons mentionnées précédemment. Ce rôle est basé sur une méthode de coûts détaillés.

DOLLARD DES ORMEAUX: Le rôle de 1960 de cette municipalité est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau s'établit à 41% et une correction de 80% s'impose. Le niveau général de ce rôle devrait être éventuellement revisé pour les raisons mentionnées précédemment.

DORVAL: Le rôle de 1960 de cette Cité est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau de ce rôle s'établit maintenant à 70% et une augmentation de 5% s'impose. L'uniformité des valeurs est excellente si ce n'est que le niveau général devrait être éventuellement revisé pour les raisons mentionnées précédemment. Ce rôle est basé sur une méthode de coûts détaillés.

HAMPSTEAD: Le rôle de 1960 de cette ville est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau s'établit maintenant à 56% et une augmentation de 30% s'impose. L'uniformité des valeurs pourrait être améliorée. Le niveau général de ce rôle devrait être éventuellement revisé pour les raisons mentionnées précédemment. Ce rôle est basé sur une méthode au pied carré.

V-3

LACHINE: Le rôle de 1960 de cette Ville est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau s'établit à 45% et une correction de 65% s'impose. Quoique l'uniformité des évaluations ne soit pas très satisfaisante nous savons que la Cité de Lachine a l'intention de préparer un nouveau rôle d'évaluation, selon une méthode de coûts détaillés, qui deviendra en vigueur en 1962 et qui nous l'espérons reflètera l'uniformité des valeurs et le niveau de 80% de la valeur marchande 1961, que la Corporation de Montréal Métropolitain espère établir à travers l'Île de Montréal pour 1962.

LASALLE: Le rôle de cette Cité est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau de ce rôle s'établit maintenant à 67% et une augmentation de 10% s'impose. L'uniformité des valeurs est très bonne et ce rôle est basé sur une méthode de coûts détaillés. Nous sommes heureux de souligner que cette Cité est à préparer un nouveau rôle d'évaluation qui nous l'espérons reflètera l'uniformité des valeurs et le niveau de 80% de la valeur marchande 1961 que la Corporation de Montréal Métropolitain espère établir à travers l'Île de Montréal pour 1962.

MONTREAL-EST: Le rôle de cette Ville est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau de ce rôle s'établit maintenant à 39% et une augmentation de 90% s'impose. Quoique l'uniformité des évaluations ne soit pas très satisfaisante, nous savons que la Ville de Montréal-Est est à préparer un nouveau rôle d'évaluation, selon une méthode de coûts détaillés, qui deviendra en vigueur en 1961 et qui nous l'espérons reflètera l'uniformité des valeurs et le niveau de 80% de la valeur marchande 1961 que la Corporation de Montréal Métropolitain espère établir à travers l'Île de Montréal pour 1962.

MONTREAL-NORD: Le rôle de 1960 de cette Cité est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau de ce rôle s'établit maintenant à 75% et aucune correction ne s'impose. L'uniformité des valeurs est excellente si ce n'est que le niveau général devrait être éventuellement revisé pour les raisons mentionnées précédemment. Ce rôle est basé sur une méthode de coûts détaillés.

MONTREAL-OUEST: Le rôle de 1960 de cette Ville est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau de ce rôle s'établit maintenant à 67% et une augmentation de 10% s'impose. L'uniformité des valeurs est bonne si ce n'est que le niveau général devrait être éventuellement revisé pour les raisons mentionnées précédemment. Ce rôle est basé sur une méthode au pied cube.

MONT ROYAL: Le rôle de 1960 de cette Ville est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau de ce rôle s'établit maintenant à 33.5% et une augmentation de 120% s'impose. Quoique l'uniformité des évaluations ne soit pas très satisfaisante nous savons que Ville Mont-Royal est à préparer un nouveau rôle d'évaluation, selon une méthode de coûts détaillés, qui deviendra en vigueur en 1962 et qui nous l'espérons reflètera l'uniformité des valeurs et le niveau de 80% de la valeur marchande 1961 que la Corporation de Montréal Métropolitain espère établir à travers l'Île de Montréal pour 1962.

V-4

OUTREMONT: Le rôle de 1960 de cette cité est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau de ce rôle s'établit maintenant à 53% et une augmentation de 40% s'impose. Quoique l'uniformité des évaluations ne soit pas très satisfaisante, nous savons que la ville d'Outremont est à préparer un nouveau rôle d'évaluation, selon une méthode au pied cube, qui deviendra en vigueur en 1961 et qui nous l'espérons reflètera l'uniformité des valeurs et le niveau de 80% de la valeur marchande 1961 que la Corporation de Montréal Métropolitain espère établir à travers l'Île de Montréal pour 1962.

PIERREFONDS: Cette ville a homologué le 22 décembre 1959 un nouveau rôle d'évaluation dont le niveau s'établit à 72.5% de la valeur marchande 1959 et qui ne nécessite aucune modification. L'uniformité des valeurs de ce rôle est excellente si ce n'est que le niveau général devrait être éventuellement revisé pour les raisons mentionnées précédemment. Ce rôle est basé sur une méthode de coûts détaillés.

PTE CLAIRE, VILLE: Le rôle de 1960 de cette cité est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau de ce rôle s'établit maintenant à 69% et une augmentation de 5% s'impose. L'uniformité des valeurs de ce rôle est excellente si ce n'est que le niveau général devrait être éventuellement revisé pour les raisons mentionnées précédemment. Ce rôle est basé sur une méthode de coûts détaillés.

PTE AUX TREMBLES: Cette ville a homologué en 1960 un nouveau rôle d'évaluation fait selon une méthode au pied cube, dont le niveau s'établit à 72.5% de la valeur marchande 1959 et qui ne nécessite aucune modification. Toutefois, il est à remarquer que le pourcentage d'évaluation à la valeur marchande du territoire développé s'établit à environ 82%. Cette différence est due à l'évaluation de la raffinerie Petrofina évaluée par cette ville à un million de dollars (\$1,000,000.00) alors que nous l'évaluons à un minimum de six millions (\$6,000,000.00) (article 11 de la loi 8-9 Elizabeth II, Chapitre 106). L'uniformité des valeurs de ce rôle est excellente et le niveau général conforme aux exigences de la Corporation.

ROXBORO: Le rôle de 1960 de cette ville est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau de ce rôle s'établit à 67% et une correction de 10% s'impose. Le niveau général devrait être éventuellement revisé pour les raisons mentionnées précédemment.

STE ANNE DE BELLEVUE: Le rôle de 1960 de cette ville est fait sur la même base que celui de 1959, sauf que la valeur des terrains a été légèrement modifiée. Le niveau de ce rôle s'établit maintenant à 72% et ne nécessite aucune modification. L'uniformité des valeurs est excellente si ce n'est que le niveau général devrait être éventuellement revisé pour les raisons mentionnées précédemment. Ce rôle est basé sur une méthode de coûts détaillés.

V-5.

STE ANNE DU BOUT DE L'ILE: Le rôle de 1960 de cette municipalité est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau s'établit à 14% et une augmentation de 400% s'impose. Le niveau du rôle de cette municipalité devrait être éventuellement revisé pour les raisons mentionnées précédemment.

STE GENEVIEVE: Le rôle de 1960 de cette ville est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau de ce rôle s'établit maintenant à 73% et ne nécessite aucune modification. L'uniformité des valeurs est excellente si ce n'est que le niveau général devrait être éventuellement revisé pour les raisons mentionnées précédemment. Ce rôle est basé sur une méthode de coûts détaillés.

ST JOACHIM DE PTE CLAIRE: Cette municipalité a homologué le 21 janvier 1960, un nouveau rôle d'évaluation dont le niveau s'établit à 73% de la valeur marchande 1959 et qui ne nécessite aucune modification. L'uniformité des valeurs est excellente si ce n'est que le niveau général devrait être éventuellement revisé pour les raisons mentionnées précédemment. Ce rôle est basé sur une méthode de coûts détaillés.

ST JOSEPH DE LA RIVIERE DES PRAIRIES: Le rôle de 1960 de cette municipalité est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau s'établit à 61% et une augmentation de 20% s'impose. Le niveau du rôle de cette municipalité devrait être éventuellement revisé pour les raisons mentionnées précédemment.

ST LAURENT: Le rôle de 1960 de cette ville est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau de ce rôle s'établit maintenant à 66% et une augmentation de 10% s'impose. L'uniformité des valeurs est excellente si ce n'est que le niveau général devrait être éventuellement revisé pour les raisons mentionnées précédemment. Ce rôle est basé sur une méthode de coûts détaillés.

ST LEONARD DE PORT MAURICE: Le rôle de 1960 de cette municipalité est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau s'établit à 77% et une réduction de 5% s'impose. Le niveau général du rôle de cette municipalité est conforme aux exigences de la Corporation.

ST MICHEL: Le rôle de 1960 de cette cité est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau de ce rôle s'établit maintenant à 59% et une augmentation de 25% s'impose. L'uniformité des valeurs est relativement bonne et nous savons que Ville St-Michel est à préparer un nouveau rôle basé sur une méthode de coûts détaillés, qui deviendra en vigueur en 1961 et qui nous l'espérons reflètera l'uniformité des valeurs et le niveau de 80% de la valeur marchande 1961 que la Corporation de Montréal Métropolitain espère établir à travers l'Île de Montréal pour 1962.

V-6.

ST PIERRE: Le rôle de 1960 de cette ville est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau de ce rôle s'établit maintenant à 29% et une augmentation de 150% s'impose. L'uniformité des valeurs est loin d'être satisfaisante mais nous savons que Ville St-Pierre est à préparer un nouveau rôle, basé que une méthode de coûts détaillés, qui nous l'espérons reflètera l'uniformité des valeurs et le niveau de 80% de la valeur marchande 1961 que la Corporation de Montréal Métropolitain espère établir à travers l'Île de Montréal pour 1962.

SARAGUAY: Le rôle de 1960 de cette municipalité est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau s'établit à 66% et une augmentation de 10% s'impose. Le niveau du rôle de cette municipalité devrait être éventuellement revisé pour les raisons mentionnées précédemment.

SENNEVILLE: Le rôle de 1960 de cette municipalité est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau s'établit à 56% et une augmentation de 30% s'impose. Le niveau du rôle de cette municipalité devrait être éventuellement revisé pour les raisons mentionnées précédemment.

VERDUN: Le rôle de 1960 de cette cité est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau de ce rôle s'établit maintenant à 60% et une augmentation de 20% s'impose. L'uniformité des valeurs est très bonne si ce n'est que le niveau général devrait être éventuellement revisé pour les raisons mentionnées précédemment. Ce rôle est basé sur une méthode au pied cube.

WESTMOUNT: Le rôle de 1960 de cette ville est fait sur la même base que celui de 1959. Le niveau de ce rôle s'établit maintenant à 42% et une augmentation de 75% s'impose. L'uniformité des valeurs est bonne si ce n'est que le niveau général devrait être éventuellement revisé pour les raisons mentionnées précédemment. Ce rôle est basé sur une méthode au pied cube.

COORDINATION COMMITTEE

THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

Montreal, June 15 1960.

Mr President,
Members of Council
The Montreal Metropolitan Corporation.

re: Equalization of assessment rolls
of the municipalities of the Island
of Montreal - 1960 -

Gentlemen:

You will find herewith my report concerning the suggested modifications which should apply to the total valuations of the taxable immovables of certain municipalities, so as to equalize the assessment rolls of the different municipalities of the Island of Montreal.

I am pleased to point out that, since last year, the municipalities of Beaconsfield, Pierrefonds, Pointe-aux-Trembles and St. Joachim de Pte-Claire have homologated new rolls which reflect the uniformity of values and which are comparable, in their basis and principles to that of Montreal. Moreover, seven municipalities have already informed me that they are proceeding this year with a complete revaluation of their territory, these are: Lachine, Mount-Royal, Outremont, St. Michel, Montreal-East, Ville St. Pierre and Rivière des Prairies.

In addition to the equalization factors, this report contains a statement on the original and adjusted total valuations of the taxable immovables in each municipality, dispositions of the law authorizing these modifications, a brief account of the equalization method used and general remarks concerning each municipality.

I recommend that the adjusted statement of the total valuations of the taxable immovables in the respective municipalities be adopted and that, in accordance with the law, the Corporation advise each municipality concerned, in writing, before July 1st, 1960.

Respectfully yours,


Camille R. Godin, P. Eng.
Assessment Coordinator.

CRG/FB

II.-

STATEMENT OF ADJUSTED VALUATIONS

OF TAXABLE IMMOVEABLES - 1960 -

MUNICIPALITIES	CERTIFIED TOTAL VALUATIONS	PERCENTAGE INCREASE OR DECREASE	ADJUSTED TOTAL VALUATIONS
Montreal	\$3,035,256,236.	nil	\$3,035,256,236.
Anjou	25,461,221.	+ 30	33,099,587.
Baie d'Urfe	14,387,390.	+ 15	16,545,498.
Beaconsfield	41,276,530.	- 7½	38,180,790.
Cote St.Luc	59,530,235.	nil	59,530,235.
Dollard des Ormeaux	3,996,776.	+ 80	7,194,196.
Dorval	78,786,950.	+ 5	82,726,297.
Hampstead	22,717,296.	+ 30	29,532,484.
Lachine	75,977,030.	+ 65	125,362,100.
LaSalle	92,345,677.	+ 10	101,580,244.
Montreal -East	34,841,460.	+ 90	66,198,774.
Montreal-North	88,245,325.	nil	88,245,325.
Montreal-West	24,099,717.	+ 10	26,509,688.
Mount-Royal	81,138,770.	+ 120	178,505,294.
Outremont	61,728,224.	+ 40	86,419,513.
Pierrefonds	32,732,350.	nil	32,732,350.
Pte-Claire, Town	68,726,340.	+ 5	72,162,657.
Pte aux Trembles (x)	49,652,202.	nil	49,652,202.
Roxboro	15,134,165.	+ 10	16,647,581.
Ste-Anne de Bellevue	8,021,200.	nil	8,021,200.
Ste-Anne du Bout de l'Ile	269,005.	+ 400	1,345,025.
Ste-Geneviève	3,984,130.	nil	3,984,130.
St.Joachim de Pte-Claire	4,967,650.	nil	4,967,650.
St.Joseph Riv.des Prairies	16,500,350.	+ 20	19,800,420.
St.Laurent	178,668,116.	+ 10	196,534,927.
St.Léonard de Port Maurice	26,142,350.	- 5	24,835,232.
St.Michel	82,109,964.	+ 25	102,637,455.
St.Pierre	7,705,811.	+ 150	19,264,527.
Saraguay	2,253,600.	+ 10	2,478,960.
Senneville	6,562,675.	+ 30	8,531,477.
Verdun	107,923,900.	+ 20	129,508,680.
Westmount	88,723,994.	+ 75	155,266,989.
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	\$ 4,439,866,639.		\$ 4,823,257,723.
	<hr/>	<hr/>	<hr/>

(x) Non-certified.

Montreal, June 15 1960.

Camille R.Godin, P.Eng.
Assessment Coordinator.

P14/C,30



Dossier de pièces réunies

FIN

P14/C,30

CABINET DU SECRÉTAIRE

VICTOR 2-9714*

OFFICE OF THE SECRETARY

LA CORPORATION DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

506 EST, RUE STE-CATHERINE - 506 ST. CATHERINE STREET EAST
MONTREAL

June 28th, 1960.

Mr. J. McK. Carswell,
Secretary-Treasurer,
3 St-Martin Street,
Saraguay, Que.

Dear Sir:

Please be advised that The Montreal Metropolitan Corporation, at a meeting to be held on the 29th of July 1960 at eleven o'clock in the forenoon, will amend the sum total of the valuations of the taxable immovables in your municipality, as it appears in the certificate deposited at the offices of the said Corporation, in the percentage shown in the copy of the report hereto attached, as prepared by Mr. C.R. Godin, the Coordinator of Assessments, dated the 15th of June 1960 and approved by the Corporation on the 28th of June 1960.

Yours truly,

E. Brisebois
E. Brisebois,
Secretary.

EB/lhmc
Encl.

per E.V.L.
no protest.
July 27/60
[Signature]

LA CORPORATION DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

ASSEMBLEE GENERALE

La résolution suivante a été approuvée par l'assemblée générale tenue le 28 juin 1960

Vu le rapport en date du 15 juin 1960 soumis par monsieur C. R. Godin, Coordonnateur des Evaluations, concernant les rôles d'évaluation des municipalités tant du district métropolitain que de toute l'île de Montréal,

IL EST RESOLU:

Que le conseil de La Corporation de Montréal Métropolitain avise le conseil des municipalités suivantes:

Anjou
Baie d'Urfée
Beaconsfield
Dollard des Ormeaux
Dorval
Hampstead
Lachine
LaSalle
Montréal-Est
Montréal-Ouest
Mont-Royal
Outremont
Pointe-Claire, Ville
Roxboro
Ste-Anne-du-Bout-de-l'Ile
St-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies
Saint-Laurent
St-Léonard-de-Port-Maurice
Saint-Michel
Saint-Pierre
Saraguay
Senneville
Verdun
Westmount

qu'à une séance du conseil de La Corporation de Montréal Métropolitain qui sera tenue le 29 juillet 1960, à 11 heu-

GENERAL MEETING

The following resolution has been approved by a General Meeting held on June 28, 1960

In view of the report dated June 15, 1960, prepared by Mr. C. R. Godin, Assessment Coordinator, regarding the valuation rolls of the municipalities of the metropolitan district as well as of the Island of Montreal,

IT IS RESOLVED:

That the council of The Montreal Metropolitan Corporation give notice to the municipal council of the following municipalities:

Anjou
Baie d'Urfée
Beaconsfield
Dollard des Ormeaux
Dorval
Hampstead
Lachine
LaSalle
Montreal-East
Montreal-West
Mount Royal
Outremont
Pointe Claire, Town
Roxboro
Ste. Anne du Bout de L'Ile
St. Joseph de la Rivière des Prairies
St. Laurent
St. Leonard de Port-Maurice
St. Michel
St. Pierre
Saraguay
Senneville
Verdun
Westmount

that at a meeting of the council of The Montreal Metropolitan Corporation which will be held on July 29, 1960, at 11 A.M.

LA CORPORATION DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

ASSEMBLEE GENERALE

La résolution suivante a été approuvée par l'assemblée générale tenue le 28 juin 1960

res, a.m., le total des évaluations des immeubles imposables des municipalités susdites sera modifié dans les proportions mentionnées au dit rapport.

Que le secrétaire est autorisé à transmettre à chacune des municipalités concernées l'avis de trente jours requis par la loi.

Signé : R. CHAGNON, C. A.
Président

GENERAL MEETING

The following resolution has been approved by a General Meeting held on June 28, 1960

- 2 -

o'clock, the total of the valuations of the taxable immovables of the above-mentioned municipalities shall be modified in the proportions stated in said report.

That the Secretary is authorized to forward to each of the municipalities concerned the thirty days notice required by law.

Signed : R. CHAGNON, C. A.
President

Copie certifiée
Certified copy

Coordination

Recommandation du comité de Coordination
Recommendation of Committee

Recommandation du comité de Coordination
Recommendation of Committee

Recommandation approuvée par le comité de Coordination à son assemblée tenue le
Recommendation approved by the Coordinating Committee at its meeting held on

16 juin 1960
June 16, 1960

Adoptée à son assemblée tenue le
Adopted at its meeting held on

Adoptée à son assemblée tenue le
Adopted at its meeting held on

Annexes
Rapport de M. Godin, I.P.
Projet d'avis

Annex
Report by Mr. C. R. Godin, P. E.

Item 25

CABINET DU SECRÉTAIRE

VICTOR 2-9714*

OFFICE OF THE SECRETARY

LA CORPORATION DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

506 EST. RUE STE-CATHERINE - 506 ST. CATHERINE STREET EAST

MONTREAL

15th of July, 1960.

Mr. J. McK. Carswell, Sec.-Treas.,
3 St-Martin Street,
Saraguay, P.Q.

Dear Sir:

In the exercise of a power granted by law, The Montreal Metropolitan Corporation has started an inquiry into the question of the opening and closing hours of commercial establishments on the Island of Montreal.

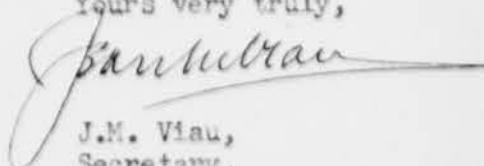
In order to obtain precise and essential information on the present situation concerning opening and closing hours in the different municipalities on the Island of Montreal, we would ask you to be good enough to supply us with the following information:

- a) Do you have a by-law presently in force governing the opening and closing hours of commercial establishments in your municipality? *No*
- b) If in the affirmative, would you be kind enough to furnish us with a copy of this by-law?
- c) What are the bona fide trade or citizens associations in your municipality? *No*

We wish to stress that at this time we are not conducting a poll on public opinion, but rather we are compiling the most complete documentation possible for our eventual requirements.

In the near future, the municipalities will be consulted and by means of newspaper advertisements, we will ask all interested parties for their views on this important question.

We rely on your full cooperation in this matter and remain,

Yours very truly,

J.M. Viau,
Secretary,
METRO STUDY COMMITTEE.

JMV/lhmc

P14/C,30

July 26, 1960

The Montreal Metropolitan Corporation,
506 St. Catherine Street East,
Montreal, P.Q.

Attention: Mr. J. M. Visu,
Secretary, Metro Study Committee.

Dear Sir:

I received your letter of July 15 on my return
from three weeks holiday, and would reply that the answers
to Paragraphs 'A' and 'C' are "No", and of course, where para-
graph 'B' is concerned "No" is also applicable.

We are a very small Municipality with only about
100 properties and our population is just over 300. We only
have a gas station combined with a small grocery store and a
small restaurant.

We trust this is the information you require.

Yours very truly,
VILLAGE OF SARAGUAY.

J. McK. Carevall,
Secretary-Treasurer.

JMcKC:pm

CABINET DU SECRÉTAIRE

VICTOR 2-9714*

OFFICE OF THE SECRETARY

LA CORPORATION DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

506 EST, RUE STE-CATHERINE - 506 ST. CATHERINE STREET EAST

MONTREAL

29th of July, 1960.

Mr. J.Mck. Carswell,
Secretary-Treasurer,
3 St-Martin Street,
SARAGUAY, Que.

Dear Sir:

The Montreal Metropolitan Corporation, at a general meeting held on the 29th of July 1960, adopted the resolution hereto attached, and to which I have annexed the statement establishing the total valuation of taxable immovable in each of the municipalities on the Island of Montreal, as adjusted according to the ratios shown in the report by Mr. C.R. Godin, P.E., Coordinator of Assessments for the Corporation, dated the 15th of June 1960.

The Municipal Commission may amend these figures, on or before the 1st of October 1960, in accordance with the Act 8-9 Elizabeth II, Chapter 106, section 9-19, which amends the Act 7-8 Elizabeth II, section 19.

Yours very truly,

E Brisebois

E. Brisebois,
Secretary.

EB/lhmc
Ann.

LA CORPORATION DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

ASSEMBLEE GENERALE

La résolution suivante a été approuvée par l'assemblée générale tenue le 29 juillet 1960

Attendu que La Corporation de Montréal Métropolitain a examiné les évaluations totales de chacune des municipalités situées sur l'île de Montréal;

Attendu que pour fins de répartitions sur les municipalités du district métropolitain pour dépenses d'administration, et sur toutes les municipalités de l'île de Montréal pour dépenses encourues pour la construction et l'entretien du Boulevard Métropolitain, la Corporation de Montréal Métropolitain juge nécessaire de modifier certaines évaluations totales afin que toutes les évaluations paraissent avoir été établies suivant les normes et principes employés pour la préparation du rôle de la cité de Montréal en vigueur le 1er mai 1960;

Attendu que, conformément à la résolution adoptée par le conseil de la Corporation le 28 juin 1960, un avis par écrit a été transmis, à la même date, à chacune des municipalités pour lesquelles la Corporation de Montréal Métropolitain se propose de modifier le total de l'évaluation des immeubles imposables;

Attendu que le délai de trente jours suivant l'avis précité est écoulé;

Sur la proposition de M. Despatis,

Secondée par M. Gowans,

IL EST RESOLU que le conseil de La Corporation de Montréal Métropolitain modifie le total des évaluations des immeubles imposables des municipalités ci-après mentionnées, dans les proportions indiquées au rapport préparé par monsieur C. R. Godin, Coordonnateur des Evaluations, en date du 15 juin 1960, et dont copie est annexée à la présente résolution pour en faire partie:

GENERAL MEETING

The following resolution has been approved by a General Meeting held on July 29, 1960.

Whereas The Montreal Metropolitan Corporation has examined the total valuations of each of the municipalities on the Island of Montreal;

Whereas for the purpose of apportioning on the municipalities of the metropolitan district administrative expenses, and on all the municipalities of the Island of Montreal, expenses incurred for the construction and maintenance of the Metropolitan Boulevard, the Montreal Metropolitan Corporation deems it essential to amend certain total valuations so that all the valuations will appear to have been established in accordance with the norms and standards employed in the preparation of the roll of the city of Montreal which was in force on the 1st of May 1960;

Whereas, in accordance with the resolution adopted by the council of the Corporation on June 28th, 1960, notice in writing has been forwarded, on the same date, to each of the municipalities of which the Montreal Metropolitan Corporation intends to amend the total of taxable immovables;

Whereas the delay of thirty days following the aforesaid notice has expired;
Proposed by Mr. Despatis,

Seconded by Mr. Gowans,

IT IS RESOLVED that the council of The Montreal Metropolitan Corporation amend the total of the valuations of taxable immovables in the municipalities hereafter mentioned, in the ratios indicated in the report prepared by Mr. C. R. Godin, Coordinator of Assessments, dated the 15 of June, 1960, copy of which is annexed to this resolution to become part thereof:

LA CORPORATION DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

ASSEMBLEE GENERALE

La résolution suivante a été approuvée par l'assemblée générale tenue le 29 juillet 1960

GENERAL MEETING

The following resolution has been approved by a General Meeting held on July 29, 1960.....

- 2 -

Anjou
Baie d'Urfée
Beaconsfield
Dollard des Ormeaux
Dorval
Hampstead
Lachine
LaSalle
Montréal-Est
Montréal-Ouest
Mont-Royal
Outremont
Pointe-Claire, Ville
Roxboro
Ste-Anne-du-Bout-de-l'Ile
St-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies
Saint-Laurent
St-Léonard-de-Port-Maurice
Saint-Michel
Saint-Pierre
Saraguay
Senneville
Verdun
Westmount.

Le secrétaire est autorisé à transmettre à la Commission Municipale de Québec et à chacune des municipalités de l'île de Montréal un état établissant les évaluations totales des immeubles imposables dans chacune des municipalités de l'île de Montréal, avec les modifications qui auront été faites par la Corporation.

SIGNE: R. CHAGNON, C.A.
Président.

Anjou
Baie d'Urfée
Beaconsfield
Dollard des Ormeaux
Dorval
Hampstead
Lachine
LaSalle
Montreal-East
Montreal-West
Mount Royal
Outremont
Pointe Claire, Town
Roxboro
Ste. Anne du Bout de l'Ile
St. Joseph de la
Rivière des Prairies
St. Laurent
St. Leonard de Port-Maurice
St. Michel
St. Pierre
Saraguay
Senneville
Verdun
Westmount.

The Secretary is authorized to forward to the Quebec Municipal Commission and to each of the municipalities of the Island of Montreal a statement establishing the total valuations of taxable immovables in each of the municipalities on the Island of Montreal, as amended by the Corporation.

SIGNED: R. CHAGNON, C.A.
President

copie certifiée - Certified copy

Annexe:
Copie du rapport de monsieur Godin

R. Chagnon
Secrétaire -

Secretary -

Annex:
Copy of the Report by Mr. Godin

ITEM 21



**Dossier de
pièces réunies**

DÉBUT

NOTICE OF MOTION

I, the undersigned, Lucien Croteau, member of
the council of The Montreal Metropolitan Corporation, hereby
give notice that at a subsequent meeting of the council, I shall
present for consideration and adoption a by-law regarding the
opening and closing hours of commercial establishments situated
on the Island of Montreal, in accordance with the proposal
attached to this present notice.

November 24th 1960.

(signed) Lucien Croteau

Witness: . (signed). E.. Brisebois. .
Secretary

LA CORPORATION DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

ASSEMBLEE GENERALE

La résolution suivante a été approuvée par l'assemblée générale tenue le 24 novembre 1960

Vu l'avis de motion déposé par le conseiller

Il est résolu:

D'autoriser le secrétaire à donner à toutes les municipalités de l'île de Montréal un avis, à l'effet qu'après l'expiration d'un délai de trente jours, le conseil de la Corporation prendra en considération et adoptera, s'il y a lieu, un règlement concernant les heures d'ouverture et de fermeture des établissements commerciaux situés sur l'île de Montréal.

Signé : R. CHAGNON, C.A.
Président

GENERAL MEETING

The following resolution has been approved by a General Meeting held on November 24th 1960

In view of the notice of motion presented by councillor

It is resolved:

To authorize the Secretary to notify all the municipalities on the Island of Montreal that, after the expiry of a 30-day delay, the Council of the Corporation shall consider and adopt, as the case may be, a by-law governing the opening and closing hours of commercial establishments situated on the Island of Montreal.

Signed : R. CHAGNON, C.A.
President

Copie certifiée
Certified copy

E. Borsoeby
Secrétaire - Secretary

Recommandation du comité de
Recommendation of Committee

Adoptée à son assemblée tenue le
Adopted at its meeting held on

Recommandation du comité de
Recommendation of Committee

Adoptée à son assemblée tenue le
Adopted at its meeting held on

Recommandation approuvée par le comité de Coordination à son assemblée tenue le 17 novembre 1960
Recommendation approved by the Coordinating Committee at its meeting held on November 17th 1960

Annexes
Avis de motion
Règlement no. 3.

Annex
Notice of motion
By-law no. 3.

Item 27

LA CORPORATION DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

ASSEMBLEE GENERALE

La résolution suivante a été approuvée par l'assemblée générale tenue le 24 novembre 1960.....

Résolu:

Que les dépenses relatives aux frais d'entretien et au service de la dette du boulevard pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1961 soient réparties en proportion des évaluations totales des immeubles imposables de chaque municipalité de l'île de Montréal, suivant le rôle final d'évaluation en vigueur le 1er octobre 1960 et que les montants payables par chacune d'elles le 1er mai 1961 soient et sont fixés aux montants indiqués dans le rapport soumis par le trésorier, en date du 22 octobre 1960, lequel rapport est, par la présente résolution, approuvé tel que soumis et il est annexé à la présente résolution pour en faire partie;

Que le trésorier soit et est autorisé à transmettre à chaque municipalité intéressée l'avis prévu pour réclamer paiement du montant par elle dû, relativement à la susdite répartition.

Signé : R. CHAGNON, C.A.
Président

GENERAL MEETING

The following resolution has been approved by a General Meeting held on November 24th 1960.....

Resolved:

That the expenses with relation to maintenance costs and to the boulevard debt service for the period from the 1st of January to the 31st of December 1961 be apportioned proportionately to the total appraisals of the taxable immovables of each municipality on the Island of Montreal, in accordance with the final valuation roll in force on the 1st of October 1960 and that the amounts payable by each of them on the 1st of May, be and are set at the amounts shown in the report submitted by the treasurer, dated the 22nd of October, 1960, which report is, by the present resolution, approved as submitted and is attached to the present resolution to become part thereof;

That the treasurer be and is authorized to forward to each interested municipality the notice requesting payment of the amount due by it, in respect of the aforesaid apportionment.

Signed : R. CHAGNON, C.A.
President

Copie certifiée
Certified copy


Secrétaire - Secretary

Recommandation du comité de
Recommendation of Committee

Adoptée à son assemblée tenue le
Adopted at its meeting held on

Recommandation du comité de
Recommendation of Committee

Adoptée à son assemblée tenue le
Adopted at its meeting held on

Recommandation approuvée par le comité de Coordination à son assemblée tenue le
Recommendation approved by the Coordinating Committee at its meeting held on

Annexes

Rapport du trésorier

Annex

Report by the treasurer

Item 1

LA CORPORATION DE MONTREAL METROPOLITAIN

BOULEVARD METROPOLITAIN

REPARTITION POUR L'ANNEE 1961 - SERVICE DE LA DETTE ET ENTRETIEN

<u>Municipalités</u>	<u>Evaluation revisée</u>	<u>% de la répartition</u>	<u>Répartition</u>
1 Montréal	3,035,256.236.00	63.10	4,282,186.68
2 Anjou	33,099,587.00	0.69	46,697.41
3 Baie d'Urfée	16,545,498.00	0.34	23,342.65
4 Beaconsfield	38,180,790.00	0.80	53,866.05
5 Côte Saint-Luc	59,530,235.00	1.23	83,986.18
6 Dollard-des-Ormeaux	7,194,196.00	0.15	10,149.68
7 Dorval	82,726,297.00	1.72	116,711.55
8 Hampstead	29,532,484.00	0.62	41,664.89
9 Lachine	125,362,100.00	2.60	176,862.80
10 LaSalle	101,580,244.00	2.11	143,310.99
11 Montréal-Est	66,198,774.00	1.38	93,394.26
12 Montréal-Nord	88,245,325.00	1.84	124,497.88
13 Montréal-Ouest	26,509,688.00	0.55	37,400.28
14 Mont-Royal	178,505,294.00	3.71	251,838.04
15 Outremont	86,419,513.00	1.79	121,921.99
16 Pierrefonds	32,732,350.00	0.68	46,179.31
17 Pointe-Claire Ville	72,162,657.00	1.50	101,808.20
18 Pointe-aux-Trembles	49,652,202.00	1.04	70,050.10
19 Roxboro	16,647,581.00	0.34	23,486.67
20 Sainte-Anne-de-Bellevue	8,021,200.00	0.17	11,316.43
21 Sainte-Anne-du-Bout-de-l'Ile	1,345,025.00	0.03	1,897.58
22 Sainte-Geneviève	3,984,130.00	0.08	5,620.87
23 Saint-Joachim-de-Pointe-Claire	4,967,650.00	0.10	7,008.44
24 Saint-Joseph-de-Rivière-des-Prairies	19,800,420.00	0.42	27,934.74
25 Saint-Laurent	196,534,927.00	4.08	277,274.53
26 Saint-Léonard-de-Port-Maurice	24,835,232.00	0.52	35,037.93
27 Saint-Michel	102,637,455.00	2.13	144,802.52
28 Saint-Pierre	19,264,527.00	0.40	27,178.69
29 Saraguay	2,478,960.00	0.05	3,497.36
30 Senneville	8,531,477.00	0.18	12,036.34
31 Verdun	129,508,680.00	2.69	182,712.86
32 Westmount	141,958,390.00	2.96	200,277.10
	\$ 4,809,949,124.00	100.00%	\$ 6,785,951.00

Service de la dette - Dépenses estimées 1961

La Corp. de Montréal Métropolitain	\$ 3,711,235.00
Cité de Montréal	2,455,216.00
	\$ 6,166,451.00
Plus entretien 1961	619,500.00
	\$ 6,785,951.00

PREPARE PAR:

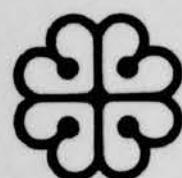
E. Landreville

C.-E. Landreville, C.A.,
Comptable-en-chef.

SIGNE PAR:

J.R. French

J.R. French,
Trésorier.



Dossier de pièces réunies

FIN

CABINET DU SECRÉTAIRE

VICTOR 2-9714*

OFFICE OF THE SECRETARY

LA CORPORATION DE MONTREAL MÉTROPOLITAIN
THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

506 EST, RUE STE-CATHERINE - 506 ST. CATHERINE STREET EAST
MONTREAL

29th of November 1960.

Mr. J. Mck. Carswell,
Secretary-Treasurer,
3 St-Martin Street,
Saraguay, P.Q.

Dear Mr. Carswell:

This will advise your municipality that after thirty (30) days from today's date, the Council of The Montreal Metropolitan Corporation will consider and adopt, in all probability, a by-law governing the opening and closing hours of commercial establishments on the Island of Montreal.

Please find enclosed, herewith, a certified copy of a resolution adopted by our body, at a general meeting held the 24th of November 1960, a certified copy of a notice of motion thereon, as well as a copy of the draft by-law attached to the aforesaid notice of motion.

Yours very truly,

E. Brisebois

E. Brisebois,
Secretary.

EB/1hmc
Encl.